

PluriCité

Le bimestre de Carrefour des Cultures

Numéro 23

À LA UNE

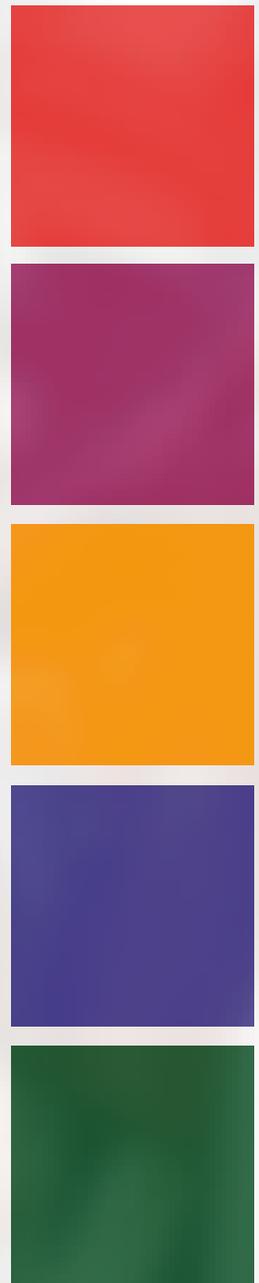
*SUR LE CHEMIN
DES URNES*

DOSSIER

*LES CORPS
INTERMÉDIAIRES ET
L'ÉVEIL CITOYEN*

PEUPLES ET CULTURES

BILAD EL-CHAM



Edito	3
À la une	4
Sur le chemin des urnes	
- Une construction et une appropriation en interne	
- Une enquête et une approche de l'externe	
Dossier	49
Les corps intermédiaires et l'éveil citoyen –	
Épisode 1 : les Médias	
- Médias, neutralité et engagement	
- Médias, quels financements pour l'indépendance journalistique ?	
- Médias, un corps intermédiaire pour un contre-pouvoir et un	
contrôle citoyen	
- Médias, qu'en pense le politique ?	
Zoom sur	67
Dialogue Islam/Occident	
Peuples et cultures	70
Bilad El-Cham et le pays des deux fleuves	
Tribune	85
L'Association Omar Khayam	
Remerciements	89

EDITO

Jupiter, dans sa toute-puissance, a voulu s'en passer. Mal lui en a pris. Il aurait dû se souvenir que la faute d'Ubris génère sa punition immédiate. De quoi parlons-nous réellement dans cette métaphore mythologique ? L'Ubris est une notion qui traverse les écrits des Grecs anciens et que l'on peut traduire par une démesure qui implique orgueil, outrage, agression, insolence, transgression... Cette « démesure » est celle du président Macron de France qui fait mine de mépriser souverainement les Corps Intermédiaires de son pays.

Souffrait-il d'un soubresaut de culture révolutionnaire française ? Voulait-il remettre à l'honneur le citoyen Le Chapelier, auteur de la loi du même nom qui interdisait les organisations ouvrières, paysannes ainsi que les groupements professionnels et qui, en 1791 disait déjà : « Il n'y a plus de corporation dans l'État : il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général. Il n'est permis à personne d'inspirer aux citoyens un intérêt intermédiaire... » Rendons à Macron ce qui lui revient : il a eu, par sa méprisante attitude, le mérite de mettre en lumière le rôle primordial de ces corps dits « intermédiaires ».

Qui dit intermédiation dit souhait, volonté, exigence... d'un objectif commun à tous les individus qui se sont réunis pour faire valoir leur revendication à l'encontre de la structure étatique.

Les corps intermédiaires seraient-ils des « lobbys » ? En quelque sorte, car leur action vise à faire pression sur les représentants du pouvoir... Mais pas que...

C'est Montesquieu qui, le premier, dans « L'esprit des lois », distinguait trois pouvoirs : « la puissance législative », « la puissance judiciaire des choses qui dépendent du droit des gens » et la « puissance exécutrice de celles qui dépendent du droit civil ». On parle aujourd'hui de judiciaire, législatif et exécutif qui, en démocratie, se doivent d'être séparés mais dépendants les uns des autres pour que l'un ne prenne pas le pas sur l'autre. Montesquieu s'appuie sur l'importance de la représentation : à ses yeux les « corps intermédiaires » sont les garants de la liberté... Voilà qui était, est et reste clair.

Face aux locataires des structures étatiques qui, souvent, grincent des dents devant les rappels à l'ordre des citoyens regroupés dans les organisations syndicales, patronales, face aux exigences des chambres de la magistrature, d'agriculture, de commerce mais aussi devant les signaux d'alarme du tissu associatif dans toute sa variété et devant l'indispensable travail de formation – information des journalistes, le rôle de ces corps intermédiaires est primordial dans le fonctionnement démocratique.

Il l'est, à fortiori, en ces temps incertains où la démocratie dite représentative trouve ses limites dans la volonté d'omnipotence de formations politiques en pleine dérive sécuritaire ou dans les ambitions d'autocrates qui ressuscitent des nationalismes d'exclusion et de haine.

Citoyenneté, Diversité/ Interculturalité, Démocratie est le triptyque de l'action-réflexion de Carrefour des Cultures.

Dans le cadre de notre interrogation permanente sur l'exercice démocratique, il nous paraît indispensable d'ouvrir la réflexion sur le rôle, les missions et l'importance des corps intermédiaires.

« Pluricité » vous accompagnera dans cette quête durant les prochains semestres en souhaitant que votre lecture, que nous vous souhaitons riche, s'accompagne de vos contributions. Notre site carrefourdescultures.org ou notre page Facebook sont là pour vous y aider.

JEAN-MARIE DELMOTTE

À LA UNE

Sur le chemin des urnes

« À la Une » propose « Sur le chemin des urnes », projet qui répond à la conjoncture démocratique et à l'échéance électorale 2019, tout en mettant en avant l'action, l'approche, des corps intermédiaires, comme les programmes et modes d'action des politiques.

Un projet que Carrefour des Cultures développe en accord avec sa spécificité d'acteur de l'éducation permanente qui œuvre pour une citoyenneté informée et formatrice de visions et de manières de les cultiver dans l'espace public.

Après « Aux urnes citoyen », qui a visé à mettre en interaction la démocratie locale et l'approche médiatique, « Sur le chemin des Urnes » a choisi d'interroger la migration dans les programmations et logiciels des politiques, ainsi qu'une deuxième thématique suscitant le questionnement et l'intérêt de tout citoyen : la place du service public dans les développements démocratiques et dans les aspirations de la justice sociale.

L'une et l'autre thématique ont connu un travail d'exploration et d'analyse en interne avec l'équipe permanente de Carrefour des Cultures, et en externe avec des personnes ressources ayant un rapport direct ou indirect avec les spécificités de chaque thématique.

Sur le chemin des urnes

une construction et une appropriation en interne

CARREFOUR DES CULTURE... EN CAMPAGNE

La professionnalisation du tissu associatif, bien qu'elle ait été porteuse de bienfaits en lien avec les moyens de réalisation du projet, a amoindri quelques valeurs et vertus dont l'associatif seul a la maîtrise quand il s'agit de les conjuguer, de les mettre en mouvement. C'est dans cette optique que Carrefour des Cultures a manifesté, souvent, sa volonté de rester un associatif ayant



un plaidoyer qui se nourrit des différents projets de société qu'il développe. De ce fait, tout projet de société nécessite un engagement, une appropriation, susceptibles de traduire les convictions et les croyances de l'équipe qui le met en œuvre et en articulation. C'est ainsi que nous avons veillé à construire, en tout temps, des ponts entre l'équipe permanente et les membres de la structure pour penser les projets et assurer leur réalisation. Depuis quelques mois, nous avons choisi, pour offrir à tout projet une force, de nous mettre en observation et en questionnement, en réflexion en commun, avec la participation de toute l'équipe. Ainsi, le projet Sur le Chemin des Urnes, dans cette optique, a connu les mêmes pratiques et a fait l'objet d'un ensemble de réflexions, de débats et de confrontations d'approches entre les différents membres de Carrefour des Cultures.

Cette diversité d'approches est contenue dans les différentes interventions qui suivent, témoignant d'une certaine efficacité voire complémentarité d'efforts, d'idées.

FÉLICIEN MAGOS

ANIMATEUR DE PROJET

INTERCULTURALITÉ - DIVERSITÉ

Pour moi Carrefour des Cultures est avant tout un lieu de rencontre et d'échange : une opportunité pour les différentes communautés, classes sociales et cultures qui composent la société moderne de se découvrir et de partager.

À titre personnel, je pense contribuer au développement des différents projets en y apportant mon soutien, mes compétences et de nouvelles réflexions, je l'espère constructives.

L'échéance électorale nous rappelle à tous l'importance d'une citoyenneté consciente et participative. Le projet SCU s'inscrit dans cette dynamique, en rassemblant autour d'une table les différents acteurs de la société. De cette manière, nous espérons alimenter le débat et contribuer à l'émergence d'une société consciente et impliquée au côté des politiques qui la gouvernent.

En tant que membre de cette société, le monde associatif doit jouer un rôle supplémentaire en encourageant la participation de tous au processus démocratique. Le système électoral doit à ce titre retenir toute notre attention. En tant que membre de cette association, je m'implique et espère pouvoir contribuer à la réussite de ce projet.

Parmi les enjeux et thématiques qui coexistent aujourd'hui sur la scène médiatique, la question des migrations ainsi que celle des services publics occupent une place particulière puisqu'elles touchent directement le quotidien des citoyens.

La question migratoire est, selon moi, en partie victime de la classe politique et des médias qui l'utilisent et la traitent selon leur besoin et le

contexte du moment. Tantôt mobilisée pour vanter la mobilité des peuples et leur mixité, elle peut également servir à démontrer son inefficacité dans un contexte de multiculturalité. Tant et si bien, qu'il est désormais pratiquement impossible d'en tirer des conclusions unanimes. On assiste également à la captation du pouvoir par une minorité ainsi qu'à l'apparition d'un espace médiatique de plus en plus obsédé par une course aux parts de marché. Si « Toute violence est défaillance de communication » comme le dit Juan Branco, alors la solution aux tensions qui existent au sein de la société se trouve sans aucun doute dans la mise en communication de ces différents acteurs.

Si service public et démocratie sont tous deux, selon moi, des outils pouvant contribuer au maintien d'une justice sociale au sein d'une société, puisqu'ils tendent à garantir à chacun une égalité des droits et des services, le marché quant à lui, institue la concurrence ainsi que la mise en compétition comme élément central de son fonctionnement. Ceux-ci ne peuvent dès lors collaborer. Et s'ils devaient cohabiter, cela se ferait au détriment de l'un d'entre eux. Je ne pense pas qu'un pouvoir fort serait la solution à l'instabilité ou l'inefficacité des gouvernements successifs en Belgique ou en Europe. De pareils exemples existent et ils ne semblent pas pouvoir constituer, selon moi, des modèles de société.

Face à une violence quotidienne, systémique et institutionnalisée comme celle que nous connaissons aujourd'hui, il n'est pas étonnant de voir une partie de la population se mobiliser. Il paraît évident qu'un changement est en train de s'opérer et bien avisé est celui qui peut aujourd'hui deviner comment cela se terminera.

*En tant que moteur
d'évolution de cette société,
le monde associatif doit
jouer un rôle dans la
participation de tous au
processus démocratique.*

JEAN-MARIE DELMOTTE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Dans le journal « Le Soir » de ce 5 mai, la fondation « Ceci n'est pas une crise » publie une nouvelle enquête d'opinion dédiée cette fois-ci quasi exclusivement à la perception des réfugiés. Et le constat est interpellant : un rejet systématique et sans appel. Un Belge sur deux se dit aujourd'hui favorable au renvoi des réfugiés vers leur pays d'origine, y compris s'il s'agit d'une dictature « comme le Soudan ».

En ressort, nous dit « Le Soir », la photographie d'une société profondément divisée avec une opposition totale et systématique de deux groupes opposés: les « abandonnés », marqués par une position de repli sur soi et une défiance absolue vis-à-vis des institutions et les « renaissants », plutôt antisystème, eux aussi, mais dans une approche beaucoup plus ouverte. Deux figures qu'on pourrait associer grossièrement aux gilets jaunes d'un côté et aux marcheurs pour le climat de l'autre.

Le constat laisse penser que ce n'est pas tant la figure du réfugié spécifiquement ou même de l'étranger qui suscite l'hostilité, mais un repli face à toute forme d'altérité, estime l'étude. En clair : la même enquête pourrait être menée en remplaçant « réfugiés » par « musulmans », « étrangers », « juifs » ou « technocrates ». Les résultats seraient assez similaires. « À l'exception de minorités radicales, le rejet des autres relève probablement davantage d'un sentiment de ne pas être protégé, de craindre avant tout une menace culturelle, un déclassement social et économique, une peur de perdre son statut, même si cette peur est encore éloignée de la réalité socio-économique vécue concrètement par tous ces individus », analyse l'étude.

« Un repli face à toute forme d'altérité » : là se situe clairement le nœud du problème. Ce n'est pas le migrant- et cette étude le confirme- qui fait l'objet

d'un rejet en tant qu'individu. Une anecdote? Combien de fois, à l'instar de Kamini dans Marly-Gaumont, n'a-t-on pas entendu dans notre Wallonie profonde : Je n'aime pas les « noirs, blacks, marocains, étrangers... » (biffer la mention inutile), mais toi je t'aime bien.

Le rejet s'effectue à l'encontre de tout ce qui est extérieur à « soi », au groupe, au lieu....

« Un repli face à toute forme d'altérité » : là se situe clairement le nœud du problème.

Face à l'étranger, la réponse de la moitié de la population belge est le repli sur soi.

Depuis plus de quinze ans, l'action quotidienne de Carrefour des Cultures vise à faciliter le chemin vers l'autre, vise à ouvrir toute grande la porte à l'altérité au travers de toutes les actions, réflexions, colloques... qu'il entreprend.

Rendre le citoyen ouvert et conscient est le seul moyen d'opposer une résistance aux radicalismes, aux populismes, aux égoïsmes. Cette tâche, que Carrefour des Cultures s'est assignée, c'est le tonneau des Danaïdes. Platon met dans la bouche de Socrate cette image des 50 filles du roi Danaos condamnées aux enfers à remplir sans fin un tonneau percé.

Carrefour des Cultures remplit à l'envi le tonneau du vivre ensemble que d'aucuns s'obstine à perforer... Qu'à cela ne tienne, les rôles et missions de CdC n'en sont que plus indispensables.

Abordons également la question du service public. Il est exercé directement par l'autorité publique. Le service public doit satisfaire un besoin d'intérêt général en respectant l'égalité de traitement et la continuité du service. En fait, il n'y a pas un service public mais des services publics qui, dans la plupart des cas, constituent un « service au public ».

Aujourd'hui il est de bon ton de critiquer l'efficacité de ces « services publics » et de vanter les mérites de leur privatisation oubliant ainsi les conditions de leur exercice.

Le service public est l'outil mais aussi la limite de la puissance publique. En tant qu'outil « neutre » le service public est une garantie mais lorsque son exercice occasionne des difficultés il constitue également la limite de la puissance publique qui doit renoncer à sa neutralité.

La participation active des citoyens à l'exercice du contrôle démocratique est une condition sine qua non du bon fonctionnement de la « res publica », de la chose publique. Et qui dit « participation active » dit conscience de l'utilité et de l'importance de son action qu'elle soit individuelle ou, mieux encore, collective. Dès lors, toute initiative visant à renforcer la conscience citoyenne est, clairement, d'utilité publique et Carrefour des Cultures s'inscrit pleinement dans cette perspective.

KHALIL NEJJAR

ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ

La thématique de l'immigration est traitée davantage en tant que campagne électorale plutôt que comme une analyse et un projet politique. Autrement dit, la démagogie reste l'élément moteur pour penser l'immigration. D'une part, nous nous retrouvons devant ceux qui considèrent l'immigration comme la source de toutes les misères et crises que connaît actuellement l'Europe occidentale : ils font miroiter au citoyen lambda que l'arrêt de l'immigration est la solution pour un rétablissement d'un bien-être collectif et de la justice sociale. De l'autre côté, nous retrouvons ceux qui adoucissent les propos des premiers, mais sans vision alternative mais plutôt avec une vision électoraliste, frileuse, dénuée de tout courage politique.

Aujourd'hui, une thématique telle que l'immigration nécessite de poser les vraies questions quant à ses sources et causes, et surtout sur la manière d'entretenir une relation Nord/Sud axée sur l'équité et l'égalité. À l'heure de la globalisation et de la mondialisation, nous ne pouvons point utiliser le levier de la démocratie seulement à l'intérieur des frontières des pays dits « riches » : il s'agit plutôt d'élargir ces concepts et pratiques démocratiques à la totalité des contrées du globe, et penser une redistribution des richesses, un développement de la justice sociale dans un territoire plus large qu'aujourd'hui seul le marché a pu utiliser pour des intérêts plus individuels et individualisés que des objectifs collectifs.

Actuellement, nul ne peut occulter que les initiatives et plaidoyers de plusieurs pays du Sud en vue de leur démocratisation n'avaient rien de démocratique, mais ne faisaient valoir que le droit à la puissance et la capacité d'écraser des femmes et des hommes qui n'aspirent qu'à une vie digne. Cet état persiste depuis la décolonisation, qui n'avait nullement la volonté de participer au développement de ces pays colonisés et de les reconnaître comme des entités souveraines avec qui l'Occident peut entretenir des

relations d'égal à égal dans un concert mondial qui se préoccupe de l'Homme, de sa liberté, de son épanouissement, peu importe où il se trouve. La décolonisation a favorisé la naissance d'États avec des chefs corrompus dont le seul moyen d'arriver à asseoir leur puissance est de répandre la répression et tout type de violence structurée. Il est de notoriété publique que, dans un tel schéma, il serait difficile de voir les États colonisés d'hier s'épanouir et se développer aujourd'hui, veillant de la sorte sur les droits et le bien-être de leurs citoyens.



En somme, l'immigration reste confinée dans des réponses conjoncturelles, hâtives, ne se préoccupant nullement d'une vision, d'un projet, qui vise une vraie universalisation des droits et obligations au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest, une universalisation qui plaide la liberté de l'individu, son droit à l'épanouissement et à la mobilité pour approcher l'Altérité. Un beau procédé pour cultiver les spécificités de chacun et les conjuguer dans une intelligence collective préoccupée par la singularité des uns et des autres.

A l'instar de tout problème de société, la thématique de l'immigration doit prendre place dans l'action des corps constitués avec une volonté qui vise l'évolution et la transformation, participant ainsi à l'élaboration des palliatifs proposés par ceux qui décident.

En définitive, nous constatons, avec amertume, que la thématique de l'immigration, depuis le début des années 80 et notamment avec les élections communales de Dreux en France, a laissé la place aux thèses les plus extrémistes, aux approches les moins démocratiques, aux visées les plus clientélistes quand il s'agit de présider le débat politique. En vis-à-vis de ces phénomènes, les formations dites démocratiques, sans approche, sans analyse, sans lecture critique, sans véhémence et conviction, cèdent le terrain et font, par là même, le bonheur de cet extrême qui ne cesse de grossir le trait, d'épaissir ses propos, à partir des sphères de gouvernance.

La démocratie souffre. S'agit-il d'une crise passagère ou plutôt structurelle ? Peut-on remédier à ses pathologies ou faut-il procéder à une chirurgie pour modifier la trajectoire qui est la sienne aujourd'hui ? Faut-il se contenter de pointer le politique et épiloguer sur ses énergies et ses faiblesses ou plutôt viser toutes les compétences de la société chacune selon ses forces et spécificités pour procéder aux remèdes et chirurgies qui s'imposeraient ? Dès lors qu'on accorde à la définition de la démocratie (gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple) un bien fondé, sa matrice, par excellence, est le peuple, et plus précisément le citoyen, dans son action individuelle et collective. Peut-on considérer que le citoyen, aujourd'hui, a les moyens de son action comme un acteur premier de la réussite de la démocratie ? Notre première lecture nous invite à confirmer que ce citoyen se trouve dans une passivité qui encourage le repli et le renfermement plutôt que l'implication et l'investissement quotidiens dans la sphère publique. Cette sphère ne cesse de s'étioler, de s'émietter, d'être désertée, laissant ainsi place à un politique qui ne perçoit sa légitimité que dans les directives et orientations dictées par le marché et ses acteurs principaux (notamment les institutions financières). Ainsi, l'intérêt pour la chose publique dont le service public constitue la fierté, la force et le moteur principal pour veiller sur la collectivité et ses individus se voit affaibli face aux attaques continues des finances et de leurs institutions. Hier, ces attaques ont concerné les pays du Sud, et ce

MOUVEMENTS CITOYENS, REFLET D'UNE DÉMOCRATIE VACILLANTE.

Les initiatives citoyennes qui se déploient aujourd'hui sur le continent occidental confirment le malaise de la démocratie et l'impuissance du politique à lui donner sens et force en plaçant la participation du citoyen au cœur de toute gouvernance et toute expression collective. Dans le même sens, ces mouvements citoyens pointent, dans leurs actions et réflexions, la faiblesse et l'amoindrissement de l'espace public, de même que le rétrécissement d'un service public qui ne répond plus aux besoins premiers de tout citoyen. Cette situation incite, plus que jamais, le citoyen à devenir le moteur d'une démocratie qui se nourrit de sa réflexion et de sa pratique au quotidien.

Néanmoins, il serait prématuré de juger de la force de ces mouvements citoyens. Notre espoir, voire notre conviction, est de contribuer à une réflexion/interrogation sur l'action, la complémentarité, la responsabilité et l'engagement des citoyens, des corps intermédiaires et politiques, œuvrant ainsi pour une démocratie inclusive qui associe toutes les composantes de la société, en respectant leurs spécificités, leurs styles respectifs, en mesurant leurs forces dans l'appropriation des approches de l'Altérité.

avec la complicité des gouvernements. Aujourd'hui, le FMI et ses confrères trouvent un terrain fertile en l'Occident pour matérialiser cette politique qui vise l'amoindrissement du service public et ce face à l'inertie d'un peuple qui ne réagit plus, peuple qui était, à dire vrai, le véritable artisan de la démocratie occidentale que le vieux continent a pu accueillir pour offrir à l'Homme sa dignité.

Depuis les années 80, les privatisations ont peuplé les programmes et actions des politiques, jusqu'à rendre difficile la distinction entre gauche et droite

quand on parle de service public et de privatisation. Le privé a été magnifié, et ne cesse de l'être, tout en pointant un service public inefficace, lourd de procédures et faible de rentabilité. Par contre, le service public est le ciment d'une démocratie capable de répondre avec équité et justesse aux aspirations des citoyens. La redistribution par le service public constitue une arme solide contre les disparités des classes sociales favorisées par les bienfaits du sacro-saint Marché. Le service public a montré, à plusieurs reprises, qu'il est capable de sauver son homologue privé : la crise de 2007 en témoigne. Il représente aussi une équité entre un centre civilisé et une périphérie appauvrie. Ce que nous vivons aujourd'hui dans la crise française dénote cette réalité : les écoles ferment, les services de santé périssent, les moyens de communication se voient réduits à une peau de chagrin et les citoyens s'isolent, s'enferment et désertent la sphère publique. Il nous est difficile de voir une démocratie fleurir, consolider les acquis citoyens et contribuer à rêver la justice sans un service public, qui, tout en s'éloignant des pratiques démocratiques, assure une proximité, une ouverture et un dialogue continu avec l'administré,

La redistribution par le service public constitue une arme solide contre les disparités des classes sociales favorisées par les bienfaits du Saint Marché.

et ce pour une appropriation en commun de ce service qui n'appartient qu'à la collectivité et qui ne sert que l'individu dans son lien avec cette



dernière. On ne peut concevoir une justice sociale assurée par le marché et une démocratie dans ses objectifs les plus profonds propulsés par les pratiques financières déversées par ce marché. Comment une démocratie peut faire coexister un service public et un marché ? Notre réponse est la suivante : un service public compris, assimilé, soutenu, par le citoyen, doit prendre le pas sur le marché, ce dernier ne pouvant constituer qu'un outil, et non une finalité, de renforcement de la collectivité plutôt que celle des individus.

TAREK HOUMIMI ANIMATEUR DE PROJET À CARREFOUR DES CULTURES

Depuis un certain temps maintenant, il n'est pas difficile de constater une colère partagée par des millions de citoyens en Belgique, en France et dans d'autres parties d'Europe et du monde. Cette colère s'exprime à cause de la baisse du pouvoir d'achat, l'injustice fiscale, la régression des services publics... L'expression de cette colère apparaît également dans un contexte où le citoyen constate une crise de la représentativité. Le politique ou plutôt le parti, comme l'élu serait en total décalage avec la base des électeurs. On peut parler, aujourd'hui, sans rougir de monarchie représentative.



Face à cela, on constate qu'aujourd'hui le citoyen se mobilise de plus en plus. L'une des caractéristiques des revendications populaires du moment (Nuit Debout, les Gilets Jaunes, Youth For Climate,...) réside dans la tentative d'instituer le mouvement citoyen dans le champ politique. Comme si ce mouvement citoyen ne faisait pas, par essence, partie du champ politique !

En définissant certains de ces mouvements comme des révoltes sociales qui se veulent révolutionnaires, menés par des citoyens désirent plus de justice sociale et économique voire un changement politique et ou des institutions. On peut se demander pourquoi le citoyen demande ce changement institutionnel. Pourquoi ce manque de confiance envers les gouvernants ? Nous pouvons affirmer sans hésitation que ce peuple ne se sent plus représenté par les élus. Ces derniers représentent plutôt les intérêts d'autres sphères (la finance, le marché, le capital, les banques...).

En analysant la situation on peut se rendre compte que les problématiques doivent être abordées sous l'aspect social, économique et politique plutôt que simplement sous l'angle du pouvoir d'achat.

Il est important de comprendre pourquoi et surtout comment le citoyen passe d'une revendication liée au partage inéquitable de la richesse, liée à la redistribution et au pouvoir d'achat à la question politique, au moment même où il remet profondément en question le politique.

En effet, on entend dans les discours et les revendications du citoyen la question de la gestion de la cité, de la légitimité et du pouvoir de la décision.

Certaines revendications sont directement liées à la dignité humaine. Certains estiment que les conditions de vie dans lesquels ils se trouvent ne sont pas dignes. Cette question de la dignité est essentielle pour tenter d'approcher une compréhension saine des événements que l'on connaît actuellement quand on parle de révolte ou de révolution du citoyen. L'homme, fort de sa dignité, ne peut pas vivre dans les conditions inacceptables qu'on lui impose. Lui enlever sa Dignité revient à lui retirer son Humanité.

L'homme au nom de sa dignité, ne peut pas vivre sans certaines conditions. Ainsi, lui enlever sa dignité revient à lui retirer son humanité.

Dans quelle problématique nous trouvons-nous aujourd'hui ? Pourquoi il y a, en France par exemple de manière visible, de manière sous-jacente en Belgique, des troubles ? Parfois, des troubles à l'ordre public ?

Cela procède du fait que des citoyens n'acceptent pas les conditions indignes dans lesquelles ils se trouvent, parce que pour beaucoup ils n'ont plus la possibilité de vivre de leur travail et que pour certains d'entre eux, ils n'ont plus l'occasion de manger à leur faim.

Malgré le fait que l'une des aspirations de base, l'un des désaccords premier entre le citoyen et le pouvoir reste le partage et la répartition des richesses, la question politique dans le sens de la décision politique est primordiale dans cette lutte moderne.

Qui décide de cette répartition des richesses par exemple, et au nom de qui ou de quoi il décide ? Et surtout comment remettre en cause sa décision ?

Le citoyen averti estime, comprend, que l'élu n'est que son représentant, ce citoyen au sens noble du terme sait qu'il le responsabilise en lui donnant du « pouvoir », il lui permet de gérer ses affaires. Il l'a mis devant lui et il devrait donc le démettre à tout moment et contrecarrer ses décisions sur le simple fait que la légitimité du pouvoir appartient au peuple.

Pourtant dans la pratique on est loin de cet état de fait. Se pose alors la question de la légitimité de la démocratie représentative et donc de la proposition d'une démocratie dite participative.

Le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) ou populaire est apparu à ces mouvements de mobilisation du citoyen comme une réponse à la

crise de la représentation politique. Néanmoins, pour beaucoup ce n'est pas le RIC en lui-même qui peut apporter une solution à cette crise politique. Il aurait l'utilité de créer une nouvelle approche du débat politique. Chaque référendum s'il a lieu d'exister peut apporter un espace de débat permettant une participation citoyenne forte.



Finalement, le RIC doit-il se substituer au pouvoir des élus ? Non, mais il faudrait inventer un nouveau processus d'élaboration des lois incluant des processus intégrant d'une part la consultation du citoyen mais surtout d'autre part incluant « la décision directe » du citoyen. Cela dans le but d'apporter plus de pouvoir, plus de souveraineté à la décision populaire.

ASMAE BOURHALEB COORDINATRICE D'ÉDUCATION PERMANENTE

Nul besoin d'être expert en la matière pour observer la désertion de l'espace public. À l'ère de l'invasion technologique, des moyens de communication de plus en plus performants, l'individu se replie sur lui-même, se renferme, ses interactions avec la société s'amoindrissent. Le lien social est tenu, le marché envahissant et la consommation effrénée.

Nul besoin d'être fin clerc pour évaluer l'instabilité de la démocratie. L'Histoire nous a démontré, de tout temps, que des principes qui nous semblent si solides sont dans les faits extrêmement fragiles. Notre démocratie, fragilisée, est vacillante. Dans un espace où les puissants, suivant leur faim anthropophage, engloutissent les plus faibles, quelle place y a-t-il encore pour la démocratie ?

Auparavant, je ne me rendais pas compte des disparités qui déforcent notre société. Il me semblait qu'elles n'étaient que l'apanage des pays du Sud, image répercutée par mes lectures d'enfant, la sphère médiatique (programmes, publicités...) mais aussi en approchant mon pays d'origine et la région du Maghreb en général, à travers la pauvreté qui hante les rues, les sourdes plaintes du peuple et les discours d'adultes sur les régimes corrompus.

Bien plus tard, assez récemment, mes yeux et mon esprit se sont décillés, la réalité m'a atteinte de plein fouet. Ici aussi nous ne sommes pas à l'abri des phénomènes d'inégalités, et plus encore, de discriminations en tout genre. Mon expérience dans l'enseignement a grandement contribué à ce réveil.

Quelle est cette démocratie qui occulte les véritables enjeux, avale les plus faibles, fait fi des préoccupations premières des citoyens ?

À Carrefour des Cultures, nous avons l'opportunité de (nous) questionner, de nous nourrir des approches, réflexions, pratiques des uns et des autres, d'interpeller ces gouvernants, ces gouvernés, et toutes les forces vives de la société, mais, également et surtout, de sensibiliser le citoyen, quelles que soient ses singularités et son histoire pour qu'il investisse l'espace public et y distille sa parole.

Sans implication, participation réelle, tout est vain. Ceci est assigné, à tous nos projets, comme visée principale, esprit déterminant des perspectives à leur donner.

Ainsi, dans le cadre du projet « Sur le Chemin des Urnes », suite logique d' « Aux Urnes Citoyen », nous avons associé les corps intermédiaires au monde politique pour questionner deux thématiques très conjoncturelles : celle de la migration, et son traitement dans le champ politique, ainsi que le service public en lien avec la démocratie et la justice sociale.

En équipe, nous avons pensé le projet, son développement, ses réalisations, à partir de nos expériences, nos parcours, nos connaissances respectives.

*Nous continuerons sur notre lancée, nous y croyons dur comme fer, nous en avons la conviction,
« La démocratie ne peut se stabiliser que par le mouvement »*

Edouard Herriot

Sur le chemin des urnes

une enquête et une approche de l'externe

« Sur le chemin des urnes » constitue une manière de lire de façon critique les visées politiques, les engagements de la société civile organisée et les aspirations citoyennes et ce, entre démocratie locale et institutions transnationales, en passant par les régionales et les fédérales.

Dans le même ordre d'idées, il s'agit d'examiner les liens entre ces différents niveaux de pouvoir, et réfléchir sur les répliques des démocraties occidentales face aux mouvements et initiatives des citoyens qui se font jour dans les différentes contrées du Vieux Continent.

Comme tout projet de Carrefour des Cultures, après la réflexion et les travaux d'exploration en interne, Sur le Chemin des Urnes s'ouvre, dans un deuxième temps, sur les différents programmes et plaidoyers, réflexions, approches, lectures et analyses, développés par les acteurs de première ligne au niveau des politiques comme au niveau des corps intermédiaires.

Deux thématiques axiales font l'objet de ce travail d'enquêtes et d'explorations, d'entretiens et de rencontres, avec les personnes ressources appartenant aux deux panels.

La migration dans le champ politique

Il est de notoriété publique que l'immigration/intégration, voire la présence des étrangers dans la sphère publique, ne cesse point de susciter débats et polémiques dans les milieux les plus avisés mais aussi dans l'imaginaire confus des citoyens. Il est temps de relire cette problématique avec intelligence et justesse et d'évaluer la présence des migrants comme des acteurs économiques, sociaux et culturels, de mesurer leur impact sur la société, leur valeur ajoutée ou leur déficit. Il est plus qu'important de sortir de toute vision frileuse qui ne fait que renforcer l'extrême et ses finalités démagogiques.

La problématique de l'immigration est vulgarisée, quelquefois, de la manière la plus abjecte et la moins intelligente qui soit, favorisant ainsi des conflits de communautés, des replis des individus au moment même où la mondialisation est acclamée dans les discours plutôt que dans les pratiques. La Démocratie, plus que jamais, doit s'intéresser à tous les sujets de l'humanité sans distinction aucune, luttant de la sorte contre les disparités dans les richesses et le bien-être. Le politique a-t-il aujourd'hui des éléments de réponse qui rassurent les nationaux et agrément la souffrance de ceux qui ont choisi la mobilité ?

Un ensemble de regards et de précisions apportés par des femmes et des hommes, que nous avons eu l'occasion de rencontrer lors des enquêtes d'exploration organisées à l'occasion de notre projet « Sur le Chemin des Urnes ».

Des femmes et des hommes appartenant aux corps intermédiaires se prononcent, et apportent leur vision sur cette problématique, laissant la place, en deuxième lieu, au politique, pour faire part de ses croyances mais aussi des grandes orientations de leur idéologie et de leur programme politique.

IMMIGRATION/INTÉGRATION VALEURS D'HUMANISME ET D'HUMANITÉ, CLÉS DE LA PROBLÉMATIQUE

NORA AMER

DIRECTRICE DE AWSA BELGIUM

Le rapport de la société avec le migrant et ce dernier avec la société est primordial pour approcher l'immigration. Les médias jouent un rôle très important dans l'imaginaire du citoyen. Depuis qu'il y a des réfugiés, combien de programmes sont proposés, à une heure d'audience optimale, concernant le parcours migratoire ? Il n'y en a pas. Et cela est une volonté politique. En psychologie sociale et interculturelle, des études comparent les pays qui proposent une politique d'accueil positive par rapport à ceux qui n'en proposent pas. Il s'avère que les relations entre les différents citoyens s'établissent beaucoup mieux en présence d'une politique d'accueil positive. L'État doit instituer une telle politique, la penser, y mettre les moyens, et utiliser les médias comme un outil de promotion de la bienveillance. Au lieu de cela, les médias se positionnent davantage comme un relai de la crainte ambiante, en montrant toujours des images qui renforcent la vision d'une invasion massive.



Les réfugiés, les migrants, les personnes issues de l'immigration, sont confrontées à un miroir médiatique qui leur renvoie des images négatives, cela force la personne à se considérer comme une source de problèmes perpétuelle. C'est psychologiquement intenable. Les êtres aiment avoir une identité sociale positive, ils ont besoin de se sentir reconnus, aimés, respectés. Si la société ne leur offre pas cela, ils se replient. C'est ainsi que naissent les replis identitaires, et parfois les extrêmes. Comme le dit Amine Maalouf, on s'identifie avec les parties les plus meurtries de notre identité.

POLITIQUE D'INTÉGRATION, QUEL ACCUEIL ?

Il est important de pouvoir bénéficier du parcours d'accueil. Personnellement à mon arrivée en Belgique je m'intéressais vivement au pays, ses lois, ses systèmes, j'aurais été ravie d'être accueillie dans un lieu où l'on me dispense ces connaissances. Enfin, je pense que tout est dans l'intention, et la manière dont sont dispensés ces savoirs, ces notions indispensables. Actuellement, le parcours s'inscrit dans une notion de contrôle, d'obligation, et cela j'y suis opposée. Dans certains discours, les nouveaux arrivants sont considérés comme des individus n'ayant aucun sens de la civilité, de l'humanité, et auxquels il faut inculquer ce qu'est être un bon citoyen. C'est complètement faux ! Dans cette philosophie-là, on ne reconnaît ni l'égalité des personnes ni leurs valeurs. Je suis pour l'accueil.

« Accueil », le terme est important. En accueillant le nouvel arrivant, on lui présente le pays, on ne lui explique pas les bonnes manières, on présente la langue du pays, sa culture, ses lois, ses possibilités, dans l'esprit véritable de l'accueil. Et l'État doit accueillir, et le faire correctement. Il y aura beaucoup plus d'intérêt à travers l'amour et le respect sincères. Malheureusement nous n'y sommes pas encore, nous sommes dans un style de domination. Il faut de la modestie de la part de tout le monde : d'un côté la Belgique doit reconnaître que les arrivants ont un bagage, une histoire, une civilisation, des connaissances, de l'autre côté il faut savoir que, dans certains domaines, comme par exemple l'égalité des hommes et des femmes, l'Occident a évolué, plus vite que d'autres régions. Il faut reconnaître, en toute objectivité ces paramètres, et échanger dans le respect.

On ne peut aussi parler d'immigration sans la contextualiser. Nous vivons dans une époque où les États sont endettés, vendus, soumis aux entreprises privées. Le capitalisme a acheté les États. Les services publics sont privatisés. Les États tendent à disparaître, et ne sont déjà plus souverains. Tout est marchandise, l'esprit de solidarité et de pitié disparaît, au bénéfice du « combien tu vaux ». On s'étonne du traitement infligé aux immigrés, mais en considérant celui qui est réservé aux Belges eux-mêmes, ce n'est plus surprenant : les victimes des attentats du 22 mars sont abandonnées, des personnes âgées vivent sous le seuil de pauvreté dans un dénuement total... On ne peut mettre cela sous le couvert de racisme, il s'agit d'un manque d'humanité généralisé. C'est pourquoi je ne bannirai pas le terme d'universalisme : l'islamophobie, l'antisémitisme, font partie d'un tout. Les plus forts dominent les plus faibles, conformément au capitalisme dirigeant. L'immigration ne nuira pas à ce système, au contraire, il est prouvé que l'immigration rapporte de l'argent. Sans mélanger l'immigration des pays européens et celle des pays du Sud. Le discours politique qui présente l'immigration comme un frein au développement est mensonger : pour parler du fantasme des allocations, les taxes que nous payons servent déjà à rembourser les revenus d'intégration octroyés à certains nouveaux arrivants. L'imaginaire collectif est dans ce cas désastreux et dangereux : l'individu qui a massacré des musulmans en Nouvelle Zélande croit au « grand remplacement », à l'invasion et à la suprématie annoncée des musulmans sur le monde. La guerre est celle des esprits. Mettons-nous dans la tête des gens simples (tout le monde n'est pas intellectuel, n'a pas une culture générale « suffisante », ne connaît pas l'Histoire), ceux qui sont focalisés sur les tracas du quotidien. Ce sont les premières cibles des discours haineux, les premiers à représenter un terrain fertile pour les extrêmes de tout genre.

Malgré les imperfections des régimes occidentaux, il faut leur accorder la plus grande expérience plurielle, démocratique. Mais la Démocratie est fragile. Il faut rester vigilant, la dictature profite rapidement de la Démocratie pour s'installer. Effectivement, la démocratie c'est la majorité de voix : si la majorité de voix va à l'extrême, l'extrême sera élu. Le problème des partis, à gauche ou à droite, est qu'ils courent sans cesse après les voix et font des concessions pour s'assurer d'un nombre d'adhésion confortable. À gauche, on retrouve ainsi des personnes sur les listes qui sont en contradiction avec la philosophie du parti. À droite, on tombe souvent dans le populisme, on raconte aux gens ce qu'ils ont envie d'entendre. Malheureusement, l'Histoire nous l'a prouvé et nous le prouve encore, les questions de groupes, d'appartenances, de nationalismes, rassemblent. Cela semble être une malédiction chez l'être humain : il ne peut se rassembler qu'en trouvant un ennemi commun. L'histoire de l'humanité est celle d'une guerre pour la survie, en oubliant bien souvent la raison qui nous pousse à mener le combat.

En Belgique, le contexte est particulier : nous sommes dans un État morcelé, en compétences fédérales, régionales, communautaires, sans immigration les tabous existent, et avec celle-ci il est logique que les situations s'enveniment. L'État doit être sollicité pour une politique d'immigration claire, positive et sans tabou.

En définitive, l'Humanisme devrait nous rassembler. La réflexion est large : comment exister en tant que groupe, en tant que communauté, sans confiscation de nos droits individuels ? Comment exister sans entraver l'existence de l'Autre ?

INTÉGRATION/PARTICIPATION

QUESTION MIGRATOIRE À L'AGENDA DE LA MONDIALISATION

MARCO MARTINIELLO
PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE



Aujourd'hui plus qu'hier il est difficile de donner avec certitude les différentes typologies liées à la migration car beaucoup de personnes bougent à travers le monde et cela pour des tas de raisons différentes mais souvent enchevêtrées. Concernant nos régions, après la seconde guerre et pendant quelques décennies, la migration, l'immigration avait plutôt l'image du travailleur immigré méditerranéen. Il est le symbole de l'immigration. Rappelons les accords bilatéraux entre la Belgique et l'Italie ensuite l'Espagne, la Grèce pour en arriver aux Marocains, Turcs,...

Il s'agissait d'une immigration qui répondait à une invitation de la Belgique dans le cadre d'accord formalisé entre des États. Pendant longtemps en Belgique, en tout cas, on a pensé que l'immigration s'arrêtait à cela. Ensuite est arrivée la question de la migration et de l'Asile avec les questions liées à l'Amérique latine, le Vietnam, la Yougoslavie et enfin les questions actuelles liées à la Syrie, l'Afghanistan... La question du regroupement familial a fait surface par la suite et ces travailleurs ont été rejoints par leur famille. La diversification de cette migration est constatée aujourd'hui. En effet, dans le passé, lorsque l'on parlait d'immigré en Belgique il s'agissait des Italiens, des Marocains et des Turcs dans la grande majorité des cas ; souvent en oubliant d'ailleurs que les Français présents en grande partie dans notre pays font aussi partie des immigrés. Aujourd'hui, le monde est représenté.

Les déplacements de populations ont existé de tous temps, c'est un élément qui fait l'histoire de l'humanité. Ce n'est ni positif, ni négatif mais cela dépend de la manière dont on se positionne par rapport à cette migration. Il faut regarder l'intérêt du migrant, de la société de laquelle il est parti et de la société qui l'accueille. Il est clair qu'une

IMMIGRATION, ENTRE GAUCHE ET DROITE

On ne peut pas dire que la gauche est favorable à l'immigration et que la droite est défavorable à l'immigration. Ce n'est pas aussi clair que ça. Prenons l'exemple de la France, qui était opposée à l'immigration dans les années 60. C'était d'abord le parti communiste parce qu'il y voyait une concurrence, un danger pour la classe ouvrière locale. Aujourd'hui, qui est favorable à l'ouverture des frontières ? C'est plutôt le monde du grand capital parce qu'il y voit la possibilité d'utiliser une main d'œuvre à bon marché, malléable et corvéable à merci. Je crois que ce serait simpliste de dire « la gauche est pour et la droite est contre ». Cela étant, dans la mesure où la migration est un enjeu fondamental de nos sociétés, j'estime que l'ensemble de la classe politique en Belgique et dans le monde devrait avoir un discours clair sur cette question. Aujourd'hui, on peut constater qu'une partie de l'électorat de gauche est tentée d'aller vers une certaine droite populiste alors que ces formations de gauche ont une volonté d'établir un discours et un projet de société plutôt humaniste. Ce sont souvent les partis populistes et d'extrême droite qui sont les plus clairs sur la question migratoire. Ils ont certes, une vision biaisée, fautive et négative sur la question mais ils ont une vision claire quand d'autres partis et notamment la gauche ne se sentent pas à l'aise sur ces questions. Je pense que certains partis devraient défendre fièrement l'idée que la migration et l'immigration sont une composante de la société qui peut permettre non seulement aux migrants de s'épanouir mais aussi aux sociétés d'accueil de s'enrichir et de se développer. Finalement, il est important d'amener les partis démocratiques à avoir une approche claire mais surtout sereine de ces questions migratoires et faire en sorte de sortir de la logique de la problématique migratoire ou du lien que l'on fait avec l'aspect sécuritaire.

société fermée, où il n'y a aucune entrée est une société qui est vouée à disparaître. Les migrations sont des moyens de régénérer des populations, de provoquer des changements positifs au niveau culturel, social, économique,... Il ne faut pas essentialiser, les migrants ne sont pas par essence des bonnes personnes et ils ne sont pas non plus d'office de mauvaises personnes ou en tout cas négatifs pour notre société et pourtant c'est ce que l'on nous dit dans les médias tous les jours, notamment avec les termes que l'on utilise comme le terme « illégaux ». Je pense que les sociétés très performantes sont des sociétés qui ont connu beaucoup de mouvements migratoires. Des villes comme Paris, Londres, New-York ou encore d'autres grandes métropoles africaines nous prouvent au quotidien que la migration enrichit le tissu social, culturel et économique au quotidien. Il est clair que l'immigration constitue une source d'enrichissement des sociétés à tous les niveaux pour autant qu'on l'appréhende avec le bon état d'esprit, les bonnes attitudes et les bonnes politiques.

Les questions liées à la migration sont des questions centrales dans la vie politique de nombreux pays européens aujourd'hui. Peu à peu ces questions se sont imposées au sommet de l'agenda politique à un moment où il y a beaucoup d'incertitude sur le monde, que ce soit au niveau sociopolitique, au niveau géopolitique ou encore au niveau environnemental. Ainsi les questions migratoires sont prises dans ces dynamiques qu'on appelle parfois mondialisation même si ce terme est trop vague. Cette question migratoire amène des interrogations, des craintes, souvent même des volontés de se protéger par les différents acteurs concernés. Dès lors, nous nous trouvons dans un contexte, où il est de plus en plus difficile de parler et de réfléchir sereinement sur la question de la migration. C'était déjà le cas avant mais ça l'est davantage depuis le 11 septembre 2001, on ne parle de la migration qu'en termes de menace, de problème, de danger.... Cela renforce les craintes qui existent déjà au sein de la société et cela davantage dans des pays où certaines formations politiques ont compris que manipuler ces craintes à travers la question migratoire pouvait faire gagner des élections. Que ce soit en Hongrie,

en Pologne, en Italie ou encore en Belgique nous constatons ces tendances. Nous sommes dans une phase de régression par rapport à certaines époques, et notamment les années nonante, où l'on a vu la naissance d'une approche plus ouverte de la migration en Europe. Aujourd'hui, très peu de personnes connaissent les enjeux et les aspects très positifs de la migration. Au contraire, beaucoup réagissent comme s'il fallait se protéger de la « menace migratoire ». Il faudrait plutôt voir la migration comme un élément de construction de société.



Ainsi, l'immigration doit être liée à l'ouverture. C'est-à-dire que l'on doit accepter les apports qui viennent de partout dans le but de développer un projet commun. Pour moi il est clair que l'immigration constitue une source d'enrichissement des sociétés. Malheureusement, une des faiblesses du système démocratique est qu'il permet à tous de s'exprimer et même à ceux qui veulent la fin de ce système démocratique. Certaines formations politiques l'ont bien compris, elles jouent le jeu des procédures démocratiques en vue d'arriver à une remise en question totale de ce système. Cet état de fait n'est pas nouveau, même des leaders comme Hitler sont arrivés au pouvoir en utilisant le système des élections. Ce que l'on peut se poser comme question c'est comment se fait-il que l'on voit éclore, aujourd'hui, à différents endroits des formations politiques remettant en cause la démocratie, le système représentatif,... Et qui le font en utilisant des stratégies en lien avec le racisme, l'exclusion... allant même parfois jusqu'à la déshumanisation de certaines populations. Comment expliquer, également, que les personnes qui soutiennent le

plus ces partis sont souvent celles qui auraient le plus à perdre si ces partis arrivaient au pouvoir ? Ces questions sont très compliquées et on ne peut les aborder de manière simpliste. Cela étant, je pense qu'un des arguments les plus importants est celui de la peur ; les gens pensent que leurs enfants ne vivront pas mieux qu'eux, que nous sommes sortis d'une période où l'on allait toujours vers le mieux. On peut parler également de l'argument de la précarité, pas seulement socio-économique mais aussi mentale, les gens n'ont plus, aujourd'hui, de cadre de référence clair. C'est aussi une des facettes négatives de la mondialisation qui a laissé de côté certaines personnes qui se sont donc tournées vers des « solutions » politiques simplistes. On peut enfin parler de l'essor des nouvelles technologies, où les individus ont l'impression de connaître énormément de choses sur beaucoup de sujets mais où l'on n'approfondit pas réellement les sujets et donc pas non plus celui de la migration.

En ce qui concerne les politiques d'intégration, le terme « intégration » est déjà problématique, selon moi, on peut se demander ce que cela veut dire s'intégrer ou être intégré à un pays ? En étant un peu provocateur, je pourrais me poser la question de savoir si Monsieur Francken, dont l'un des objectifs premiers est la séparation de la Belgique, pour la création d'une Flandre indépendante, est intégré ? Par contre, je connais beaucoup d'immigrés ou descendants d'immigrés qui aiment la Belgique, veulent que la Belgique continue d'exister, sont pleinement positifs dans notre projet de société et pourtant d'eux, on ne dit pas nécessairement qu'ils sont « bien intégrés ». Voilà pourquoi il est important de se demander ce que c'est au fond que ce concept d'intégration, n'est-il pas dépassé ? Que veut-on finalement ?

Une société nationale, avec un État-nation qui aurait sa population avec certains critères culturels et identitaires et où l'on imposerait aux personnes

qui arrivent d'entrer dans ce moule, dans ce modèle auquel la personne doit se conformer.

Malheureusement, aujourd'hui encore, nous avons du mal à agir dans la multi et dans l'interculturalité. Pour ma part cela fait plus de trente ans que j'ai des problèmes avec cette notion d'intégration, je préfère parler de participation qu'elle soit culturelle, économique, politique... Quand on parle en ce terme on peut se demander de manière apaisée : « Est-ce que tout le monde a les mêmes possibilités de participer à ces différentes sphères de la construction de la société humaine ? » Ainsi, participer c'est avoir un emploi, avoir une vie culturelle remplie, avoir accès au contrôle et à la gestion des affaires publiques, avoir accès à une vie sociale décente. Est-ce le cas aujourd'hui en Belgique, je pense que non. Et donc je pense qu'il faut aller davantage vers des politiques visant à améliorer la participation dans les différents champs de la société plutôt que de parler de politique d'intégration.

Face à cette problématique, on ne peut seulement pointer du doigt les politiques « d'intégration ». Il faut être conscient qu'aujourd'hui, encore, dans notre pays il y a de la discrimination. Ainsi, les personnes qui viennent de l'extérieur auront d'emblée un parcours plus difficile que les autres. Et donc il faut également préconiser des politiques de lutte contre les discriminations plus fortes.

S'il apparaît nécessaire, pour certains, de garder le terme « intégration » ou de parler de politique d'intégration, cela peut se faire mais alors pour les personnes qui viennent d'arriver sur le territoire et parlons alors plutôt de politique d'adaptation. Cela dans le but de permettre dans un bref délai aux nouveaux arrivants de comprendre la société dans laquelle ils arrivent.

IMMIGRATION EN QUESTION UN DÉFI EN CONTEXTE ET EN PERSPECTIVE

BENOITE DESSICY
DIRECTRICE DU CAI



De tout temps, l'immigration a toujours existé. Hier, c'était essentiellement des migrations économiques avec des origines autres que celles d'aujourd'hui (Italiens, Espagnols puis Marocains et Turcs). Aujourd'hui les origines et les causes se sont diversifiées. L'immigration doit être encadrée de manière à permettre à tous de vivre ensemble dans une société égalitaire et juste. Dans l'histoire des pays européens, elle a été souhaitée et encouragée pour faire combler le manque de main d'œuvre ou pour rajeunir la population vieillissante. Aujourd'hui, le contexte économique et social est tout autre. Pour autant, elle ne constitue pas un frein au développement des pays européens et à la Belgique au contraire. Il est prouvé que l'immigration a des effets positifs sur l'ensemble des sphères de la société : économique, social et culturel, etc...

L'immigration est-elle encore une variable d'ajustement que nous pouvons manœuvrer à notre convenance, comme l'a fait l'Europe des années 50 et 60, en faisant appel à la main d'œuvre pour sa reconstruction et postérieurement pour son développement économique et démographique ? Est-ce un robinet que l'on ferme quand le marché de l'emploi se rétrécit ?

Pourtant, les croissantes inégalités sociales dans le monde, l'augmentation des conflits armés; le dérèglement climatique qui bouleverse les habitats naturels de millions de personnes, ce sont des facteurs qui semblent s'imbriquer les uns avec les autres pour créer une tendance d'augmentation peut-être irréversible, si rien ne change et si cette direction globale que le monde a prise, si cette course effrénée vers le profit et la rentabilité, au détriment de l'humain, de la nature et de la coexistence pacifique entre tous, ne s'arrête

pas. Toutes les espèces vivantes émigrent et se déplacent à la recherche d'un meilleur habitat. C'est la loi naturelle. L'être humain est une espèce qui ne se laisse pas mourir et qui fera tout pour trouver un environnement favorable pour lui et sa famille. Même quand il faudra franchir des montagnes, des déserts et traverser la mer en pirogue. C'est la loi humaine.

L'évolution du monde a entraîné des changements d'attitudes et de comportements.

En lien avec l'immigration, les extrêmes ont toujours existé. Il suffit de rappeler qu'Hitler a été élu de manière démocratique.

A la suite de la seconde guerre mondiale et du « Plus jamais ça » : devoir de mémoire et devoir de former les citoyens de demain à devenir des acteurs actifs et critiques de la société. Le politique suivait le même mot d'ordre commun (ex : cordon sanitaire, etc...). L'évolution du monde a entraîné des changements d'attitudes et de comportements. Il a réouvert la porte aux extrêmes qu'on s'est employé à reboucher depuis 1945. Il faut replacer la question de l'immigration avec le contexte sociétal et mondial plus large :

- L'avènement d'internet et des réseaux sociaux qui diffusent en continu et en même parfois en direct les informations sur le monde entier. Nous sommes bombardés d'informations et souvent malheureusement, il s'agit d'informations relatant des faits négatifs. Ces informations qui circulent ne sont pas toujours fiables. Même les journaux ont parfois fait preuve d'imprudance dans les faits qu'ils relataient. Elles peuvent véhiculer des stéréotypes qui servent soit à créer de la peur, soit à générer de la haine.
- 2001-2018 : Attentats fréquents dans le monde occidental. Des victimes civiles bombardées par des terroristes qui se revendiquent

RECOMMANDATIONS DES CRI

À l'État fédéral :

- De relancer le travail de mémoire comme le suggère la « proposition de résolution concernant le travail de mémoire à mener en vue de l'établissement des faits afin de permettre la reconnaissance des responsabilités des diverses institutions belges dans la colonisation du Congo, du Rwanda et du Burundi » déposée par Benoit Hellings et Wouters De Vriendt.

À la Région wallonne :

- De tenir compte de l'avis du Conseil économique et social de Wallonie (CESW) développé dans le chapitre « politique globale d'intégration au niveau régional » où il demande d'accorder une attention particulière à la dimension interculturelle qui doit constituer un axe important du dispositif d'intégration, favorisant la rencontre et la participation des citoyens à la vie de la communauté. La politique d'intégration ne se réduit pas à la mise en place d'un parcours d'intégration pour les primo-arrivants mais comporte une vision plus ambitieuse et plus globale.
- De soutenir et renforcer les initiatives et structures existantes, dont les associations d'immigrés, dans leur rôle de premier accueil, de travail de mémoire et de co-développement.

→ LUTTE CONTRE LE RACISME ET DECONSTRUCTION DES STEREOTYPES

Au regard du climat actuel, il est nécessaire de déployer un plan national de lutte contre le racisme. C'est pourquoi les CRI partagent les constats et recommandations d'Unia ainsi que de la Coalition pour un plan d'action interfédéral contre le racisme.

Les CRI recommandent à l'Etat fédéral d'être attentif à l'intersectionnalité et, en même temps, aux formes spécifiques de racisme. La législation et le cadre institutionnel doivent s'adapter à la dimension de l'intersectionnalité.

(7 octobre 2016 Proposition de Loi modifiant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie et la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination, en vue d'y faire explicitement référence « à un ou plusieurs critères protégés » afin de mieux protéger les victimes de discriminations multiples (déposée par Mme Catherine Fonck).

Recommandations :

- Plus de 27% du total des discriminations à l'emploi sont liées à l'origine en 2017. Il est impératif de mettre sur pied un plan national de lutte contre le racisme et les discriminations, et octroyer des budgets pour mener des actions concrètes.
- Sensibiliser et outiller les enseignants à la déconstruction des préjugés et à la lutte contre le harcèlement haineux et la discrimination dans les classes, favorisant le vivre ensemble dans les écoles et établissements.
- Définir les contours d'une éducation permanente via les médias de diffusion, en associant des structures comme les CRI et les acteurs spécialistes en communication, sur la manière de traiter les questions liées à l'immigration.

POLITIQUE MIGRATOIRE EN CRISE ET MONTÉE DES EXTRÊMES

PATRICK CHARLIER

CO-DIRECTEUR D'UNIA (ASSOCIATION CHARGÉE DE LA LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION ET DE LA PROMOTION DE L'ÉGALITÉ).



La politique migratoire a démontré, à travers les événements de ces dernières années, qu'elle est en crise, en grande difficulté. La Belgique, mais également l'Union européenne, gère difficilement les flux migratoires, la réponse donnée est essentiellement restrictive, fondée sur la peur d'être « envahis » par ces migrants d'Asie et d'Afrique. À défaut d'avoir une réelle politique européenne en la matière, les États membres se font de la concurrence, nivellement par le bas, dans la surenchère de la restriction mais également à travers des prises de position, pour certains pays, qui assument ne plus vouloir accueillir les migrants. L'hostilité de certains pays comme la Hongrie, la Pologne, l'Italie, est claire et assumée. Ces positions tranchées rendent difficile la réflexion autour d'une solution européenne, pourtant il semble que ce soit la seule solution à apporter : elle ne peut l'être au niveau national, cela n'apporterait pas de solution à la question migratoire, qui est essentielle et une des plus importantes au 21^e siècle, et cela nuirait au projet européen. Quand on regarde les chiffres des migrations au niveau international, on constate qu'une faible partie seulement des migrants arrivent en Europe, les migrations les plus importantes s'effectuent en interne, les personnes sont déplacées dans leur propre pays, ou il s'agit de migrations entre pays du Sud, ou hors Europe. Ainsi le cas du Liban : un quart des personnes qui y vivent actuellement sont des réfugiés, de Syrie et d'autres pays en moindre proportion. Les gens se déplacent à cause de régimes autoritaires, de dictatures, ou encore de situations économiques particulièrement précaires.

Les migrations sont une difficulté pour les pays dont les gens partent : fuite de bras, de cerveaux, de compétences... Les diasporas, quand elles sont importantes, affaiblissent le pays d'origine. Concernant le pays d'accueil, les migrants ne

EFFICACITÉ DES DISPOSITIONS DU PARCOURS D'INTÉGRATION ET LIEN AVEC LES DISPOSITIFS UNIA

Nous plaçons, dans le cadre du parcours d'intégration, pour une clarté du programme quant à la mise à disposition des législations anti-discriminations, des mécanismes auxquels on fait appel quand on est victime de discrimination (logement, emploi, école, acte de haine...). L'existence de ces législations a une vertu pédagogique : appel au respect, déconstruction des stéréotypes. Un travail d'intégration est nécessaire, j'en suis convaincu, mais une intégration dans la seule définition qui doit lui être assignée.

Sur le caractère d'instrumentalisation (j'ai besoin d'un papier donc je suis mon parcours d'intégration), elle vient notamment du changement de l'intérêt de la nationalité : auparavant, il s'agissait de l'octroyer pour que l'individu puisse s'intégrer plus facilement, avoir un emploi... Actuellement il s'agit plutôt de l'obtention d'une récompense pour un individu qui a déjà « fait ses preuves ». Il y a un caractère contraignant, ou semi-contraignant, à ce parcours d'intégration, en conditionnant l'octroi de certains droits/faveurs à la réussite ou au suivi de son parcours. Il faudrait d'abord mettre les moyens en suffisance pour répondre à la demande.

peuvent constituer un frein au développement : la réalité démographique de nos pays occidentaux montre le vieillissement de la population, alors que pour sauver notre modèle social il faut des

individus qui travaillent et donc un renouvellement conséquent démographiquement. Les migrations, en ce sens, sont une chance, une opportunité, elles répondent à des besoins de main d'œuvre, d'entreprise... Il faut cependant avoir un certain cadre à la migration, afin d'éviter les migrations non contrôlées qui, localement, ou supra localement, peuvent amener un certain déséquilibre. Il y a tout un travail à faire quand on parle de la migration, en termes d'intégration. Un parcours d'intégration a été mis en place, chose qui n'existait pas lors des phénomènes d'immigration turque, marocaine dans les années 60, 70. Il ne faut pas réitérer les erreurs



commises à l'époque. Quand on parle d'intégration, le parcours se fait dans les deux sens, comme le reprend la définition de l'Union européenne. Nous ne sommes pas dans l'assimilation, où le migrant doit totalement s'intégrer aux us et coutumes d'un État et faire disparaître son bagage. Le processus d'intégration, au contraire, est co-construit avec l'ensemble des individus qui composent une société, l'intégration n'est pas l'absorption des migrants. Cela, malheureusement, est souvent

oublié : on réduit l'intégration à l'apprentissage de la langue, des normes et valeurs du pays d'accueil, de la législation... Il ne fait aucun doute qu'une société se construit et se nourrit des migrations, c'est cette perspective qui doit être mise en avant, dans un cadre et des politiques publiques, le laissez-faire n'étant pas porteur. Pourtant, aujourd'hui, ce discours n'est pas de mise. Au contraire, on constate une montée des extrêmes.

Les partis qui tiennent un discours sur l'identité, l'identité nationale, une forme de nationalisme, le « il y a eux et nous », « on est fondamentalement différents », jouent à la fois sur les cordes de la peur de l'inconnu, de celui qu'on présente comme différent. Nous avons tous des stéréotypes et représentations sur l'Autre. Quand on se sent en état de précarisation, d'exclusion, de peur pour l'avenir, de perte des enjeux de cet avenir, quand on sent une forme de déséquilibre au niveau social, que le tissu du contrat social se perd dans une forme d'individualisme forcené avec moins d'attention pour le collectif, on estime que les responsables politiques ne peuvent répondre à nos attentes, à nos craintes, et face à ces incertitudes on peut se jeter à corps perdu dans un discours qui prône le resserrement de l'identité nationale, qui pointe un bouc émissaire, l'étranger, le migrant, le musulman, raison de tous nos problèmes. La période de paix (relative) en Europe a, me semble-t-il, effacé le souvenir des situations de conflits, des conséquences des politiques nationalistes, populistes (guerres mondiales). Un discours qui propose une valorisation d'identité nationale semble être une solution. C'est très difficile de lutter contre cela : se rattacher à des valeurs positives comme la tolérance, la promotion de la diversité, est en perte de vitesse, et, d'autre part, il est difficile de retrouver les éléments de la cohésion sociale sans pour autant ne pas considérer les identités individuelles.

Une piste de construction de ce dialogue salvateur, ciment de la cohésion sociale, serait le fait de décomplexer l'imaginaire des migrants sur leur migration, et celle des « nationaux » sur les migrants. Les réalités sont très diverses. Celui qui se retrouve

ici en situation précaire, ou irrégulière, conserve un rêve migratoire : s'installer, se retrouver dans un bien être attendu... Evidemment certains sont déçus, certains regrettent même, mais d'autres, « issus » de regroupement familial, bénéficiant du statut de réfugiés, et bien d'autres, sont satisfaits de leur situation. Concernant les « nationaux », les vertus de la rencontre, du partage, sont essentielles pour déconstruire les stéréotypes. Les études de psychologie sociale montrent que plus on est confrontés à la diversité, à travers de véritables contacts sociaux, plus on est tolérant, globalement. Mais ceci reste à la marge, la majorité n'est peut-être pas intéressée, méfiante voire hostile.

On peut faire des campagnes de sensibilisation, mais cela n'aura pas un impact énorme. Je pense qu'il est important d'imposer le respect à la différence comme une norme, et l'interdiction de la discrimination, prévue dans la loi est importante

et doit être appliquée. Certes, chacun est libre de penser ce qu'il veut, mais il doit se comporter vis-à-vis de l'autre dans une forme de respect de sa différence, on ne peut pas avoir d'affinités avec un individu ou l'autre mais on ne peut avoir un comportement discriminatoire à son égard. L'intégration de cette norme est en cours : on sait que l'on ne peut plus afficher, comme c'était le cas auparavant, de placarder « noirs non admis » sur une pancarte d'un bien à louer. Il est difficile d'assumer publiquement de tels propos discriminatoires. Néanmoins, de manière sournoise, on peut inventer des prétextes pour la même visée discriminatoire. Il existe des mécanismes pour détecter ce type de comportements cachés, et c'est notre rôle, sans avoir l'ambition de vouloir changer les reins et les cœurs. Il est aussi important de mettre en avant des réussites de personnes étrangères afin de changer l'image négative qu'elles ont dans l'esprit de certains.

POLITIQUE MIGRATOIRE, LE SÉCURITAIRE PREND LE PAS SUR L'ACCUEIL ET LE VIVRE ENSEMBLE

FABIAN MARTIN
PS



Depuis les années 90, la politique migratoire européenne a dérivé vers l'obsession sécuritaire et la lutte contre l'immigration illégale. Le contrôle de la migration est devenu la priorité pour les Etats membres de l'Union européenne. L'immigration irrégulière souvent qualifiée d'illégale est devenue une obsession pour les Etats européens alors que, concomitamment, les voies d'accès légaux au territoire européen se sont tariées. Elles ne sont aujourd'hui plus réservées qu'à une minorité privilégiée.

La question migratoire est instrumentalisée par certains partis en Belgique. Elle n'est pas appréhendée avec recul nécessaire à la compréhension de situations complexes et variées. D'aucuns veulent faire croire que la migration est un danger.

Pour le PS, il faut une approche raisonnée de la migration. Il faut sortir de la caricature. Nos sociétés européennes sont multiculturelles. Elles sont composées d'individus qui ont une identité plurielle, fruit d'une histoire riche d'apports multiples. L'immigration représente un apport et un enrichissement social et culturel de nos sociétés.

Le discours politique en lien avec la migration a connu, depuis quelques décennies, plusieurs évolutions et variations. Aujourd'hui, les hommes politiques de droite et d'extrême droite jouent sur les peurs et donnent l'impression que les migrants, les réfugiés, n'ont pas le droit d'être là, que l'on va être envahis, que les migrants ne vont pas s'intégrer, qu'ils viennent prendre le travail en Belgique, qu'ils

sont plus soutenus financièrement que nos SDF, qu'ils viennent juste pour les allocations sociales, et j'en passe.

Dans le contexte de crise actuel lié à l'après attentats, à la crise économique, au pic d'arrivées de réfugiés en 2015 et à la mauvaise gestion de l'asile par le gouvernement MR N-VA, ce discours accentue encore ce sentiment de peur.

C'est pourquoi il est crucial pour l'ensemble des partis démocratiques de combattre les préjugés autour de la migration et d'expliquer les faits. Le mouvement associatif joue un rôle capital également. Ainsi, quand il s'agit du parcours d'accueil et d'intégration, nous pensons que les acteurs de la société civile et notamment l'associatif sont en mesure de le rendre opérationnel et efficace. Pour pouvoir le renforcer et le garantir à l'avenir également, le PS propose de favoriser la professionnalisation du secteur et renforcer la qualité des prestations. De nombreux acteurs ont émergé ces dernières années pour accompagner et former les personnes étrangères. Si la diversité est importante pour rencontrer la diversité des besoins des publics, il est essentiel également de garantir un cadre de qualité de ces services sur l'ensemble du territoire wallon et d'encourager la formation des travailleurs du secteur.

En ce qui concerne la politique d'intégration, on a vu des parcours d'intégration se mettre en place dans les trois régions du pays. Ils sont obligatoires et ciblés sur l'apprentissage de l'une des langues nationales, les questions liées à la citoyenneté et un

axe d'intégration socioprofessionnelle. Au PS, nous considérons que ce parcours d'intégration doit être perçu comme un véritable outil d'émancipation. En 20 ans, la question de l'intégration des personnes étrangères a évolué. Nous proposons d'y apporter encore les avancées suivantes :

- Poursuivre la mise en œuvre d'un parcours d'intégration conçu comme un ensemble intégré de services d'accompagnement et de formation pour la personne étrangère en vue d'une intégration rapide et à visée émancipatrice ;



- Stabiliser le secteur de l'intégration des personnes étrangères. L'accompagnement et la formation des personnes étrangères sont

assurés en grande partie par des opérateurs financés par appel à projet d'une durée de deux ans. Cette précarité du financement ne permet pas au secteur de se stabiliser et de se développer au service des bénéficiaires. L'agrément sera dès lors favorisé et le financement simplifié.

Pour le PS, il faut surtout combattre les préjugés autour de la migration et expliquer les faits, se baser sur les chiffres. C'est le meilleur moyen de décomplexer l'immigration chez les migrants et chez les nationaux. Ainsi, on peut parler d'une approche de gauche en matière d'immigration. C'est une approche qui se veut raisonnée de la migration, qui exige que toute politique s'inscrive prioritairement dans le principe du plein respect du droit d'asile, qui rejette l'instrumentalisation de la migration, qui lutte contre les préjugés, qui refuse une externalisation de la politique migratoire européenne à des pays tiers (rejet des accords européens avec la Turquie ou la Libye par exemple).

LA QUESTION MIGRATOIRE, UNE GESTION ET IMPLICATION DU PAYS D'ORIGINE ET D'ACCUEIL

SABINE LARUELLE
MR



La question migratoire représente un véritable défi, que ce soit pour notre société, pour l'Europe ou encore pour des pays plus proches des zones de départ de la migration. C'est également un défi pour les pays qui voient partir leur jeunesse et donc des forces vives s'en aller. Excepté pour les situations de guerre et donc d'asile, pour beaucoup, la migration concerne des personnes qui n'ont plus d'avenir dans leurs pays d'origine où il manque d'opportunité d'emploi, il n'y a pas d'infrastructure, pas de démocratie... Voilà pourquoi il faudrait également pouvoir agir sur ces pays d'origine ; la migration ne doit pas seulement se régler en Belgique. Elle doit se régler au niveau européen, où la Belgique a sa place évidemment, mais elle doit aussi se régler dans les pays de départ avec des politiques beaucoup plus proactives et volontaristes.



Par volontaristes je ne parle pas de mesures judiciaires à l'encontre des personnes qui veulent partir mais plutôt d'aide au développement des pays concernés. Il est certain que les personnes qui partent dans de telles conditions ne le font pas par plaisir et qu'il faut donc aider ces pays pour que ces personnes puissent trouver chez eux des conditions de vie décentes avec un accès à l'emploi, à l'école, aux soins de santé...

En fait, le plus important est de savoir comment on va gérer cette immigration. Il faut une politique claire, avec des conditions fixées. Il faut que cette politique soit respectée, l'État de droit doit être respecté. Aujourd'hui, le citoyen lambda pense à tort ou à raison que les personnes qui arrivent sont privilégiées, alors que ce n'est pas le cas. C'est aussi pour cela qu'il faut avoir une politique claire, une politique ferme et une politique évidemment humaine. Il faut, également, s'assurer que ces personnes fassent le voyage dans des conditions les moins risquées possible. Une fois que l'individu est en séjour légal en Belgique, il faut aussi l'intégrer. L'intégration ne doit pas être un choix mais une obligation ! Au MR nous sommes donc particulièrement contents qu'enfin, en Région Wallonne, le parcours d'intégration ait été renforcé ; l'apprentissage de la langue, aussi dans le but de trouver un emploi me semble être une priorité. On peut estimer que la politique d'intégration aujourd'hui a évolué dans le sens où il y a des parcours d'intégration avec un renforcement pour le migrant des connaissances de base dans différents domaines (langue, socio-professionnel, citoyenneté...). Il faut donc continuer ce travail et le faire des deux côtés. Il faut évidemment que ce parcours d'intégration reste obligatoire et soit même renforcé et il faut aussi très certainement, vis-à-vis de la population, avoir une explication claire sur la définition de cette politique migratoire et tenter de trouver les voies et les moyens nécessaires pour expliquer le contexte, la situation de ces personnes et donc les politiques que l'ensemble des partis démocratiques tentent de prendre pour répondre à cette problématique. Cela est très important pour éviter, au sein de la population, les amalgames qui sont parfois très douteux. Il s'agit d'un enjeu démocratique important en Belgique et aussi au niveau européen. Et surtout

PEUT-ON PARLER D'UNE APPROCHE DE GAUCHE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION ?

Il y a effectivement une approche de gauche en matière d'immigration, et qui n'est certainement pas la nôtre. Comme preuve que l'immigration n'est pas que l'affaire de la gauche c'est que des gouvernements de différentes couleurs politiques et notamment de droite se sont succédé sur ces affaires. Ce gouvernement fédéral a travaillé de façon efficace, nous avons ouvert de nouvelles places d'accueil, nous avons accordé une protection à plus de personnes, nous avons pris un certain nombre de décisions et aussi des décisions de retour et parfois même de retour forcé. Nous avons pris des décisions en matière d'accords internationaux également en matière de migration. On peut donc constater que le MR qui n'est pas un parti de gauche accorde à cette problématique une grande importance. Il est clair que l'on essaie souvent de nous caricaturer car nous sommes plus fermes que d'autres, notamment sur le respect des lois, sur le rapatriement volontaire ou forcé ou sur d'autres aspects de la question, malgré ça la divergence d'idées fait aussi partie de la démocratie. Nous estimons aussi que l'Europe doit se saisir davantage de ces questions et travailler de façon beaucoup plus commune pour prendre des directives concernant la question migratoire.

En somme, ce qui caractérise la politique de gauche c'est qu'elle est beaucoup plus laxiste et cela ne donne pas vraiment de résultats. Nous sommes au contraire pour une politique avec davantage de fermeté mais une politique humaine.

au niveau européen, quand on voit que Victor Orban est toujours au PPE, au niveau européen ou encore l'Autriche où l'extrême droite arrive au pouvoir, cela aussi c'est assez douteux et ce n'est surtout pas cela qu'il faut espérer pour la Belgique. Il faut avoir une politique claire, stricte et humaine pour éviter les extrêmes et éviter que dans l'imaginaire populaire on pense à tort que le migrant a tous les droits et est favorisé par rapport aux Belges. Enfin, il ne s'agit pas d'avoir juste une politique d'intégration dans les mots, il faut permettre et accompagner les individus, parfois même les contraindre à s'intégrer.

Également, j'insiste sur l'importance d'apprendre le socle de valeurs défendues en Belgique qui doit passer avant tout le reste. Prenons l'exemple de l'égalité homme-femme qui est une de nos valeurs qui ne doit jamais être bafouée. En somme, pour le politique, la règle c'est de travailler pour que ces individus soient intégrés et qu'ils puissent partager notre socle commun de valeurs.

Il faut dans un premier temps avoir un discours clair, c'est d'opter pour un parcours d'intégration et pas uniquement d'accueil, il s'agit également de rappeler, à ceux qui arrivent, notre socle de valeurs commun. C'est ce qu'il faut vraiment renforcer. Il faut, aussi, de l'autre côté, réapprendre le vivre-ensemble en expliquant aux nationaux, ce qu'on fait pourquoi on le fait et comment on le fait. Il faut vraiment que les deux côtés puissent faire un pas en direction du vivre-ensemble et cela passe par le fait de partager une culture car il s'agit bien là d'une richesse mais en partant du principe qu'on partage aussi et d'abord un socle de valeurs communes.

POLITIQUES MIGRATOIRES ET RESPECT DES DROITS HUMAINS

BENOIT DISPA
CDH



Aujourd'hui, le débat politique en matière de migration est fortement polarisé. Les opinions publiques y sont extrêmement sensibles et de plus connaissent des clivages très marqués. D'un côté, les dérives et expressions populistes des uns ne perdant aucune occasion pour stigmatiser les migrants et ceux qui leur viennent en aide. De l'autre, les partisans d'une ouverture très large des frontières, allant jusqu'à contester le concept de patrie ou de nation.

Suite à l'arrivée importante de demandeurs d'asile et de réfugiés au printemps 2015, l'opposition d'une partie de la population et des élites politiques aux migrations s'est sensiblement renforcée. Les discours des extrêmes véhiculent des peurs, entretiennent un discours alarmiste sur la migration et divisent la population. Si l'étranger a toujours été une source d'inquiétude, ces partis qui se sont renforcés dans les dernières années dans plusieurs pays européens, font des étrangers une cible de leur discours. Pourtant, nous estimons que l'immigration contribue au développement au niveau économique, social et culturel. La participation croissante de migrants dans les différents Parlements et dans des postes à responsabilité est une preuve de l'impact de l'immigration sur la scène politique. Au niveau culturel, la Belgique compte de nombreux talents artistiques issus de la migration. Cela montre à quel point les migrants contribuent à façonner l'identité culturelle et sociale de notre pays.

Néanmoins, les discours anti-migrants se développent en répandant des fausses informations et en alimentant des stéréotypes. C'est notamment l'arrivée au pouvoir de forces national-populistes qui participe à ce changement de discours.

DÉCRET PARCOURS D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION, QUELLE CRITIQUE ?

Le parcours d'accueil et d'intégration est essentiel pour permettre aux citoyens de s'intégrer et de participer pleinement à la construction de la société. Nous notons les retours très positifs de la part des migrants eux-mêmes qui en bénéficient. Pour le CdH, les acteurs de la société civile ont un rôle essentiel à jouer en tant que facilitateurs de ce processus d'accompagnement. Une meilleure articulation de ce parcours d'intégration régional avec les procédures fédérales est néanmoins encore nécessaire. La principale critique concerne l'absence d'interculturalité dans le décret. Or, c'est primordial si nous voulons construire une société du vivre-ensemble. Par ailleurs, beaucoup d'éléments ne sont pas réglés par ce seul Décret. Le CdH a ainsi été très actif pour développer les classes d'accueil (DASPA) dans le domaine de l'enseignement. Ce développement est essentiel pour permettre à tous les enfants de trouver leur place dans la société belge.

La politique migratoire est un thème important de réflexion au sein du CdH. Notre projet dans ce domaine est le résultat d'une longue réflexion visant à dessiner notre vision d'une politique plus efficace en matière d'asile et de migration, basée sur le respect des droits fondamentaux et des valeurs humanistes. Ces priorités sont détaillées dans un Livre Blanc publié par notre centre d'étude, le CEPESS¹.

¹ Pour une refondation des politiques d'asile et de migration. Une réponse globale, une approche différenciée – à lire sur www.cepess.be

Le fondement de notre positionnement est de veiller systématiquement au respect des droits fondamentaux.

Nous avançons des mesures concrètes pour mieux accompagner les populations en détresse, pour lutter efficacement contre les réseaux de passeurs et les organisations criminelles qui les accompagnent, éviter des traversées hasardeuses et trop souvent dramatiques, pour renforcer la cohésion sociale, pour apporter une réponse rapide à ceux qui



frappent à notre porte et indiquer sans tarder s'ils pourront rester ou non sur notre territoire, pour ne pas simplement renvoyer ceux qui sollicitent l'asile vers leur pays d'origine, mais leur apporter un soutien et la capacité d'y refonder un projet de vie.

Pour le CdH, il n'y a pas d'approche de gauche ou de droite en matière d'immigration. Pour nous, la boussole en matière de politique migratoire se situe dans le respect de droits fondamentaux et de la dignité humaine. Le respect de ces engagements et

des droits humains doit être la pierre angulaire de la politique d'asile et de migration. Nous constatons, à cet égard, que ces droits fondamentaux n'ont pas été correctement respectés ces dernières années :

voyez l'enfermement d'enfants dans des centres fermés, la longueur des procédures d'asile, l'accueil indigne des migrants qui arrivent sur notre territoire, la collaboration avec des régimes autoritaires comme le Soudan...

Dans le même sens, pour nous, il est essentiel d'avoir un discours public apaisé sur la migration. Au lieu d'agiter l'épouvantail de la peur de l'autre, nous devons analyser les chiffres, souligner les apports positifs sans pour autant nier les défis que suscite la migration au niveau de la cohésion sociale. Il faut mettre en évidence les nombreuses histoires positives vécues par et avec les migrants ; mais aussi des partis politiques lucides capables de délivrer un discours équilibré. Nous devons montrer que derrière les chiffres de la migration, il y a des individus, avec leurs parcours, leurs détresses et aussi leurs espoirs en une vie meilleure et leurs envies d'apporter leur pierre à l'édifice que constitue notre société. Nous devons également continuer à agir au travers de l'éducation pour construire une société du vivre-ensemble et contribuer à combattre dès le plus jeune âge les stéréotypes concernant la migration.

MIGRATIONS, PHÉNOMÈNES COMPLEXES D'UN MONDE GLOBALISÉ ET INÉGAL

THIERRY WARMOES
PTB



Au cours des dernières décennies, l'immigration a contribué à une transformation rapide de la composition de la population. Toutes les grandes villes au monde montrent une tendance claire à devenir de plus en plus multinationales et multiculturelles. C'est inscrit dans l'histoire de l'humanité. Les migrations existent depuis toujours et sont inévitables dans un monde globalisé et inégal.

Le nombre d'habitants issus de l'immigration a fortement augmenté. Dans les grandes villes belges, près de quatre habitants sur dix sont aujourd'hui d'une origine différente. La moitié d'entre eux sont des « nouveaux Belges », tandis que l'autre moitié n'a pas la nationalité belge. À l'échelle de tout le pays, ils représentent respectivement 20 % et 10 % de la population.

Cette super-diversité représente un atout majeur, pour autant que nous parvenions à offrir à tous et toutes des droits et des chances égaux, garantissant ainsi que la solidarité l'emporte sur la concurrence. Dans le même temps, le racisme a également augmenté, non pas en raison de la présence de ces nouveaux compatriotes, mais plutôt en raison des choix politiques d'une frange particulière de l'establishment.

L'immigration – constituée d'une population relativement jeune – compense partiellement le vieillissement croissant des populations en Europe de l'Ouest. Les jeunes travailleurs issus de l'immigration aident ainsi à financer le coût du vieillissement en renforçant la population active. Ce n'est pas pour rien qu'en Allemagne (où la croissance démographique est négative), Angela Merkel a fait entrer massivement des réfugiés. La question migratoire est particulièrement mal traitée car on ne traite pas de la question essentielle : les

causes qui poussent tous ces gens à fuir leur pays et chercher refuge dans un pays et un continent qui ne sont pas les leurs.



La super-diversité est un grand atout, à condition que nous réussissions à donner à chacun.e les mêmes droits et les mêmes chances, et à traduire cela dans la réalité de tous les jours. Cependant, le manque de travail, de services et de prestations sociales engendre des tensions entre les travailleurs. Si nous voulons que la super-diversité réussisse, nous devons combler ces déficits et y investir des moyens. Mais les gouvernements font le contraire : ils persistent dans l'austérité. Pendant ce temps, les politiciens de droite pointent du doigt un groupe de population après l'autre. Les gens sont montés les uns contre les autres et les problèmes demeurent.

Les politiciens de droite incitent les gens à taper vers le bas : vers les migrants, les chômeurs, les malades,... La stratégie est claire : il s'agit de diviser les travailleurs pour les affaiblir et faire passer leurs mesures d'austérité et de détricotement des conquêtes sociales du siècle passé (cfr les coupes dans la sécurité sociale). Le PTB prône l'unité des travailleurs qui forme la toute grande majorité dans ce pays, afin de construire une société plus égalitaire, où chacun peut vivre dignement. Pour cela, les multinationales et les millionnaires doivent contribuer davantage.

Nous voulons briser le tabou dans le débat sur les réfugiés : celui des causes de la fuite de leur pays. Tant que les causes existent, il y aura des réfugiés. Or ce sont les guerres, la pauvreté et le réchauffement climatique qui poussent les gens sur la route de l'exil. Et tant les États-Unis que l'Union européenne portent, par leur politique, une grande responsabilité dans ces causes. Nous voulons changer radicalement d'orientation en la matière et attaquer à la racine les problèmes qui poussent les gens à fuir.



Les partis au pouvoir ont voté pour des guerres qui ont obligé des millions de gens à fuir leur pays. La Syrie, l'Afghanistan et l'Irak sont les premiers pays d'où proviennent les réfugiés ces trois dernières années. Le chaos en Libye a également provoqué l'arrivée de nouveaux réfugiés en Europe. Ce sont tous des pays que la Belgique a bombardés ces dernières années. Tous les partis traditionnels ont voté avec conviction pour ces bombardements. Or beaucoup de ces réfugiés n'auraient pas fui leurs pays s'ils n'avaient pas été bombardés. Nous sommes les seuls au Parlement à avoir voté constamment contre ces guerres.

Aussi, notre politique étrangère doit être axée non sur la déstabilisation de régions entières, mais sur la stabilité, par des négociations de paix régionales et non par des interventions militaires.

La politique commerciale de l'Union européenne et de la Belgique maintient les pays du Sud dans un état de sous-développement économique. En Afrique, la politique commerciale de l'Union européenne

en faveur des multinationales européennes subventionne toute une série de produits qui sont déversés sur le marché africain. Cela tue l'agriculture et l'économie locales et jette des centaines de milliers de gens sur la route de l'exil. Par ailleurs, les matières premières présentes en Afrique sont souvent accaparées par des multinationales occidentales. Aussi, nous soutenons une politique commerciale et d'investissements qui protège la santé publique, le droit à l'alimentation et l'environnement, qui est transparente et sous contrôle démocratique. Nous respectons l'engagement de consacrer 0,7 % du PIB pour la coopération au développement.

L'absence d'ambition des États européens et de la Belgique pour mettre fin au réchauffement climatique entraîne déjà aujourd'hui sécheresses, typhons et inondations qui font fuir des centaines de milliers de réfugiés climatiques. Or, des responsables politiques comme Theo Francken remettent même en question le fait que le réchauffement climatique est lié à l'activité humaine.

Nous voulons permettre des transferts de technologie et la suppression des droits de propriété intellectuelle pour aider les pays en développement à lutter contre le changement climatique et ses effets.

Outre les différentes législations autour de la question migratoire et les propositions en ce sens pour une immigration/intégration réussie, on retrouve la problématique des relations sociales entre migrants/« nationaux ». Les imaginaires souffrent, de part et d'autre, de certaines confusions. L'immense majorité des personnes issues de l'immigration sont des travailleurs. Eux-mêmes, leurs parents ou grands-parents ont été amenés ici ou sont venus ici pour travailler. Mais une fois sur le marché du travail, ils se voient confrontés à la discrimination, au chômage, à la surreprésentation dans les emplois précaires, à l'absence de possibilités de promotion... Ils finissent dans les rangs des réservistes du marché du travail. Le travail est la condition préalable d'une vie digne et d'une pleine participation à la société. En unissant nos forces au travail, les préjugés et le racisme peuvent être vaincus.

Il faut lutter à la fois contre le repli sur soi des différentes communautés et contre la discrimination dans la recherche d'emploi. Cette discrimination doit être prévenue, détectée et éradiquée. Nous appelons les services d'inspection et les organisations de la société civile à entreprendre des tests de situation proactifs en ce sens. Ces tests peuvent également servir dans le cadre de la lutte contre la discrimination sur le marché du logement, dans l'enseignement, dans les soins de santé et la vie nocturne.

Les politiciens de droite dépeignent les personnes issues de l'immigration comme des profiteurs, des demeurés, incapables de s'adapter... Ils prétendent que « les Berbères, ce sont des communautés fermées », que le racisme serait « relatif », que le racisme est utilisé comme « excuse » pour un échec personnel, etc. Ils se vantent du nombre de réfugiés qu'ils ont renvoyés et parlent de gens dont il faut « nettoyer » la présence. Ils enferment les enfants dans des centres fermés. Il n'est pas étonnant que le racisme se développe dans un tel climat politique. Des études internationales montrent que la discrimination sur le marché du travail et dans l'enseignement en Belgique est parmi les plus élevées d'Europe. Ce qui souligne la nécessité urgente d'un plan d'action national contre le racisme.

Ce que nous savons c'est que comme pour toute injustice, l'engagement de la population, y compris celui des groupes concernés, est crucial pour vaincre le racisme.

Il faut expliquer qu'aspirer à atteindre un taux d'emploi chez les citoyens issus de l'immigration qui soit proportionnel à leur part dans la population totale ne signifie pas que nous allons donner des emplois aux personnes issues de l'immigration en enlevant à d'autres. L'action en faveur d'un accès égal au marché de l'emploi doit aller de pair avec l'action en faveur de la création d'emplois. À cette fin, nous investissons dans les secteurs en pénurie de personnel et réorganisons l'emploi disponible grâce à une diminution du temps de travail.



Pour favoriser la rencontre entre les cultures et les nationalités, nous investissons davantage dans des lieux d'échange culturel où les gens peuvent se rencontrer, se renforcer, créer des liens et ainsi mieux participer à la société.

DÉCRET RELATIF À L'INTÉGRATION DES PERSONNES ÉTRANGÈRES UNE LECTURE ET UN PLAIDOYER THIERRY WARMOES - PTB

Nous voulons un accueil humain qui favorise l'intégration. Nous faisons en sorte que chaque demandeur d'asile puisse déposer sa demande et que celle-ci soit examinée sérieusement, dans le respect de la Convention de Genève ; au contraire de la politique du gouvernement sortant et de son secrétaire d'État Theo Francken (en faisant appel, par exemple, à des fonctionnaires de la dictature soudanaise pour identifier et renvoyer des demandeurs d'asile de ce pays).

Lorsqu'une personne demande l'asile en Belgique, ses besoins sont pris en charge (logement, nourriture, soins médicaux) et elle reçoit 7,40 euros par semaine pour subvenir aux autres dépenses pendant la période que dure l'évaluation de sa demande. Si sa demande est acceptée et que cette personne obtient le statut de réfugié, elle doit quitter le centre d'accueil et se prendre en charge financièrement. Si elle ne parvient pas à trouver un emploi et à subvenir à ses besoins, elle peut être prise en charge par le CPAS (mais elle n'a pas droit au chômage). Nous nous opposons aux attaques visant à limiter ces droits élémentaires.

La politique du gouvernement favorise l'accueil dans de grands centres collectifs impersonnels. Pourtant, l'accueil dans de plus petites structures facilite l'intégration du demandeur d'asile dans le quartier et coûte moins cher. Il garantit une plus grande autonomie et intimité du demandeur d'asile ainsi qu'un cadre plus sûr pour des profils plus vulnérables tels que des femmes seules. Plusieurs études mettent en évidence qu'un trop long séjour dans de grands centres d'accueil collectifs conduit plus facilement à des dépressions, des problèmes médicaux, des difficultés à guérir de traumatismes, une baisse de l'estime de soi... Nous voulons favoriser l'accueil des demandeurs d'asile dans de plus petites structures, avec les associations et les Initiatives locales d'accueil (ILA) comme partenaires ayant l'expertise en la matière.

Les réfugiés demandent de pouvoir suivre des cours de langue et d'apprendre à connaître leur pays d'accueil afin de pouvoir s'intégrer, mais les moyens manquent. Au contraire, chaque demandeur d'asile doit pouvoir avoir accès à un parcours d'accueil et d'intégration comprenant des cours de langues, des informations sur ses droits, une aide pour les démarches administratives, une formation au fonctionnement de la Belgique et de l'aide pour s'insérer professionnellement.

Le droit au regroupement familial est aujourd'hui limité au partenaire et aux enfants (ou aux parents s'il s'agit de mineurs) mais plusieurs obstacles rendent sa réalisation parfois difficile. Or, garantir l'effectivité de ce droit à vivre en famille est essentiel pour faciliter l'intégration.

Nous voulons enfin impliquer au maximum les associations reconnues de réfugiés, les associations d'éducation permanente et de formation, les organisations syndicales et les associations de quartiers dans l'accueil et l'intégration des réfugiés. Ce sont elles qui connaissent le mieux la réalité de terrain et peuvent aider à résoudre les problèmes qui peuvent se poser.

Après cinq ans de résidence légale dans notre pays, toute personne doit acquérir automatiquement la nationalité belge, afin de faciliter son intégration dans notre pays.

Démocratie, services publics et justice sociale

Le service public recule, s'étirole et cède à l'hégémonie du marché et aux directives de l'Europe qui en fait l'allié principal capable d'assurer tout progrès et prospérité de la société.

Le service public fait débat face à des idéologies, fragiles et peu croyantes,, égarées dans les méandres de la société des marchés, des finances et de consommation.

Défendre, aujourd'hui, le service public, gêne et fait rugir, même celles et ceux qui le prouaient comme leitmotif de toute réflexion de projet de société, de programme qui plaide la justice sociale et la redistribution équitable.

Quel parallélisme peut-on faire entre la démocratie et le service public, autrement dit peut-on penser une démocratie en absence de ce dernier ?

Quelles sont les forces et les limites du service public, pour une redistribution basée sur la justice sociale ?

Le marché est-il en mesure de protéger les plus faibles et d'offrir plus de justice et d'équité aux différentes composantes de la société ?

Le service public, voire la collectivité, peut-il être un acteur économique en dehors de ses fonctions régaliennes ?

Plusieurs interrogations sont nécessaires pour situer le rôle du service public dans les systèmes démocratiques mais aussi celui du marché, pour assurer le bien-être collectif.

MARCHÉS, SERVICE PUBLIC ET DÉMOCRATIE

BRUNO PONCELET

FORMATEUR AU CEPAG (CENTRE
D'ÉDUCATION POPULAIRE ANDRÉ GENOT).



Qu'est-ce que la Démocratie ? Tendre vers des modalités de décisions qui sont le reflet des volontés des citoyens. Il y a évidemment un lien entre service public et démocratie. Dans une société sans service public (transports en commun, accès à l'eau potable...), il ne peut y avoir qu'une démocratie boiteuse. La démocratie doit fournir les services minimums à toute la population, y compris les gens qui sont en situation de précarité : c'est une forme de solidarité indissociable de la démocratie. Les pouvoirs politiques, les pouvoirs centralisés, se doivent de proposer les services publics. L'universalité d'accès à certains biens est essentielle.



Je lierai cette thématique à la justice sociale. Il ne peut y avoir de démocratie sans redistribution des richesses. Par exemple, le service scolaire, qui est un service public, doit garantir l'accès de manière équitable à tous les citoyens, au niveau de l'accès, des finances, de l'accompagnement scolaire... Le rôle de l'État, s'il est démocratique, est de garantir des conditions de chance égalitaires. Concernant le volet de la sécurité sociale, cela dépend de la redistribution des richesses : dès lors que l'on se trouve dans un groupe commun, même si son appellation est « État-nation », il est primordial d'avoir un minimum de solidarité, d'entraide, de partage et de redistribution de richesse. Pourtant, pour prendre l'exemple des soins de santé, très rares

sont les personnes qui peuvent assumer les frais liés à une opération. Le fait de mettre l'argent dans un pot commun afin de le redistribuer selon les besoins de chacun (allocations familiales, remboursements maladies par la sécurité sociale...) est, à mon sens, vital pour une démocratie.

Évidemment, les dépenses du service public doivent être contrôlées. Il faut avoir un minimum de transparence dès lors qu'il s'agit d'un argent commun : un contrôle afin de s'assurer que les dépenses soient bien gérées. Toute dépense n'est pas forcément légitime, cela dépend où elle est injectée. Depuis les années 80, on entend un discours qui n'existe que pour décrédibiliser les services publics, en mettant l'accent sur le côté sclérosé et inefficace de l'État. Pourtant, les services privés ne sont pas nécessairement plus efficaces. S'il est bien utilisé et bien orienté (pour ce faire un contrôle démocratique est de mise) l'argent investi dans les services publics est précieux. Cet argent permet énormément de chance : les crèches, l'accès à la scolarité... Dans notre pays il existe déjà des processus de contrôle démocratique, notamment la Cour des Comptes. Ces moyens de contrôle manquent peut être d'efficacité, mais il est indéniable que, même aujourd'hui, les dépenses du service public ont des retombées positives. En essayant de maintenir une forme de cohésion sociale entre les citoyens (et nous en sommes loin aujourd'hui au vu des décisions politiques qui sont à même de la faire voler en éclat), nous évitons d'engendrer des phénomènes non voulus : criminalité, actes désespérés...

J'ajouterais que, depuis 30 ans, il y a une hypocrisie qui consiste à attaquer le service public, en mettant en avant le service privé comme plus efficace. Cela

EUROPE, RÉPONSE OU FREIN AUX INTÉRÊTS DE LA COLLECTIVITÉ ?

Je suis plutôt pro-européen dans l'âme. Mais les institutions européennes actuelles, avec la réalité politique que l'on connaît, sont télécommandées par les multinationales.

Et ce pour différentes raisons: par exemple, le pouvoir européen étant plus lointain il est plus difficile à contrôler démocratiquement (à noter que le monopole de l'initiative législative appartient exclusivement à la commission européenne), et, historiquement parlant pour asseoir sa puissance face aux États nations, la commission européenne a décidé de s'appuyer sur les multinationales et leurs lobbys.

Je ne dis pas que l'Europe est systématiquement une chambre d'entérinement des demandes des multinationales, ce serait exagéré, mais il faut avouer qu'en termes d'équilibre de pouvoirs le parlement européen reste bancal au niveau du vrai pouvoir démocratique. Les entreprises ont un accès, en primeur, aux décisions.

L'Europe fonctionne d'une manière que je juge immonde. La plupart des mécanismes européens proposent des politiques extrêmement dures à l'encontre de la redistribution, et très favorables aux grandes entreprises. Soit l'Europe revient sur ses fondamentaux, avec un meilleur équilibre, mais cela risque d'être assez compliqué vu les gouvernements en place, soit elle continue sur sa lancée avec des gouvernements de plus en plus fachos.

Les règles soit disant démocratiques de l'Europe peuvent, on le voit, s'accommoder des Victor Orban. Quitter l'Europe? Si c'est pour refonder quelque chose sur base de véritables valeurs démocratiques, pourquoi pas.

est totalement faux ! La grande différence entre les deux services que le premier peut être suivi d'un contrôle démocratique alors que pour l'autre c'est beaucoup plus compliqué.

L'adage selon lequel pour solutionner les problèmes liés au service public il faudrait le privatiser ou utiliser les moyens du privé (comme cela se fait dans les administrations) est une bêtise : le service public fonctionne sur des critères dont le monde marchand n'a que faire. Je souligne une chose : quand on parle des déficits du service public il faut rappeler qu'ils naissent du fait que les sociétés privées et les personnes les plus riches ne paient plus d'impôt.



On ne peut parler de budget à l'équilibre sans prendre en compte à la fois les dépenses et les richesses, or la plupart des politiques qui veulent renier les aides sont ceux-là mêmes qui « offrent des cadeaux » à des entreprises richissimes voire à des millionnaires.

En fait, nous pouvons lier service public, démocratie et marché. Ces derniers sont mon domaine de spécialité. Je commencerai par déconstruire une idée reçue. Nous vivons dans une époque très libérale, sur le plan économique, que les gouvernements soient de gauche ou de droite il y a une nette tendance à suivre la même politique sur ce point, que ce soit avec un grand enthousiasme ou avec le cœur qui saigne mais l'obligation de suivre le mouvement.

Le marché est souvent présenté comme l'antithèse de l'État : ce dernier serait un obstacle à son développement.

Étant anthropologue, je peux vous affirmer que les marchés existent depuis des milliers d'années, et qu'ils ne constituent certainement pas une forme d'interaction spontanée entre les individus. Le discours libéral qui présente le marché comme la liberté et la démocratie qui laisseraient l'espace individuel aux personnes est clairement « de la foutaise ». Pour résumer, les marchés fonctionnent avec certaines règles du jeu, fixées. Exemples: lors de la passation d'un marché belge à un marché européen, les institutions nationales qui contrôlaient et fixaient les règles des marchés nationaux ont été transformées en règles européennes, gérées au niveau des institutions européennes voire de la banque centrale.



On ne peut créer un marché sur du vide, il y a nécessairement des institutions pour gérer le tout. Le marché ne peut se passer de l'Etat ou des institutions publiques, il en a fondamentalement besoin, c'est une réalité depuis l'existence des marchés.

Il faut revenir aussi sur le terme de « marché ». Anciennement, il s'agissait d'autre chose, et la place occupée était différente : périphérique et non centrale, et utilitaire. La place des marchés dans la société peut donc bouger, de même que les règles qui les soutiennent. Ces dernières sont primordiales, elles fixent notamment les parties qui seront sujets ou objets (premiers pouvant disposer des deuxièmes).

Par rapport à la réalité d'aujourd'hui, nous ne sommes pas dans le même monde qu'aux siècles derniers: le travail des enfants était de mise, la mutuelle n'existait pas... Les règles évoluent avec le temps et le contexte, la démocratie.

Finalement, le marché est une forme de collectif plus ou moins embryonnaire et plus ou moins étoffé, soutenu par les services publics, et plus ou moins démocratiques / envahissants / oppressifs selon les règles fixées. Il existe donc un grand nombre de types de marchés.

Nous pourrions avoir un marché démocratique si l'État réglemente, institue, le « marché du travail », en équilibrant les droits et les devoirs des employés et employeurs, avec une forme de propriété collective du financement de la sécurité sociale.

Mais il s'agit de légiférer non seulement sur la nation mais également au niveau mondial. Ce dernier point n'a pas été de mise dans les années 60 et 70, malgré la tentative de démocratisation du marché, nous étions loin de la perfection.

Un marché peut-il évoluer sur base de règles démocratiques? Oui. Sommes-nous en train d'y tendre ou de nous nous en éloigner? De nous nous en éloigner, clairement. Depuis 30, 40 ans les politiques mises en place sont néolibérales, qu'elles soient l'apanage de la droite ou du « centre gauche ». Il y a un très large consensus politique (mais pas l'unanimité) sur l'idée de développer le marché, un marché où l'équilibre démocratique s'estompe.

Un autre point important à soulever est le développement, notamment par la Commission européenne, mais également par la plupart des gouvernements, d'une politique de libre échange, c'est là une des grandes priorités. J'appelle cela du shopping législatif. Il s'agit en effet d'octroyer la liberté inconditionnelle aux investisseurs dans leurs déplacements (marchandises, services, bureaux...), entre des pays toujours plus nombreux. Sachant que ces pays-là n'ont pas de cohésion législative en matière fiscale, sociale voire environnementale.

Le problème est le suivant: les plus gros investisseurs de la planète, les plus gros empires marchands, les plus grandes multinationales et les plus importants fonds de pension, qui ne sont, tous, pas des enfants de chœur, ont tout le loisir, si les exigences en terme de conditions salariales, de travail, de financement

par l'impôt ne leur plaisent pas, de se délocaliser ou de menacer de le faire, prenant ainsi en otage les demandes/revendications. Cet univers de shopping législatif ne cesse de s'intensifier depuis 30 ans. Je tiens à préciser que Paul Magnette n'y a rien changé, même s'il a eu le mérite de résister deux jours lors de l'accord du CETA. Ces phénomènes donnent aux marchés le droit d'échapper à toute forme d'obligation démocratique, ou pratiquement. Cela place la démocratie non pas sous dépendance du marché, terme trop polysémique, mais sous la coupole des grosses entreprises et leurs lobbys. A noter que le libre-échange a, de base, été demandé par les lobbys.

Le marché est une réalité institutionnelle fixée par des règles qui existent, et qui sont plus ou moins louables ou détestables. L'évolution contemporaine du marché est triplement détestable : on privatise à tour de bras, on coupe les ailes à toute forme d'entraide, les politiques d'austérité ne cessent de se développer (monde de la justice, de la culture, de l'enseignement...), les témoignages abondent pour présenter des individus au bout du rouleau.

Le marché est de plus en plus envahissant, et ce sur base de règles de moins en moins démocratiques. L'équilibre qui avait été pensé, entre droits et devoirs

du monde patronal par exemple, tend à voler en éclats, non pas par domination du marché, mais par le fait que le monde politique est sous perfusion des lobbys marchands et accepte de démanteler les règles plus démocratiques au profit de celles qui favorisent le monde des entreprises et des individus les plus nantis.

Aujourd'hui nous sommes face à un marché dont les règles sont de plus en plus injustes, et cela a de graves répercussions sur la démocratie. Les multinationales mettent en concurrence les démocraties, en sélectionnant les règles qui leur conviennent. Ainsi, le lien social, au travers de la vie de famille et des relations de proximité qui est la base du bien-être de la société, est mis à mal. Le modèle ne tient pas la route. Les extrêmes montent, la société se fracture, le chaos écologique devient de plus en plus inquiétant.

En conclusion, ce qui est fondamental, est de comprendre que la marché n'est pas une réalité spontanée ou naturelle, il fonctionne avec des règles et des institutions qu'elles soient internes ou externes.

SERVICE PUBLIC ET REDISTRIBUTION EN BALANCE

THIERRY EVENS
PORTE-PAROLE DE L'UCM



La Belgique est un pays avec une sécurité sociale qui fonctionne bien et même très bien dans certains domaines comme dans la santé. Cela fonctionne moins bien, il est vrai, pour des secteurs comme celui des pensions, où les taux de remplacement en rapport avec l'activité qui sont moins élevés que dans d'autres pays. Notre système est assez redistributif. La question est de savoir s'il y a bien un équilibre entre l'argent qui est pris et celui qui est redistribué. Cet argent redistribué doit être raisonnablement pris. Aujourd'hui, un indépendant paye 20.5 /100 de cotisation sociale et 50/100 d'impôts au taux marginal, cela revient à dire que quand un indépendant gagne 100 euros il en donne 60 pour la redistribution. Ce taux me semble appréciable et l'on peut considérer que le volume d'argent qui sert à la justice sociale dans notre pays est déjà fort important. Pour l'UCM, cela n'est pas contestable car il est important d'avoir une justice, une solidarité et une cohérence sociales. Il est très important de garder cet équilibre.



Nous pensons que les dépenses des services publics (administration, fonction régaliennne ou encore les services publics) doivent être dans tous les cas évalués. Les services publics ne dépensent pas leur propre argent mais celui des citoyens. Il est nécessaire de vérifier que les dépenses soient légitimes et justifiables. Elles le sont certainement dans l'immense majorité des cas mais il est important de contrôler pour éviter des affaires comme celle du Samu social à Bruxelles ou encore Publifin. Il est certain que toutes les dépenses dans les services publics doivent impérativement être

DÉMOCRATIE ET COHÉSION SOCIALE

Notre démocratie est malade, nous sommes toujours dans le modèle de 1950 et il faudrait renouveler notre système de représentation et certaines règles liées à l'exercice du pouvoir. On peut considérer que le pouvoir exécutif a la main sur le pouvoir législatif et le problème peut apparaître lorsqu'un parti contrôle l'exécutif et a donc la main également sur le législatif.

On ne peut pas dire qu'il n'y a plus de séparation des pouvoirs mais on peut parler de déséquilibre entre les pouvoirs. Aussi, notre système démocratique est dépassé par un certain nombre de phénomènes notamment en lien avec l'émergence des réseaux sociaux. On peut également faire allusion au besoin de réinventer la représentation et le choix des élus ; assemblées consultatives, tirages au sort, referendum, initiative populaire de toutes sortes...

Par ailleurs, même si la démocratie est malade, elle reste assez forte et appréciée par le citoyen car il n'y a pas d'autre système qui garantisse mieux la cohésion sociale que cette démocratie. Il faut certainement avoir des espaces de réflexion sur la rénovation de la démocratie mais pas de reflexe excessif.

légitimes et justifiables. Le service public doit avoir un comportement exemplaire dans le but d'être irréprochable aux yeux du citoyen.

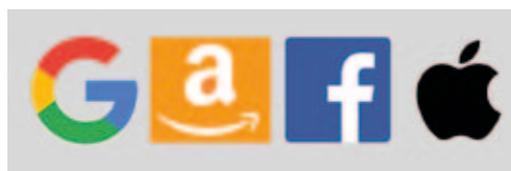
Cela étant, certaines grèves de certains acteurs du service public comme les TEC ou encore les grèves des enseignants dans les années nonante peuvent parfois ternir l'image du service public auprès du

citoyen. Le citoyen fera vite un raccourci négatif en comparant entre un service privé jamais en grève et un service public souvent en grève.

Aujourd'hui, l'Europe est incontestablement à dominante libérale. Avec le curseur davantage tourné vers le marché que vers le service public. L'Europe le fait, sans doute, car elle pense qu'elle peut mieux répondre ainsi à l'intérêt de la collectivité.

L'exemple de la libéralisation des télécommunications est assez significatif, d'une Europe qui veut apporter plus d'efficacité en libéralisant davantage le marché. Si l'on décide de déplacer le curseur vers le marché, il faut impérativement imposer davantage de règles à ce marché. Pour l'UCM qui défend les intérêts des petites et moyennes entreprises, le marché ne doit pas être la loi de la jungle. Quand on ouvre le marché il faut parallèlement à cela prévoir des règles de protection des plus petits.

Il faut également, lorsqu'on ouvre des marchés, s'assurer d'une présence du service public. En effet, certains pensent que le privé pourrait mieux gérer ces secteurs, pourtant il est indispensable de leur assigner des missions de service public, de leur donner des contraintes et les faire travailler dans un cadre qui ne leur donne pas une exclusivité en terme de liberté de choix et d'action qui pourrait déboucher sur une simple recherche du plus grand profit au détriment des intérêts de l'utilisateur. Si l'on prend un exemple d'extrême libéralisation comme



les GAFAM, il y a un développement et une ouverture totale des marchés sans aucune règle, sans aucune barrière et cela crée des situations de quasi-monopole ou ces entreprises échappent à toute participation au service public.

ÉTAT DE SANTÉ DU SERVICE PUBLIC

MONIQUE FÉLIX
DÉFI



L'organisation des services public est un des piliers de la démocratie, sans eux de nombreux « services » aux citoyens ne seraient pas remplis car ils sont inintéressants pour le secteur privé car par suffisamment rentables. Un des principaux secteurs visé étant le social (hôpitaux, crèches, maisons de repos, allocations sociales, logements sociaux

RÈGLES DE LA REPRÉSENTATION, DE L'EXERCICE ET DE LA SÉPARATION DES POUVOIRS

Je pense qu'il ne faut diaboliser et généraliser une situation. Dans chaque pouvoir, la majorité des personnes travaillent avec éthique et déontologie tout en essayant de respecter cette séparation des pouvoirs. Chaque système à ses qualités et ses défauts, le nôtre n'est pas parfait mais il a le mérite d'exister et de fonctionner, pas toujours de façon optimale, mais il fonctionne. On en revient toujours à la sous-question : remplacer par quoi et par qui ? Il est facile de critiquer quelque chose, d'émettre des théories fumeuses sur papier, mais il faut des propositions et qu'elles fonctionnent. Je pense que l'histoire est une grande source d'inspiration,...Il suffit parfois de regarder dans le rétroviseur pour se rendre compte que notre société « si imparfaite pour certains » ne fonctionne pas si mal que cela.

Par ses services publics, l'État est un prestataire de service à l'égard de ses concitoyens et joue le contrepoids à l'égard du secteur privé et de ses dérives éventuelles. La redistribution par le service public constitue une condition sine qua non pour rétablir la justice sociale. Sans cette redistribution par le secteur public, différents services ou activités tomberaient dans le giron du privé où le seul et unique leitmotiv est le « pognon ». Par conséquent, il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain, aucun système n'est parfait. Il y a toujours moyen de faire mieux. Mais si on compare nos structures publiques

et les services qui sont rendus à la population à d'autres pays, je pense que nous n'avons pas à rougir. Je vous invite à aller voir dans d'autres pays européens le mode de fonctionnement de leurs services publics et de comparer ! Sauf erreur de ma part, le secteur public occupe plus de 800.000 personnes et je pense que pour les plus grande majorité d'entre eux, ils essayent de faire du mieux qu'ils peuvent avec les moyens dont ils disposent. Il faut arrêter de diaboliser le travailleur du secteur public en lui donnant l'image d'un « fainéant » qui est toujours malade ! En ce qui me concerne, je remercie ces 800.000 personnes pour le travail qu'elles réalisent chaque jour, car cela n'est pas toujours facile. Comme je l'ai dit plus haut le « client » devient de plus en plus exigeant, mais cela est-il toujours justifié ? Il ne faut pas perdre de vue que le/les bénéficiaires sont parfois responsables de certaines situations. Il y a énormément d'évolutions positives. En ce sens, à l'heure actuelle, en grande majorité, les dépenses en lien avec le service public sont légitimes et justifiables. Il y a 20 ans, ce n'était absolument pas le cas. Pendant très longtemps, les services publics ont été gérés sur un coin de table avec des petits jeux politiques parfois malsains où l'intérêt des citoyens n'était pas la priorité. Par la force des choses, les services publics ont dû évoluer au niveau de la qualité des services rendus, le « client » est devenu plus exigeant et surtout ne se laisse plus faire. Concernant le lien avec le marché, il faut être réaliste: à l'heure actuelle, le marché est prédominant par rapport au reste, il s'agit d'un constat ! La question est de savoir si à un moment donné les pouvoirs publics peuvent reprendre la main sur certaines choses. Il suffit de regarder les différents lobbies qui interviennent indirectement dans les dossiers européens de façon positive ou négative. Il faut une remise en question et une volonté pour que le marché et le service public puissent cohabiter en ayant des compétences spécifiques, mais tout en étant complémentaires éventuellement sur certains points.

SERVICE PUBLIC, UNE GARANTIE POUR L'ÉGALITÉ D'ACTION

STÉPHANE HAZÉE
ECOLO



La démocratie quand on en parle finalement, on a souvent en tête le fait d'aller aux élections et voter. C'est un peu le symbole de la démocratie. Mais la démocratie c'est beaucoup plus : on retrouve d'une part la dynamique de participation de la population dans la manière dont le pouvoir est exercé mais c'est aussi de mon point de vue, un projet où finalement chaque citoyen a sa place. Ça veut dire qu'il y a une manière logique d'égalité qui doit être promue par les pouvoirs publics et ça passe finalement par un service public. Le service public existe à la fois pour permettre au gouvernement de mettre en œuvre une politique dans une direction qui est donnée et qui a reçu l'assentiment d'un parlement, lui-même émanant de la population. Mais ce service public a aussi pour mission de pouvoir contribuer à l'exercice des libertés par les citoyens et notamment à ce projet d'égalité. Lorsque par exemple, l'État finance l'enseignement, pour prendre un exemple assez évident, c'est évidemment un service public qui est fourni à la population mais c'est aussi un projet, le projet d'une égalité d'accès à un certain nombre de services en l'occurrence la gratuité de l'enseignement, même si on sait qu'il y a encore un certain nombre de pas à franchir pour atteindre cet objectif.

Clairement, la justice sociale est un des buts de notre projet politique ; nous estimons que la société aujourd'hui dans notre pays, sur notre continent, est une société dans laquelle il y a un certain nombre d'injustices qu'il faut pouvoir combattre pour atteindre une société plus solidaire. Cette justice sociale passe par différents leviers et les services publics sont l'un de ces leviers. Si je prends par exemple l'enjeu de la redistribution des revenus à partir d'une fiscalité plus juste, c'est évidemment aussi un levier important de la justice sociale. Le fait que l'État, les pouvoirs publics, de manière générale, puissent fournir un certain nombre de services à la

population amène finalement une garantie d'une égalité d'accès à ce service, une égalité d'accès en lien avec le niveau de revenu, l'état de la « fortune » de la personne. C'est aussi une égalité d'accès en lien avec l'enjeu du territoire par exemple. Lorsqu'on évoque le service public postal, il est clair que c'est un enjeu que l'ensemble du pays puisse recevoir son courrier tous les jours de la semaine, et bien évidemment cela coûte beaucoup plus cher d'amener le courrier dans une boîte postale qui se trouve sur un territoire rural qu'en plein cœur de Bruxelles. C'est justement l'enjeu du service public de pouvoir garantir ce service à un prix qui est le même pour tout le monde. Donc qu'il y ait finalement une mutualisation des coûts. C'est là également un enjeu important en termes de justice sociale.



Ceci étant dit, pour renforcer l'idée de séparation des pouvoirs et cette logique participative, nous pensons qu'il pourrait être très opportun d'impliquer des citoyens tirés au sort dans certaines procédures, dans certains débats. À titre d'exemple, nous avons proposé ici au Parlement Wallon de créer des commissions mixtes qui seraient composées pour moitié de parlementaires et pour moitié de citoyens tirés au sort. Des citoyens qui dès lors, pour accomplir cette mission, seraient rémunérés afin de pouvoir bien sûr allier cette activité de citoyens tirés au sort avec leur vie personnelle. Autre élément,

certaines procédures comme la vérification des pouvoirs, c'est-à-dire la validation des élections, juste après le scrutin, sont aujourd'hui assurées par le Parlement.

Nous ne pensons pas que c'est une bonne manière de faire que ce soit le Parlement qui contrôle sa propre élection. La proposition que nous avons faite est qu'il y ait

une commission qui soit établie avec d'une part des experts (parce qu'il y a des questions juridiques qui se posent et qu'il faut évidemment les examiner) et aussi des citoyens tirés au sort qui pourraient ainsi,



de manière tout à fait détachée des élus ou des futurs élus, pouvoir valider les élections. La même commission, composée de citoyens tirés au sort et élus, pourrait aussi être celle qui pilote le processus de consultation populaire régionale. Puisque l'on a aujourd'hui un Décret qui organise une consultation populaire régionale en Wallonie même si elle n'a encore jamais été mise en œuvre.

Mais c'est le Parlement qui conduit le Parlement. Nous pensons que ce serait intéressant dans ce genre de processus à la fois pour la qualité des décisions prises mais aussi pour le signal donné à la population de revenir sur la question de la confiance dont je parlais tantôt qui a une telle implication pour une telle commission. La même commission pourrait aussi être celle qui contrôle les dépenses de campagnes pour que ce ne soit pas encore une fois le politique qui contrôle le politique ; ce qui n'est pas un bon système.

Concernant le problème des dépenses du service public, il paraît évident qu'elles sont légitimes et justifiables dès lors qu'elles poursuivent un objectif d'intérêt public. Le niveau des dépenses publiques,

des prélèvements obligatoires sur la population, est critiqué. Évidemment, certains pays paient, vulgairement, plus d'impôts, mais il n'y existe pas de services publics, pas de transfert de sécurité sociale. Certes les impôts sont plus faibles mais les citoyens doivent ensuite payer des sommes drastiques pour les études, les soins de santé...

Et l'accès à ces services est nettement déséquilibré entre les citoyens, selon leurs moyens bien entendu.

UN SERVICE PUBLIC TRANSNATIONAL / EUROPÉEN

L'idée de créer un tel service public me semble belle. Mais elle est soumise à un long chemin, l'Europe étant constituée d'institutions, d'un Parlement... Le vote prochain peut être déterminant. Nous espérons que les idées progressistes avancent, même si nous avons plutôt des craintes sur certains pays en particulier. De plus, le Conseil européen, le Gouvernement, penche clairement à droite. L'idée d'un service public européen ne semble donc pas être à l'ordre du jour. Pourtant, ce serait nécessaire. Dans beaucoup de pays européens la crise sévit, et on se demande à juste titre quelle est l'utilité de cette Europe. Il y a là un espace pour des initiatives européennes qui peuvent favoriser, rétablir, une belle image de l'Europe. Ainsi, le projet Erasmus, perfectible bien sûr, est un bon exemple de ce que peut accomplir un projet européen. Dans bien d'autres domaines il y aurait matière, et grand intérêt, à sortir des frontières d'un Etat : les transports en commun en font partie, de même que le secteur du numérique. Cela répondrait aux besoins des citoyens, renforcerait ces vecteurs en Europe, et serait profitable au développement social économique et culturel. Pour ce faire, il faut des moyens, forcément, mais on peut prendre des initiatives, à l'échelle de l'Union européenne, au niveau fiscal. L'Europe a beaucoup de leviers à sa disposition, encore faut-il convaincre les gouvernants de les utiliser.

Bien sûr, la légitimité des services publics est en lien direct avec l'efficacité de ces derniers. Il y a là une obligation de résultats, et de remise en cause par les gouvernants qui ont reçu la confiance de la population, afin de renforcer, d'optimiser le service public et par la même la confiance envers les institutions. L'enjeu de la confiance est un enjeu majeur de la Démocratie. Les scandales nés de pratiques douteuses de ceux-là mêmes à qui on a confié la gestion de l'État nuisent à bien des égards à cette confiance, remettant même en cause d'autres structures. Nous pensons, chez Ecolo, qu'il faut vraiment lutter de manière très forte contre ces dérives et relever le niveau des règles publiques (de transparence, de prévention de conflits d'intérêt, de décumul des mandats...) de sorte à regagner la confiance des citoyens, indispensable à la démocratie.

Un certain nombre de citoyens regardent d'un œil circonspect, méfiant, voire hostile, le service public. Le service public repose sur une adhésion de la population. Certains courants libéraux ou populistes mettent en cause ce service public à travers un devoir qui n'est pas rempli avec plaisir, à l'unanimité: les impôts. En jouant sur ce terrain populiste, on peut faire croire à la masse qu'elle gagnerait à ne plus

financer le service public grâce à leurs contributions obligatoires. C'est très vicieux : lorsque l'on baisse les impôts il est fréquent que les plus nantis soient ceux qui en profitent le plus. Le changement de ce système devrait impérativement passer par une fiscalité plus juste, une mise à contribution plus grande de ceux qui ont davantage de capacité contributive. Pour renforcer la légitimité des dépenses du service public, et par là même du service public en lui-même, il faut d'abord conscientiser sur ce qui est représenté par ce service, des frais liés à des études, à des soins de santé... Ainsi, la part payée par la collectivité serait plus apparente. Un travail d'information est nécessaire. Ensuite, l'enjeu de la justice est primordial. On ne peut s'étonner de la colère des citoyens quand ils sont témoins des détournements en matière de contribution, par les grandes multinationales, et des trébuchements des mécanismes anti-fraude sociaux. Le troisième levier réside dans l'assainissement des pratiques du monde politique à ce sujet. L'argent prélevé doit servir à un service pour le citoyen et non être saigné par quelques individus qui s'en remplissent les poches.

Le rétablissement de la confiance des citoyens est essentiel pour une véritable démocratie.

DOSSIER

Les corps intermédiaires et l'éveil citoyen

La question citoyenne occupe une place importante dans les débats de société. L'état de santé actuel de la démocratie ne fait qu'accentuer ce questionnement. L'entière responsabilité n'en revient pas qu'aux seuls représentants politiques. Seules une lecture et une analyse globales, promues dans les différentes sphères de la société, notamment les corps intermédiaires dans leurs différents espaces et leurs multiples champs d'action : associatif, enseignement et éducation, médias, syndicats, éducation permanente... sont susceptibles d'apporter des éléments de réponses à la crise de la démocratie que nous vivons actuellement, et capables, avec la complicité du citoyen, d'œuvrer pour une conscience et une intelligence collectives qui plaident pour le bien être de l'individu dans la société.

C'est dans cette optique que PluriCité a choisi de consacrer une place, dans chacun de ses numéros à suivre, à un corps intermédiaire pour questionner son interaction avec la chose publique et sa participation dans l'éveil citoyen.

Les médias ont été désignés, pour ce 23^e numéro, comme le corps intermédiaire à mettre en avant dans ce dossier, par des analyses, des lectures et des entretiens que nous avons réalisés. Il est clair que les médias constituent un acteur de premier plan pour le développement d'une citoyenneté active. Ils jouissent d'une autorité qui les positionne, aux yeux d'une large frange de la population, comme des miroirs fidèles de la société dans laquelle nous vivons. Ils influencent chacun d'entre nous, selon notre niveau d'instruction, dans la perception que nous nous faisons de l'Autre, vision qui contribuera à notre positionnement en tant que citoyen.

Inutile de rappeler que les médias se multiplient, se diversifient, et ne sont nullement épargnés par l'évolution technologique imposée par l'air du temps. Notre enquête/analyse a visé les médias généraux comme les médias alternatifs, tout en associant les institués de l'espace médiatique. Les médias, aujourd'hui, se veulent des acteurs prédominants de la chose publique, se mesurent avec les différents pouvoirs et s'entrelacent avec le politique comme le marché.

C'est ainsi que nous avons choisi de mettre en exergue quelques approches politiques sur les médias, et notamment sur leur rapport avec ce corps qui ne cesse de se développer, dans le général comme dans l'alternatif.

Les thématiques telles que le rapport des médias à l'éveil citoyen, leur financement comme leur indépendance ont constitué la place centrale de nos explorations et de nos lectures

Médias, neutralité et engagement

Quel engagement, dans l'univers médiatique, pour dynamiser la citoyenneté, accompagner la démocratie et contrôler l'action politique dans le sens le plus large du terme ? Peut-on considérer les médias comme des acteurs de transformation et d'évolution de la société ? Dans quelle mesure peuvent-ils se positionner dans les débats de société les plus clivés ? Comment peuvent-ils apporter des éléments d'éclairage qui coïncident avec l'esprit critique du citoyen, moteur de tout éveil et de chaque mouvement continu ? Enfin, les médias doivent-ils s'habiller de neutralité et d'indépendance pour distiller toute information ?

Quel engagement, dans l'univers médiatique, pour dynamiser la citoyenneté, accompagner la démocratie et contrôler l'action politique dans le sens le plus large du terme ? Peut-on considérer les médias comme des acteurs de transformation et d'évolution de la société ? Dans quelle mesure peuvent-ils se positionner dans les débats de société les plus clivés ? Comment peuvent-ils apporter des éléments d'éclairage qui coïncident avec l'esprit critique du citoyen, moteur de tout éveil et de chaque mouvement continu ? Enfin, les médias doivent-ils s'habiller de neutralité et d'indépendance pour distiller toute information ?

Plusieurs constatations et diverses interrogations qui trouveront des lectures, des analyses et des réponses sous différents angles sous les acteurs de la sphère médiatiques.

Avec Jean-François Dumont « Indépendance, dépendance ou neutralité, quelle place pour l'éveil citoyen ? », Daniel Soudan « Information, esprit critique et implication », et Muriel Hanot « Élite médiatique, honnêteté et neutralité ».

INDÉPENDANCE, DÉPENDANCE OU NEUTRALITÉ, QUELLE PLACE POUR L'ÉVEIL CITOYEN ?

JEAN-FRANÇOIS DUMONT
JOURNALISTE INDÉPENDANT



Il y a une vision classique, traditionnelle qui est celle d'une presse indépendante. Il est préférable de dire « indépendante » plutôt que « neutre », la notion de neutralité peut être suspecte : par moments, la neutralité n'est pas loin de la lâcheté ou de l'absence d'éthique et de prise de position. Cette vision classique se retrouve plutôt dans la distance, l'indépendance : on va constater les choses, on va constater les combats, les expliquer et recueillir sur le plan des opinions, celles de gens qui ne participent pas à ces combats, voire qui les contestent. À l'inverse de cette vision classique, on a la vision d'une presse qui se mouille davantage, d'une presse engagée, mais dont on doit bien constater qu'aujourd'hui elle est extrêmement rare, notamment pour des raisons économiques. Cette presse engagée se positionne clairement vis-à-vis du public, épouse des causes, revendique des valeurs et fait œuvre de soutien. La presse n'a pas pour raison d'être d'apporter son soutien à qui que ce soit. C'est souvent une revendication, et une erreur, de la part des gens qui attendent de la presse ce qu'elle n'est pas en mesure de donner. La presse n'est pas l'organe des relations publiques, elle n'est pas l'organe de combat de qui que ce soit, sauf, encore une fois, si on se réfère à une presse engagée qui, dans le passé, était même une presse de combat.

Derrière la fameuse demande d'objectivité de la presse, il y a un autre message ; le public voudrait que la presse épouse ses propres valeurs, sa propre grille de lecture, ses propres combats. Dès lors qu'elle ne le fait pas, la presse est pointée comme au service des autres, des puissants, comme une presse qui n'est pas objective, qui sert le grand capital.

Il faut se rendre compte que, lorsqu'il y avait en Belgique une presse de gauche (par exemple la Wallonie des métallurgistes FGTB, la Cité gauche chrétienne et autre), les gens qui n'étaient pas de

cette sensibilité-là tenaient exactement le même discours : « ces journaux de gauche ne sont pas objectifs, ce sont des journaux de combats ».

On peut remarquer et regretter, évidemment, qu'aujourd'hui les seuls médias à grand public sont des médias d'une sensibilité globalement économique, libérale, de centre/droite, avec des nuances bien sûr, et que les seuls journaux qui ,peut-être, sont un peu à contre-courant de l'idéologie dominante sont des magazines un peu plus discrets et à faible diffusion. On est dans un bain idéologique majeur qu'aucun média, sauf certains médias alternatifs, ne cherche à combattre. Il y a de grands absents qui sont les journaux qui se revendiquent d'un cadre de valeur progressiste de gauche. Il serait incorrect d'affirmer que tous les journalistes sont de droite. Au contraire la dernière grande enquête a révélé des chiffres tout à fait étonnants : une majorité de journalistes vote à gauche (socialiste, PTB ou écolo). Les écolos faisaient ainsi un score absolument surprenant au sein de la corporation des journalistes. Cela étant, les journalistes travaillent dans des entreprises où ce n'est plus le politique qui « donne le la », la dimension économique a pris le pas et ce avec un poids de la logique économique qui est largement supérieure au poids de la logique idéologique ou éditoriale. Dès lors que cette logique économique surplombe le tout, on constate que les entreprises de presse aujourd'hui sont des entreprises dans une mouvance libérale de droite.

Tout ne doit pas venir des médias, il faut aussi que les citoyens aient le sens de l'approche et du contact avec les médias et le public. Par ailleurs, il faut remarquer aussi que la sensibilité des médias évolue sur certaines thématiques au cours du temps. C'est ainsi que l'on voit les préoccupations écologiques, environnementales, s'accroître chez les citoyens. Cela a fait écho dans les médias et suscité même la création d'espaces dédiés à ce thème-là.

INFORMATION, ESPRIT CRITIQUE ET IMPLICATION

DANIEL SOUDANT
CLARA ASBL



Au-delà du média, le citoyen doit absolument adopter un sens critique et une analyse des contenus qu'on lui propose. C'est le réel enjeu de l'éveil du citoyen. Revenons sur l'exemple de la critique faite au monde politique. Dire d'emblée «les politiques sont tous des pourris», sans analyser chaque situation, chaque acteur, ne constitue pas une analyse cohérente.

Les médias ont un rôle fondamental à jouer dans la pédagogie de la critique de l'information et malheureusement on ne peut pas dire que tous les médias jouent le jeu. Nous sommes dans un pays où l'on a perdu le système du média d'opinion.

Il y avait une époque où les médias pouvaient afficher clairement leur appartenance politique (partis des ouvriers belges, socialistes, libéraux, catholiques...). Chacun avait son propre organe de diffusion d'idées.

Aujourd'hui, nous nous trouvons dans une perspective sensiblement différente où les médias, ou en tout cas la plupart d'entre eux, ne sont pas rattachés à un organe politique. Dans ce cas, quand un média n'a pas de connotation politique, il ne doit pas forcément être neutre mais il a le devoir d'être honnête.

Par rapport à l'éveil citoyen, s'il est vrai que dans ce cas il s'agit bien d'un de leur rôle, il ne faut, néanmoins, pas mettre la focale sur le monde médiatique.



On peut se demander dans quelle mesure le monde associatif vise comme objectif l'éveil du citoyen. Ou en tout cas dans quelle mesure il y contribue.

Les personnes qui fréquentent ces associations sont-elles simplement mises sous tutelle de l'association pour x ou y raison ou au contraire, ces associations visent-elles à l'épanouissement de leurs usagers ? On peut se poser toute une série de questions et sans cesse critiquer nos démarches au quotidien car la citoyenneté au-delà d'être une démarche individuelle est une pratique collective.

Au-delà du média, le citoyen doit absolument adopter un sens critique et une analyse des contenus qu'on lui propose. C'est le réel enjeu de l'éveil du citoyen.

ÉLITE MÉDIATIQUE, HONNÊTÉTÉ ET NEUTRALITÉ

MURIEL HANOT

CONSEIL DE DÉONTOLOGIE JOURNALISTIQUE (CDJ)



Le reproche que l'on fait aux journalistes de faire partie d'une élite, et par là même d'être détachés des préoccupations du quotidien de ceux qui ne feraient pas partie de la même « sphère » s'inscrit dans la crise de confiance profonde qu'il y a entre les publics et les différents médias. Ce reproche est dirigé contre « les médias » en général sans considérer qu'il y a aussi des médias alternatifs qui dénoncent cet élitisme. Cette crise de confiance pointe du doigt un reproche selon lequel les journalistes fonctionnent dans un entre soi, sont proches des politiques, des acteurs économiques qui les interviewent et qu'ils rencontrent au quotidien, et que par conséquent ils sont imperméables à ce qui se dit ailleurs. C'est un reproche que l'on peut effectivement formuler ; le fait de ne pas varier les personnes de contact, les experts et autres, peut questionner.

Pourtant, il est normal qu'un journaliste qui se spécialise dans le domaine politique rencontre le premier Ministre ou d'autres personnalités liées au pouvoir. Le problème qui peut se poser n'est pas déontologique (sauf s'il y a omission d'informations, conflit d'intérêt...). Le reproche se fait également par perception, par intention. Est-ce qu'un journaliste qui a souvent des contacts à travers des interviews du premier Ministre, est nécessairement proche de ce dernier ?

Prenons l'exemple français pour illustrer cette « proximité » entre différentes élites. Certains animateurs en France sont proches du pouvoir, fréquentent les mêmes milieux, donc ils seraient, par essence, perméables. Est-ce qu'un animateur ou un présentateur de JT qui serait « surpris » à dîner avec un politique ou un acteur économique,

pense pour autant de la même façon ? Il y a de la perception, de la généralisation et parfois il y a des faits qui peuvent amener à conclure cela. Il y a également le simple fait d'aller vers des personnes qui vous ressemblent, qui viennent du même milieu, qui ont fait des études avec vous... C'est un effet de proximité et beaucoup de personnes agissent ainsi dans la vie quotidienne. La problématique ne se situe pas dans le fait de rendre compte d'une thèse mais plutôt que celle-ci vise à exclure des éléments d'informations qui ne conviendraient pas à la thèse que l'on défend. On croit souvent, à tort, que le journaliste ne peut pas avoir d'opinions.

On croit souvent, à tort, que le journaliste ne peut pas avoir d'opinions. Le journaliste ne doit pas être neutre, il doit être honnête, le code de déontologie ne dit pas objectivité, mais honnêteté.

Le journaliste ne doit pas être neutre, il doit être honnête, le code de déontologie ne dit pas objectivité, mais honnêteté. L'honnêteté s'incarne dans tout son travail. Au-delà de la problématique liée aux accointances entre élite, il a surtout l'accès au monde du média, qu'on le considère comme étant élitiste ou pas. Comme illustration, nous pouvons poser le problème de

représentativité de la diversité à l'écran. Pourquoi, par exemple, y a-t-il si peu de représentations de diversité d'origines à l'écran ? Parce que le monde médiatique est à l'image du monde réel, c'est-à-dire que là où il y a du pouvoir c'est essentiellement masculin et blanc.

Quand des journalistes fonctionnent, ils ont tendance à aller vers ceux qui leur ressemblent ou à chercher une personne qui entre en phase avec leur schéma. Les travaux sur les questions de représentation de la diversité à l'écran montrent les défaillances qui subsistent. C'est sur cela qu'il faut travailler.

MÉDIAS, UNE RESPONSABILITÉ SUR LA PLACE PUBLIQUE

EMILIEN HOMMÉ
SAMARCANDE



Le fait de défendre l'idée que les médias généraux ne favorisent pas l'éveil du citoyen ne doit pas être écarté sous prétexte qu'ils proposent certains programmes sérieux, informent sur l'actualité ou sur les élections.

Ces médias diffusent énormément de préjugés, de stéréotypes et de raccourcis dangereux. Ils pointent du doigt certaines communautés et ne favorisent pas le lien entre les citoyens. Du fait de leur très grosse audience et de leurs énormes moyens financiers, ils ont une lourde responsabilité envers les citoyens mais ils ne la considèrent pas.



En tant que média alternatif nous tentons d'apporter un peu de pluralité dans notre manière de diffuser l'information. Des médias tels que les nôtres tentent bien de collaborer avec certains médias généraux, pourtant les deux mondes ne peuvent se comprendre : nous n'avons ni les mêmes objectifs, ni les mêmes codes et nos enjeux sont très différents.

Selon moi, il y a certainement plus de responsabilisation à l'éveil citoyen dans certains médias de proximité que dans les médias généralistes.

Il y a, en effet, davantage de possibilité pour le citoyen de faire entendre sa voix via les médias de proximité. Ces médias peuvent réellement accompagner les projets du citoyen et faire valoir leurs causes. Les communes devraient, d'ailleurs, aller beaucoup plus loin avec leurs journaux de proximité ou encore avec les télé locales.

Ces initiatives donnent plus de place aux citoyens, il faut donc les favoriser, les financer et les soutenir. Le média mainstream se cache trop souvent derrière le code de déontologie journalistique, le devoir de neutralité ou encore la liberté de la presse, pour éviter de donner la parole à des voies alternatives ou à des citoyens engagés.

Cette position est assez hypocrite dans la mesure où quand il s'agit d'apporter un écho aux revendications citoyennes la sacrosainte neutralité est d'application et le média n'accompagnera pas les personnes engagées, ou en tout cas de manière insignifiante.

Par contre, pour accorder de longues heures d'antenne à certaines élites politiques ou économiques, dans le but de diffuser leurs idées, la neutralité est un peu plus nuancée.

Il y a certainement plus de responsabilisation à l'éveil citoyen dans certains médias de proximité que dans les médias généralistes.

MÉDIA D'INVESTIGATION, INFORMATION ET REVENDICATION

MICHEL COLLON
INVESTIG'ACTION



Regardons ce que les citoyens et leurs mouvements et collectifs peuvent réaliser, dans le domaine médiatique comme dans celui de l'action citoyenne en général. C'est avant tout à partir de ces mouvements que peuvent émerger de vrais contre-pouvoirs, notamment dans le domaine des médias. Je vais être très critique sur les journalistes évoluant dans les médias dominants.

Je dirais que 10 % d'entre eux effectuent un réel travail d'investigation, et se retrouvent dans le journalisme véritable, d'autres, 10 % également, vivent bien, ont choisi de jouer le jeu du système (ceux-là se retrouvent bien souvent aux postes-clés et sont gratifiés d'un bon salaire).



Quant aux plus de 80 % restant, ce sont les nombreux journalistes qui sont à peu près coincés par leur situation, entre leur volonté d'exercer pleinement leur profession et les enjeux de rémunération.

On peut nourrir de l'espoir en constatant que les médias dominants sont de plus en plus mis en question ; les jeunes, surtout, cherchent d'autres sources, surtout sur Internet. Certes, on y trouve le meilleur, mais aussi le pire, les critiques délirantes, qui ne se basent sur aucune recherche rigoureuse.

Une condition essentielle est donc de se documenter sérieusement, avant de défendre une position. Une autre condition essentielle, pour le développement de contre-pouvoirs, serait que les gens s'organisent, ou se réorganisent – le mouvement anti-guerre a eu une grande ampleur, dans le passé, mais il a gravement décliné.

Cependant, ce passé, et l'histoire en général montrent que les mobilisations, les résistances sont possibles. Par exemple, en 2002, les médias vénézuéliens – tenus alors par l'establishment – avaient tenté de faire croire que Chavez avait fait tirer sur la foule, alors qu'il s'agissait de sniper de la CIA, dont le but était de justifier un coup d'État.

De nombreux citoyens se sont mobilisés pour diffuser la vraie information, puis ont organisé rapidement un grand mouvement de protestation, qui a su empêcher le putsch. En 2004, des citoyens ont su démasquer le mensonge du gouvernement Aznar, qui voulait attribuer les attentats de Madrid à l'ETA, alors qu'ils avaient été perpétrés par Al-Qaïda, suite à l'implication de l'Espagne dans l'invasion de l'Irak.

La vérité a pu se faire, Aznar a perdu les élections, et les militaires espagnols ont quitté l'Irak. Et il y a de nombreux autres exemples. Concernant la soit disant neutralité des médias en lien avec leur positionnement dans le débat de société, elle constitue un sujet épineux : ainsi le résultat global n'est pas positif, en tout cas vis-à-vis des enjeux sensibles.

Depuis que j'ai commencé mon travail critique sur les médias dominants, en particulier autour des

guerres où nos pays sont impliqués, j'ai pu constater ceci : par rapport à de tels sujets, on observe dans ces médias, bien souvent, à peu près tout ce que la formation journalistique proscrit.

Absence de sources, non-vérification des sources, attribution de victimes à un camp quand elles ont manifestement été causées par l'autre... Et quand les journalistes essaient de faire leur travail sur ces enjeux-là, on peut assister à des phénomènes incroyables, comme le fait que des rédactions changent les titres initiaux de certains articles, de sorte à faire dire à ces titres, très exactement, le contraire de ce que dit l'article lui-même !

Or, on sait que la plupart des lecteurs se limitent aux titres. Toujours en ce qui concerne ces sujets très sensibles, comme les guerres des pays de l'OTAN, on s'aperçoit aussi très souvent que ce que les articles et reportages diront a été décidé avant leur réalisation, dans des capitales occidentales.

Et on sélectionnera alors les interviews qui iront dans le sens d'une confirmation de ces discours

construits d'avance. Autre phénomène et technique très intéressants à observer : le faux débat.

On organise des débats sur des points secondaires, comme par exemple la manière dont une guerre se fait, mais pas sur la question des vraies raisons de cette guerre, ou de sa légitimité. J'ai pu me rendre compte de tout cela, entre autres, par rapport aux guerres contre l'Irak, la Yougoslavie, la Lybie, la Syrie... Ces guerres ont eu lieu non seulement dans ces pays, mais aussi, tout autant, dans le champ médiatique. Il faut parler de véritable propagande. Considérant le traitement accordé à ces sujets, on ne peut pas considérer l'éveil citoyen comme une visée des médias en question...

Ceci dit, cela ne se limite pas au thème des guerres. Pensons par exemple aux discours médiatiques sur les élus qui tentent de résister. Un exemple actuel : les accusations aberrantes d'antisémitisme portées contre Jeremy Corbyn, l'un des rares hommes politiques qui s'efforce de suivre d'autres voies que celles du courant dominant.

On s'aperçoit aussi très souvent que ce que les articles et reportages diront a été décidé avant leur réalisation, dans des capitales occidentales.

Médias, quels financements pour l'indépendance journalistique ?

Les finances dominant, oppressent et subordonnent. Soutenues par le marché, elles défigurent l'autorité de la collectivité et propulsent la puissance de l'argent. Les budgets priment sur le projet et la vision de société ne peut exister qu'en se nourrissant, s'alimentant, de la part laissée par la majesté du marché. Les médias n'échappent nullement à cette réalité et l'intellectuel peine à conserver une indépendance qui reste plus dans le domaine du rêve et du souhait que dans celui de la pratique et des agissements au quotidien.

Il est très difficile de parler de neutralité et d'indépendance quand les puissances financières s'approprient les médias, imposent leurs lignes éditoriales, domestiquent leurs contenus et élisent les moments les plus adéquats pour les déverser.

Les médias alternatifs se veulent une contre puissance financière, luttent, révèlent et informent sur les inadéquations et les défaillances du système médiatique face à la noblesse de l'information, à la justesse de la communication dans le développement de l'esprit critique et l'élévation de l'éveil citoyen.

Alexandre Pennasse « Kairos », Benjamin Moriamé « Médor » et Christophe Dubois « Symbiose Magazine » nous livrent avec son style et humeur, ces éclairages sur cette grande thématique, qui ne cesse d'influer et peser sur le traitement de l'information.

MÉDIA, BESOIN DE FINANCEMENT ET EXIGENCE DE LIBERTÉ D'EXPRESSION

ALEXANDRE PENASSE
KAIROS



Si on s'interroge sur la subordination des médias à l'État et leur dépendance par rapport au marché, on s'interroge en fait sur la même chose, étant donné que l'État est précisément subordonné au marché... On trouve certes dans les médias des gens qui font bien leur travail. Mais ce sont des environnements assez invivables, pour de telles personnes. À côté de toutes celles qui rentrent finalement dans le rang, le risque de la dépression, du burn-out, voire même du suicide, est grand. La raison centrale de cette situation : la propriété des médias.

En tout cas, pour moi, il est clair qu'un média ne doit être dépendant de rien du tout. La réalité est autre, notamment à cause des questions de propriété. En France, les médias appartiennent plutôt à de grands groupes industriels ; en Belgique, leurs propriétaires sont de grandes familles. Si celles-ci sont critiquées, elles usent de divers moyens de pression, bien que des rédactions à leurs ordres les dispensent la plupart du temps d'intervenir directement.

C'est ce qui s'est passé tout récemment, quand Financité, qui collaborait avec la Libre Belgique, a pointé une banque pour ses investissements dans les armes nucléaires. Or, un membre d'IPM (groupe qui édite la Libre) est aussi membre du conseil d'administration de cette banque. Les pressions ont suivi immédiatement, et la Libre Belgique a finalement rompu sa collaboration avec Financité, qui refusait de retirer sa critique.

Concernant les médias publics, une raison importante de leur manque de liberté est la composition de leurs conseils d'administration. Celui de la RTBF, par exemple, est constitué

SUBVENTION=SUBORDINATION ? LE CAS DE KAIROS

Certes, nous recevons des subsides de la FWB, dans le cadre de l'aide à la presse périodique – même si ça ne représente qu'une très petite somme, par rapport au travail qu'on doit fournir. Malgré ça, certains critiquent le fait qu'on reçoit cette aide. Je peux le comprendre, mais nous leur répondons qu'être confronté à la réalité mène à un avis différent. Il n'était plus tenable de gérer Kairos parallèlement à des travaux alimentaires. Et cette aide nous laisse totalement libres. Certes, le risque de l'autocensure est latent ; mais nous ne nous sentons pas soumis à l'État. Et si ça changeait, on assumerait la perte de cette aide. On vient d'ailleurs déjà d'en perdre 15%... On ne sait d'ailleurs pas pourquoi, car le fonctionnement de l'organisme concerné est quand même assez opaque – les personnes qui y travaillent sont très compétentes, mais les règles ne sont pas claires. Et il faudrait questionner fondamentalement l'aide à la presse, quand on voit le type de médias qui sont subventionnés...

principalement de politiques du MR, du PS et du CDH. Il est clair également que les régies publicitaires ont un énorme pouvoir. Et quelqu'un comme Jean-Paul Philippot, administrateur général de la RTBF, est lié à ces milieux. Il est d'une promotion de Solvay, et sa compagne est à Vivaqua. Il a aussi été chef de cabinet adjoint d'un ministre PS., et j'en passe. La censure est une réalité, mais, plus que de pressions, elle découle surtout de l'idéologie dominante, dont les représentants n'acceptent pas d'être attaqués – par exemple, en étant questionnés par rapport à leur richesse financière, en lien avec les inégalités sociales... On peut promouvoir la charité, mais pas demander pourquoi les pauvres sont pauvres, s'attaquer aux vraies causes des inégalités sociales...

FINANCEMENT = MUSELIÈRE DE L'INDÉPENDANCE JOURNALISTIQUE ?

BENJAMIN MORIAMÉ
MÉDOR



Les médias professionnels d'information sont financés selon un système qui bride l'indépendance journalistique. Ils sont dépendants de la publicité (surtout la publicité automobile), qui les finance très largement.



Ils sont dépendants de leurs actionnaires, qui sont peu connus. Ils sont également dépendants de leurs publics.

Un gros handicap des médias est leur manque de moyens. Le nombre de journalistes salariés diminue partout depuis au moins quinze ans (suite à l'apparition d'internet, qui attire mieux les annonceurs et les multinationales qui achètent de l'espace pub). Les infos privilégiées sont alors les informations « prêtes à l'emploi », c'est-à-dire livrées « clé-sur-porte ».

De tels communiqués, bien ficelés, souvent accompagnés de belles photos, sont essentiellement fournis par les puissants : autorités locales ou supra-locales, grandes entreprises... En conséquence, les petites associations et les citoyens, parce qu'ils

communiquent en général moins bien, ne reçoivent que très peu d'attention. Si ça continue comme ça, on risque de ne plus avoir, dans les médias de masse, que des comptes rendus qui collent au plus près à l'agenda des puissants.

Concernant le financement du média, chacun se finance comme il veut. Avec les multinationales, avec les ministères... Tout le monde ne peut pas trouver un système de financement citoyen et garantir son indépendance comme Médor l'a fait. Dans un premier temps chaque média professionnel devrait afficher clairement l'origine de ses ressources.

*Ensemble, des médias divers
et variés peuvent garantir
une information valable de
la population. C'est d'ailleurs
indispensable pour maintenir en
vie le débat démocratique.*

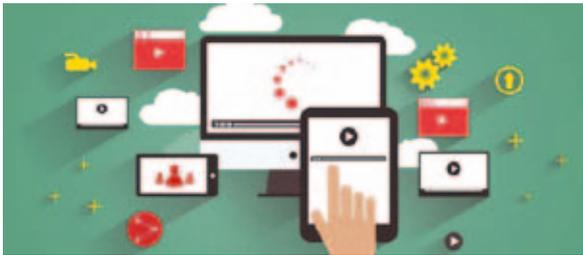
La transparence du budget est une notion essentielle. Sans cela, on trompe le lecteur. Ensuite, c'est au citoyen de tenir compte de cette dépendance financière pour relativiser et vérifier l'information. Une diversité de médias est toujours nécessaire pour fonder une opinion sur un fait, un événement ou un phénomène de société. Ensemble, des médias divers et variés peuvent garantir une information valable de la population. C'est d'ailleurs indispensable pour maintenir en vie le débat démocratique.

MÉDIA : FINANCEMENT ET INSUBORDINATION, LE CAS FINANCITÉ

CHRISTOPHE DUBOIS
SYMBIOSE MAGAZINE



Nous rêvons d'un grand magazine, reconnu, et créé par différentes associations. Un outil qui aborderait une même thématique sous divers angles différents. Un outil qui serait financé bien sûr, du travail à la communication et diffusion.



Notre rêve : des médias financés par l'État mais « insubordonnés ». Pouvoir critiquer l'État, cet État qui le finance pour le faire, est un fondement de la démocratie. Financer pour une parole libre.

Les médias peuvent être évalués mais devraient jouir d'une liberté rédactionnelle complète. Nous déplorons un déficit de critique du modèle économique dominant dans les médias de masse. La vision partagée par ces médias reste le plus souvent capitaliste.

La liberté rédactionnelle est également une question importante à soulever : l'affaire de Financité (magazine qui critique la finance et propose des alternatives) interpelle et témoigne de la problématique suscitée en lien avec la censure et le financement.

Suite à un désaccord des actionnaires par rapport à un article, la Libre a voulu supprimer l'article incriminé. Où est la liberté rédactionnelle ?

Les médias, un contre-pouvoir et un contrôle citoyen

On ne peut mesurer la démocratie que par la force de contrôle. Les corps intermédiaires, par excellence, se veulent des espaces d'expression susceptibles d'assurer un contrôle continu sur l'action politique. Les médias accompagnent la chose publique, scrutent les programmes et les projets des différentes composantes dans la majorité comme dans l'opposition et informent le citoyen pour prendre conscience de l'évolution des choix de société. Dans quelle mesure l'action des médias et le travail d'information qu'ils exercent peuvent constituer un contre-pouvoir susceptible d'anticiper sur le politique et d'éclairer l'action citoyenne ?

Entre les médias alternatifs, généraux, et sphères médiatiques instituées, des regards et des approches pour apprécier le rôle des médias en matière de contrôle et de contre-pouvoir.

Pour pouvoir jouer un rôle de contre-pouvoir, les médias ne doivent être soumis à aucun des trois autres pouvoirs, surtout l'exécutif. Mais on voit clairement qu'on en est très loin, quand on connaît les échanges et les réseaux qui lient ces pouvoirs aux médias. Il y a de nombreux exemples : Thomas Van Hamme, animateur de radio et de TV, anime aussi des soirées dans des cercles d'industriels qu'il

côtoie ; Sabine Malthus, longtemps animatrice elle aussi, notamment chez RTL, est mariée au frère de Didier Reynders ; de nombreux journalistes font souvent des voyages entièrement financés par le gouvernement, de sorte que, à leur retour, leur langue est plutôt liée, par rapport à des critiques possibles du gouvernement en question.

ALEXANDRE PENASSE

L'actualité a montré ces derniers temps que par nature le média est un contre-pouvoir. Il faut toujours bien percevoir que quand on parle des médias, on parle d'une pluralité. C'est un contre-pouvoir mais ce n'est pas pour autant qu'il est sans cesse dans ce rôle-là. Le rôle du journaliste, c'est de rendre compte de la réalité, de la faire comprendre

dans tous ses aspects et d'en rendre compte dans l'intérêt du public, dans l'intérêt général, dans l'intérêt de la société, pas simplement pour satisfaire la curiosité des uns et des autres, mais simplement parce que ça a une perspective, un impact, un intérêt général.

MURIEL HANOT

Dans l'état actuel des choses et quand on observe ses sources de financement, par exemple, on ne peut considérer le média comme étant un contre-pouvoir. C'est par contre un vrai pouvoir. Il faudrait peut-être passer par la contrainte et éventuellement demander davantage de comptes aux médias concernant le respect de leur mission, la responsabilité qu'ils ont vis-à-vis du public et surtout leurs moyens de financements.

EMILIEN HOMMÉ

Au sujet de la possibilité des médias de remplir un rôle de contre-pouvoir, une condition essentielle, d'après moi, est le fait de se libérer le plus possible des facteurs qui font obstacle au bon travail des journalistes. On sait que leurs conditions de travail ont évolué : tout doit aller plus vite, l'audience est un facteur économique à prendre en compte...

Dans ces conditions, il est plus difficile de réaliser un véritable travail d'investigation. À cet égard, différents médias qu'on peut qualifier d'alternatifs tentent de parvenir à cette libération – comme, par exemple, Médor. Je pense que ces acteurs ont des potentialités intéressantes, pour remplir un tel rôle de contre-pouvoir.

GENEVIÈVE THIRY

On entend souvent dire que les médias, ou certains d'entre eux issus de grands groupes en tout cas, exercent un pouvoir. Ils seraient le 4^{ème} pouvoir. Il est important de garder à l'esprit que les médias n'ont pas vocation de gouverner. Ils ont un rôle d'information, ils rapportent des faits et dénoncent certaines dérives... Les médias n'ont pas les mêmes contraintes, ni les mêmes responsabilités que le pouvoir politique. Ils n'ont pas les mêmes fonctionnements que la classe économique. Dans cette mesure ils ne sont pas aptes à gouverner.

DANIEL SOUDANT

Dans son rôle de 4^e pouvoir, le média a vocation d'examiner, contrôler, surveiller les autres pouvoirs et pour cela, ils doivent être en capacité économique de le faire et avoir la liberté de le faire...

C'est peut-être paradoxal, mais le pouvoir politique permet par un certain nombre de financements, de subventions, de décrets et de lois de critiquer ce même pouvoir politique. Le plus bel exemple, c'est le fonds pour le journalisme qui est géré par l'AJP, qui existe depuis une dizaine d'années maintenant...

On peut considérer une certaine presse avec son élite et ses accointances avec les autres élites. Cela engendre une crise avec le public qui voit le média comme un pouvoir au service ou complice des autres pouvoirs. On ne parle pas seulement des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires, on pense aussi aux pouvoirs économiques, sportifs et culturels. Une autre vision considère ce 4^e pouvoir, plutôt, comme un contre-pouvoir.

Et là, son rôle est celui d'une presse qui surveille, dénonce, enquête sur les autres niveaux de pouvoirs d'une démocratie.

JEAN-FRANÇOIS DUMONT

Médias : qu'en pense le politique ?

Les médias et les politiques se côtoient, se rencontrent, se fréquentent, s'invitent et hantent les mêmes lieux : conférences de presse, hémicycles, plateaux de télévision, et surtout événementiel, qui devient pour les deux parties le lieu qui dégage le plus d'observations, de visibilité, d'émotion.

Si les médias, par leur profession, sont censés accompagner et contrôler le politique, que pense ce dernier de l'action des médias en cette matière comme dans les différents aspects de la vie publique et sociale.

Quelques impressions témoignent de cette approche politique dans le champ médiatique.

Les médias restent les vecteurs privilégiés de la transmission de l'idéologie, mais cette dernière ne constitue pas le propre des médias. Les médias sont une couche de la transmission d'information des corps intermédiaires vers le tout public.

Certains médias, notamment ceux qui sont de qualité moindre et/ou qui sont soumis à un besoin immense de rentabilité (titres accrocheurs, contre-vérités, informations non vérifiées...) remontent le citoyen contre le politique mais sans l'inviter à s'engager, à faire mieux que lui. On ne peut pas appeler cela un (r)éveil citoyen. C'est juste un ring de boxe.

À l'inverse, certains éditoriaux, certaines cartes blanches, plus encore que des articles de fond sur des sujets, bousculent ces idées du #ToutAuPolitique, et tentent de responsabiliser le citoyen dans la conduite de sa vie, dans la création de son bien-être, dans la gestion de son lieu de vie. Ils sont cependant souvent l'émanation de citoyens déjà bien éveillés... plus que d'un groupe de presse. De là à susciter une participation citoyenne sincère et profonde, il faudra encore franchir quelques pas. Quant aux réseaux sociaux, dans leur grande majorité, ils font la part belle aux fausses informations, aux

règlements de compte, aux articles à 3 phrases sans développement, aux vérités toutes faites et contre-productives. Les personnes ne lisent bien souvent que les titres des articles qui sont publiés, alors même que l'article en lui-même raconte une autre histoire. Les médias professionnels – traditionnels ou alternatifs, ont un rôle évident à jouer dans la reconquête de l'intérêt citoyen. Ils doivent s'adapter aux nouvelles formes de consommation, toujours plus rapides, alors même que l'éveil citoyen prend du temps et nécessite des développements plus complets, pour qu'il puisse y avoir une bonne compréhension.

Ces médias professionnels sont certainement de véritables interlocuteurs, transmetteurs d'information, essentiels à la société démocratique. Pour respecter ces attributions, on attend d'eux qu'ils restent objectifs, recourent leurs sources, exposent les faits, éditent en toute indépendance, soient neutres. Si un soutien est apporté à un mouvement ou à un autre, il doit l'être en toute transparence. Le lecteur doit savoir quelle est l'orientation de la lecture qu'il a choisie. A défaut, il s'agirait d'instrumentalisation et cela ne créerait pas des citoyens avertis.

MAXIME PRÉVOT
BOURGMESTRE DE NAMUR (PRÉSIDENT DU CDH)

Dans la mesure où les médias, de manière générale, apportent de l'information, cela favorise la conscientisation du citoyen. Il est vrai, néanmoins, que certains dossiers sont mieux réalisés que d'autres, et c'est au citoyen de choisir comment s'informer.

Nous ne sommes pas toujours conscients de la gravité de la situation concernant la banalisation du racisme au sein de nos sociétés. C'est là que la responsabilité des médias prend tout son sens. Pourtant, il reste encore beaucoup à faire pour que l'ensemble des médias fournissent des dossiers de fond intéressants et soient davantage connectés avec les réalités de terrain et les aspirations des citoyens.

Concernant le devoir de neutralité que ce soit dans la sphère médiatique ou pour toute autre sphère, il ne peut être respecté dans la société actuellement, dans la mesure où le système capitaliste qui régit les règles de la société divise et classe les individus. Par conséquent, certains individus ou groupes d'individus ont plus de pouvoir que d'autres, plus d'influence que d'autres et tentent de l'exercer sur les médias. Pour éviter cela, il devrait y avoir davantage de médias d'opinion financés par certaines élites ou par des citoyens. Ces médias ne seraient pas soumis à un devoir de neutralité, ils diffuseraient les idées de leurs financeurs, dans une démarche de mobilisations, de revendications... Cela serait plus transparent et permettrait aux autres médias, soumis au respect de la neutralité, de travailler avec moins de pressions.

THIERRY WARMOES
PTB

Nous notons un manque de prise d'opinions, le réel travail d'investigation tend à disparaître. Nous ne rejetons pas la faute exclusivement sur les médias de masse : les conditions économiques dans lesquelles ils se trouvent influencent leur manière de faire. La question la plus importante à soulever est la suivante : « en quoi les articles de presse questionnent l'idéologie dominante ? » Concernant l'aspect « éveil citoyen », nos médias révèlent la plupart des informations qu'ils détiennent. Mais il est regrettable que l'antenne soit massivement réservée aux politiques qui font partie des courants traditionnels et qui monopolisent le paysage depuis un certain temps.

Ainsi, certains médias nous ignorent totalement, consciemment ou pas. Mais il est clair que nous ne bénéficions pas d'une égalité de traitement. Il est difficile pour des acteurs de pression politique, des mouvements citoyens, d'être représentés. Il est pourtant essentiel que les médias participent à la présentation de tous les choix possibles aux citoyens. La vraie proximité est importante. Les ténors politiques vont parfois faire semblant d'être

proches avec les citoyens mais les écoutent-ils ? Les prennent-ils en compte ? En tant que mouvement citoyen, nous sommes très proches des citoyens, c'est notre raison d'être étant donné que nous voulons changer le système politique et placer le citoyen au centre des préoccupations et décisions. La question est que les citoyens soient proches de la démocratie, de leur propre droit démocratique. Arrêtons d'avoir un système de barons de la politique qui vous serrent la pince sans vous écouter.

Le citoyen n'a pas la possibilité de juger, contrôler le politique, il peut se faire un avis personnel via les décisions prises mais il ne peut évaluer avec des données objectives le travail des politiques. Il n'existe pas de volonté d'évaluer les mesures politiques. Pour mener un projet on se fixe des objectifs, des moyens, puis on revient à la fin pour mesurer, évaluer, les résultats et le processus mis en œuvre pour y arriver. Aujourd'hui un ministre ne présente jamais cette démarche au Parlement, ni devant les citoyens. Cela doit changer, les décideurs doivent présenter des objectifs mesurables et réalistes et régulièrement rendre des comptes.

DANIEL DURVAUX
OXYGÈNE

L'information est essentielle à l'éveil citoyen. Mais il ne peut y avoir de participation éclairée sans information objective. Les médias contribuent sans aucun doute à la formation de l'opinion politique de l'électeur. L'information transmise doit dès lors être rigoureusement et objectivement traitée afin que le citoyen puisse se faire sa propre idée.

Les médias gardent une place importante, en période électorale, même si on ne peut que constater la place croissante prise par les réseaux sociaux. Il est nécessaire que les acteurs médiatiques organisent des débats avec des représentants des différents partis démocratiques, afin que les citoyens puissent comparer.

ANNE BARZIN
MR

La démocratie ne se limite pas au droit de vote ; elle comprend également tout le travail d'éducation à la citoyenneté, aux médias, à la politique... Les citoyens doivent être en mesure de bien comprendre les enjeux de leur vote.

Il s'agit donc d'investir dans les politiques favorisant l'éveil de citoyens responsables, actifs, critiques et solidaires (« CRACS »). Il est primordial de développer un usage critique des sources d'information et d'expression médiatiques, en particulier alphanumériques, et en particulier auprès des jeunes.

PHILIPPE NOEL
ECOLO

La mission essentielle du journaliste consiste à transmettre une information en la rendant compréhensible et accessible au public. Dans les faits, c'est évidemment plus complexe. La société est faite de courants idéologiques qui influent nécessairement sur la ligne rédactionnelle.

interaction est positive, le journaliste, devenant ainsi le 4^e pouvoir, devra en faire écho. Les médias d'information jouent un rôle essentiel dans nos sociétés démocratiques. Ils permettent à chacun de comprendre ce qui se passe autour de nous. Ils jouent un rôle de 4^e pouvoir qui permet aux citoyens de voir le monde à travers un prisme différent des communications lissées des organismes publics et privés. Les médias éveillent les citoyens mais ces derniers doivent sans cesse se poser les questions de véracité des sources et d'objectivation des informations diffusées.

Par définition, les médias sont un contre-pouvoir, puisqu'ils rendent compte des faits de société en traitant l'information dans une ligne éditoriale choisie. Ils ont un rôle d'information et d'analyse sur les décisions des gouvernements. Par conséquent, ils en rendent compte et apportent leurs éclaircissements quant à l'impact sur la société. En conclusion, les médias sont indispensables à notre société. Ils sont les garants d'une liberté d'expression nécessaire à notre société et son évolution. La séparation des pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) est obligatoire, pour le bon fonctionnement de notre société.

On voit, par exemple que les réseaux sociaux peuvent rapidement donner une vision biaisée de la réalité. Les journalistes sont des garants de la démocratie. Ils rendent compte des faits et dénoncent les actes anti-démocratiques, posent des questions, s'interrogent sur le bien-fondé de décisions ou d'actions des corps intermédiaires avec pour objectif d'éveiller l'intérêt de son audience.

Cependant, parfois, la frontière est mince, car chaque pouvoir interagit avec l'autre. Si cette

Doit-il y avoir une inclusion des médias dans la séparation des pouvoirs? Il faudrait plutôt se demander : en quoi les médias s'insèrent dans la séparation des pouvoirs et peuvent être les garants de la démocratie ?

On entend par là que la présence des médias à toutes les sphères du pouvoir est une nécessité. Ils sont un œil, un moyen de mettre la lumière ce qui se passe partout dans le monde. Le système médiatique actuel est une toile d'araignée dans laquelle une petite dizaine de grands groupes détiennent l'ensemble des médias.

Ce système brasse énormément de monnaie. Il y a donc, pour les médias soutenus par des fonds privés, une notion de rentabilité inhérente à l'activité de chaque journaliste.

Leur travail consiste dès lors à produire de l'information de qualité, qui soit lue (pour faire du chiffre), mais qui réponde également au standard déontologique qui lui incombe. En conclusion, le journaliste doit rester indépendant quelle que soit la sphère qui le rémunère, qu'elle soit privée ou publique – la liberté d'expression ne peut accepter de limitations de la part d'un pouvoir subsidiant.

FABIAN MARTIN
PS



ZOOM SUR

Dialogue Islam Occident

Une rubrique dédiée au projet de Carrefour des Cultures et à ses différents espaces de réflexions, d'actions, de réalisations.

Il s'agit de mettre en avant, dans chaque numéro, un projet qui se développe au sein de notre association.

Une manière d'informer les destinataires sur l'étendue du projet, la manière de le penser, ainsi que ses réalisations à travers le schéma directeur dont il a fait l'objet.

Cette fenêtre sur nos activités nous permet de tisser des liens et cultiver notre politique de partenariat, ouvrant ainsi le débat à celles et ceux qui s'intéressent à la thématique élue, tout en cultivant la confrontation d'idées.

Islam - Occident en débat et en question

Propos recueillis de l'entretien
réalisé avec Félicien Magos



ISLAM/OCCIDENT, QUEL CONTEXTE ?

Aujourd'hui, la question du dialogue entre l'Islam et l'Occident s'est plus que jamais politisée et se métamorphose souvent en débat sur le radicalisme. Pourtant, l'approche de ce dialogue mériterait un traitement médiatique et politique davantage centré sur les échanges et les relations bilatérales qu'entretiennent l'Islam et l'Occident.

Une connaissance réciproque entre ces deux cultures semble non seulement souhaitable mais également nécessaire si l'on veut éviter une radicalisation des positions, en progression aussi bien au Nord qu'au Sud.

PROJET ISLAM/OCCIDENT, QUELLE APPROCHE ?

Tout d'abord, la question du dialogue entre l'Islam et l'Occident ne suscite pas énormément de réactions et n'occupe pas de réelle place dans l'espace public. On lui oppose souvent la question



du radicalisme, qui sans être dénuée d'intérêt, ne constitue pas une réponse à notre question. Et pourtant, apporter des éléments de réponses historiques aux questions contemporaines aiderait



à faire fructifier la connaissance chez les uns et les autres, et à penser des intersections fécondes et porteuses de changement des mentalités et des mauvaises croyances.

Une autre difficulté pour développer le projet a été le facteur temps. Tant au niveau des heures qui y furent consacrées en classe, lors du développement du projet à l'Institut Saint Joseph de Jambes et à l'Institut de la Providence de Ciney, qu'au sein de l'ASBL. Il fallut compter sur la bonne volonté des professeurs ainsi que des élèves pour pouvoir boucler en quelques heures de cours les réunions de réflexion et de lecture, les temps de débats et d'échanges et enfin la phase d'écriture, de réalisation et de montage. Nous avons au départ pensé nous orienter vers les écoles, car celles-ci

constituent selon nous un point de départ essentiel à une socialisation de qualité.

À côté de belles réalisations, nous avons décidé d'ouvrir le projet en cours d'année à d'autres publics, à savoir : les mouvements de jeunesse ainsi que les communautés religieuses et spirituelles. Ainsi, différentes sections scouts et communautés religieuses ont déjà manifesté leur intérêt pour la réalisation de projets en partenariat autour d'islam/Occident.

Concernant les réalisations/productions, durant l'année 2019, elles prirent place dans différents projets. Ainsi, une première campagne d'affichage fut réalisée avec différentes classes de l'Institut Saint Joseph de Jambes et l'Institut de la Providence de Ciney autour de la question des préjugés liés aux cultures.



RAPPORT, ET APPORT PERSONNELS AVEC LE PROJET ISLAM/OCCIDENT ?

La dimension universelle du dialogue interculturel dépasse le clivage des identités confessionnelles ou régionales et permet à chacun de s'emparer de la question.

À titre personnel, je n'ai eu aucun mal à m'approprier le projet. Historien de formation, j'ai toujours accordé une grande importance à notre passé commun. La question du dialogue entre Islam et Occident ne peut faire l'économie d'une solide remise en contexte si l'on veut pouvoir dépasser les rumeurs qui courent sur la relation Islam/Occident.

Les pays situés au nord et au sud de la Méditerranée ont, il est vrai, entretenu des relations en dents de scie durant des siècles. Mais il serait déplorable de

Plusieurs séances de débats en classe furent organisées et servirent de base de réflexion à la campagne. Celle-ci fut affichée dans les écoles afin de susciter des réflexions auprès de tous les élèves.

Une classe de l'Institut Saint Joseph réalisa également une capsule vidéo centrée sur la question de la diversité culturelle au sein de la société.

À travers celle-ci, les élèves abordèrent différents éléments tels que les échanges scientifiques entre l'Orient et l'Occident, la culture arabe au cinéma, l'interculturalisme, ou encore la diversité culturelle et sociale au sein de leur école.

Ces différentes réalisations permirent, selon nous, d'initier les jeunes au débat démocratique à travers la pratique du débat et de l'échange d'opinion, mais aussi de les sensibiliser aux enjeux et thématiques qui traversent nos sociétés modernes (le racisme, le populisme...).

réduire ce passé commun, composé d'échanges, de partages et de collaborations, à une caricature déformante servant uniquement à nourrir le populisme.



Encourager le dialogue est pour moi un moyen de lutter contre les clivages qui divisent et opposent les peuples.

PEUPLES ET CULTURES

Nous pouvons constater ensemble que l'Interculturalité demeure l'enfant non désiré de la société occidentale. Cela impacte son évolution et fait tarder fortement son épanouissement, sa maturité, ses réalisations, ses productions ainsi que ses différents bienfaits. Dans le même sens, on peut constater que l'interculturalité reste trop souvent ghettoïsée, communautarisée, et que la diversité est perçue le plus souvent comme une source de problèmes.

En somme, les crises que traversent les rapports entre peuples et cultures semblent devenir plus périlleuses encore et le conflit prend le pas sur le dialogue.

En définitive, les problématiques d'interculturalité ne se légifèrent pas mais doivent plutôt se développer à partir de pratiques volontaristes et de convictions qui plaident pour une citoyenneté active nourrie par les spécificités de toutes les composantes de la société.

Ainsi, « Peuples et Cultures » est une tribune, un espace, pour cultiver une interaction productive entre l'originalité des différentes singularités d'une part et, d'autre part, l'évolution de la société.

Conscients que la méconnaissance constitue un frein solide à la rencontre au dialogue et est source de préjugés, la rubrique « Peuples et Cultures » vise à mettre en exergue les différentes communautés, leurs histoires, leurs cultures, leurs pratiques et leurs approches. L'objectif est donc de mettre en avant, dans chaque numéro de PluriCité, une communauté, tout en la relisant avec intelligence et critique, et en analysant les intersections qui peuvent développer nos cultures, nos identités, nos consciences et nos croyances.

Le présent numéro mettra en lumière, et en mouvement, la région de Bilad El-Cham, jusqu'à l'Irak, pays des deux fleuves, en donnant la parole à des femmes et des hommes venant de ces contrées, pour lever le voile sur nos incompréhensions, nos méconnaissances, et contribuer à favoriser le questionnement, la réflexion et le dialogue autour de cette région.

Bilad El-Cham

et le pays des deux fleuves

Bilad El-Cham a marqué l'Histoire de l'Humanité, par ses cultures et leur contribution à penser l'Homme et l'élévation de son esprit.

Peuples et cultures sont passés par ces contrées : Araméens ; Phéniciens ; Arabes, dont la dynastie Omeyades qui a gravé ses secrets dans de multiples imaginaires et amorcé le dialogue des cultures.

Bilad El-Cham, et, en son sein, la Syrie du 21^e siècle, dont le Printemps a davantage fait parler la langue des armes que l'intelligence du dialogue et de l'ouverture, suscite les curiosités des uns et des autres et invite à la réflexion.

Dans cette optique, nous avons rencontré des personnes qui ont connu les dernières évolutions de cette contrée et, dans le même temps, nous nous sommes adressés à ceux qui, par leur itinéraire social et académique, ont eu suffisamment de recul pour relire et analyser la situation actuelle de Bilad El-Cham, son passé reluisant, son interaction avec l'Occident, les particularités de ses peuples à travers leurs arts et cultures...

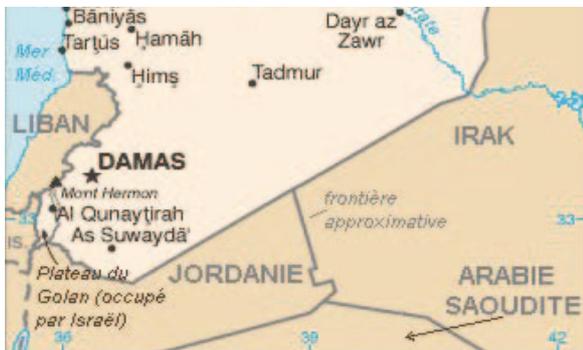
Mesdames Sawsen Khalifeh et Dania Alomar, réfugiées syriennes, Messieurs Naji Habra, recteur de l'Université de Namur, Bichara Khader spécialiste du monde arabe à l'UCL, professeur émérite, et Hossam Salameh, réfugié syrien, s'expriment sur le sujet.

SYRIE MULTICULTURELLE, BERCEAU DES CIVILISATIONS, AUTORITARISMES INTERNES ET INGÉRENCES DE L'EXTERNE

NAJI HABRA



Je peux discourir des heures sur l'Histoire de la Syrie. Le point le plus important pour moi est l'aspect multiculturel de la Syrie. Depuis toujours, depuis la période araméenne, la période phénicienne, la période grecque, la Syrie est composée de multiples cultures elles-mêmes très diversifiées. Avant la langue arabe, il y eut d'autres langues, comme l'araméen et le grec par exemple, et cela garde trace dans le langage actuel. Il est important de montrer la continuité de cette multiculturalité, même à l'apogée de l'époque des Omeyyades, fierté, ère très reluisante où l'Empire s'étalait jusqu'à l'Andaluss. Les Omeyyades pensaient créer une nouvelle Syrie en Espagne. Quand on dit Machrek/ Maghreb, on ne parle pas du Maghreb marocain/tunisien/algérien actuel, mais bien de la civilisation qui s'étendait jusqu'en Espagne.



Le terme traditionnel arabe *Bilad El-Cham* (prononcé *Bilad oush-Sham* en arabe) est un nom donné au Machrek (moins l'Irak). On parle aussi de « Grande Syrie », région qui contient l'équivalent des États actuels d'Israël, Jordanie, Liban, Syrie. Cet ensemble géographique est délimité au nord par les montagnes du Taurus et de l'Asie Mineure, à l'ouest par la Méditerranée, à l'est par la Mésopotamie (le pays de l'Euphrate et du Tigre) et au sud par les déserts arabiques.

L'Andalousie reste chère à notre cœur. On retrouve dans la musique, les intitulés, du sud de l'Espagne actuelle, des traces, des références, de la Syrie, de

la culture syrienne. Dans la musique de Fayrouz, on retrouve ces influences multiples. Fayrouz reprend aussi bien les chants de nos villages que des chants traditionnels de l'Andalousie, par exemple.



Le plus notoire dans l'Histoire syrienne, en lien avec ses arts et cultures, est l'influence des différentes civilisations qui en ont été le berceau, et qui, aujourd'hui encore, s'exprime dans les aspects multiculturels de la Syrie. La Syrie est un pays très diversifié, et cela se retrouve également dans ses arts. En Syrie la place de la culture est très importante. La région a donné naissance à de grands artistes, dans différents domaines. Je pense directement à Nizar Kabbani, le poète syrien de l'Amour, toujours en décalage de la poésie arabe classique avec des thèmes conventionnels tandis que lui se focalise sur l'Amour et la défense de La Femme.



La poésie est particulière dans le monde arabe, les plus anciens textes étaient rédigés davantage en termes poétiques qu'en prose. Concernant la musique, la nôtre, celle du monde arabe, se base sur des échelles plus fines : il s'agit de quarts de tons, de

demi-tons, etc. Il faudrait interroger des spécialistes Alépinois sur le sujet, ils en sauront bien plus.

La musique syrienne est aussi une interpénétration de chants religieux et de chants profanes, que ce soit des incantations, des prières à Allah, ou des chants religieux en araméen que l'on peut retrouver dans la musique d'Amour.

Les Syriens, en général, sont branchés culture, que ce soit lecture, musique, comme lecteurs ou écrivains, comme musiciens ou « auditeurs » adeptes de cette musique. Les arts et cultures sont favorisés en Syrie. Ainsi, sous le régime actuel, un nouvel Opéra fait la fierté de la ville de Damas, de même que la Grande Bibliothèque Assad.

Certes, on peut être contre ou pour le régime, mais ces faits sont indéniables. À mon époque, les marchands de livres couraient les rues, et je pense que cela doit être encore le cas aujourd'hui. Les traductions de la littérature française, russe, anglaise, étaient légions, en arabe, de manière



peu cadrée, populaire. Depuis le 19^e siècle, nous avons des revues, dont certaines féministes, des salons culturels, des lieux de culture, certains tenus par des femmes... Il y a un intérêt pour la culture dans la société syrienne mais, actuellement, à cause des conflits, la montée des intégrismes, les préoccupations du quotidien prennent le pas : le peuple est en quête d'accès au gaz, à l'électricité...

Ici en Belgique, je peux imaginer que les migrants se retrouvent autour de la musique, des arts de leur pays.

La revendication du peuple syrien reste : une Syrie unie et multiculturelle.

Concernant les intellectuels, le régime autoritaire les réfrène bien sûr. Outre les penseurs, il y a un grand nombre de diplômés, de personnes cultivées, en Syrie. Il y a une fuite de cerveaux, à cause de la conjoncture défavorable. Je fais partie de cette diaspora. En Allemagne et aux États-Unis les Syriens médecins se trouvent sur le podium. Cela a de mauvaises conséquences sur le pays d'origine. Malgré une politique pour favoriser les retours, la situation économique et le régime en place rendent les choses difficiles.



En définitive, la Syrie, aussi bien dans ses arts et cultures que dans ses peuples, est diversifiée, multiculturelle. Ce caractère multiculturel est une revendication des Syriens.

Ainsi, maintenant, plus que jamais avec la guerre, on est d'abord syrien avant d'être musulman ou chrétien, ou de telle religion. Depuis l'Indépendance, la Syrie est un Etat laïc : il y a séparation des pouvoirs et de la religion dans la Constitution. Les Syriens sont attachés à cette manière de faire. Illustration avec la guerre du Liban : au Liban on retrouve la mention de la religion sur la carte d'identité, en Syrie on retrouve seulement celle de la nationalité. Malgré la guerre qui avive et provoque les divisions, le Syrien reste Syrien, il y tient.

Bien sûr, très peu de Syriens se déclarent athées, le pays vit au rythme du religieux, du culturel lié au religieux. Concernant les dispositions légales en lien avec le religieux, l'héritage ottoman, qui laissait chaque communauté religieuse s'autogérer pour les affaires personnelles et familiales (du moment qu'elles paient ses impôts), garde son influence dans le dispositif législatif. Au Liban comme en Syrie,

par exemple les chrétiens catholiques ne divorcent guère, les musulmans le peuvent, les mariages se font chez le curé ou l'imam avant d'être inscrits dans le registre civil, le mariage civil en lui-même n'existe pas, les questions d'héritage sont plutôt régies par les lois coraniques... Les lois personnelles sont plus ou moins laissées aux communautés, le reste à l'État laïc.

C'est une façon de trouver un compromis. La Syrie pouvait être érigée en exemple d'un pays où coexistent de manière harmonieuse les religions monothéistes et les cultures. Depuis 2011, les conflits ont créé des divisions. Actuellement, les communautés s'invitent entre elles, se félicitent, à l'occasion du Ramadan, de Noël...

Le peuple veut montrer qu'il est uni et qu'il veut avancer main dans la main. En fait, n'y a pas de choix: en Syrie, comme au niveau mondial, les cultures et communautés sont très diversifiées et



sont de plus en plus appelées à cohabiter, le respect de l'Autre doit être une obligation qui ne peut souffrir de négociations.

En arabe, le pluriel commence à trois. La dualité entraîne la confrontation, la multiplicité est autre: il ne faut donc pas entrer dans le jeu malsain de certains qui opposent sans cesse deux religions, deux communautés. On le sait, quand il y a un massacre il y a des intérêts cachés là-dessous par des puissances étrangères qui jouent la division (et quelle meilleure carte que celle de la religion, quelle corde plus sensible de l'identité) pour servir précisément les dits intérêts, et qui utilisent pour ce faire l'une ou l'autre communauté à mettre en avant en nourrissant les envies de despotisme.

Le massacre des minorités à Damas en 1860, est bien la conséquence d'un laisser-aller ottoman conjugué

à des intérêts français, anglais. La colonisation française de 1924 à 1945 a essayé de diviser la Syrie en zones druzes, alaouites... les nationalistes de l'indépendance ont revendiqué l'unité. Et la revendication du peuple syrien reste : une Syrie unie et multiculturelle. L'Occident ne comprend pas suffisamment la Syrie multiculturelle.



Il divise en chiites, sunnites, méchant dictateur, pauvre peuple, alaouites, druzes, musulmans, chrétiens.... La mosaïque est bien plus complexe.

L'Occident a une méconnaissance de par sa vision trop simpliste des choses.

On ne peut appréhender une situation complexe par une réduction de la sorte. Les médias répercutent l'immédiat, amplifient, des choses simples, ils doivent simplifier pour favoriser la compréhension : un méchant et un gentil par scène. Mais cela a l'effet inverse. Un imaginaire simple ne peut toucher de près la réalité de choses complexes. L'Orient, de son côté, a un regard sur l'Occident Eldorado. Ceci aussi est un signe de méconnaissance notoire. Pour dépasser cela, il s'agit de rechercher la connaissance et les véritables interactions.

Aujourd'hui, le monde arabe souffre de préoccupations qui ne peuvent laisser place à un dialogue fécond. Le dilemme du monde arabe est le suivant : soit un régime fort, autoritaire, et stable, soit un islamisme imposé et totalitaire. La Syrie n'échappe pas à ce constat. Au niveau de la situation politique, nous sommes entre deux autoritarismes: une dictature, militaire, laïque, d'un côté, et les islamistes radicalisés de l'autre. Entre les deux, difficile pour les démocrates pluralistes de trouver une place. Parallèlement à cela, il y a eu une vague de déstabilisation, par des facteurs internes comme des facteurs externes, du Liban, de la Syrie...

Le printemps arabe y est né. Pourquoi le Moyen-Orient est aujourd'hui la région par excellence de tous les conflits ?

Il s'agit là de la convoitise et des intérêts, d'abord, de puissances étrangères. Des forces contribuent au renforcement de l'une ou l'autre partie, chaque fois que la situation veut se stabiliser. Certes, il est exagéré de dire que tout est causé par l'extérieur, mais force est de constater que les gens ont vécu en bonne entente tout un temps et que les ingérences d'autrui viennent empirer les conflits naissants pour ne pas dire les provoquer. De grands intérêts sont en jeu, ceux des marchands d'armes ne sont pas les moindres.



Pour revenir sur le printemps arabe, on reste coincé entre ces deux autoritarismes, nourris par l'extérieur, par des individus qui ont un intérêt dans le fait de maintenir la déstabilisation. Ainsi, Israël reste le gagnant de toutes ces divisions. Et après le printemps arabe ? Nous sommes revenus à des époques lointaines, des millions de déplacés, un peuple qui court après les énergies nécessaires au quotidien, des blessures infligées, des haines qui mettront des générations à s'apaiser. Le printemps arabe a apporté de grandes déceptions, de grandes tristesses, au peuple syrien. Pour certains le début était l'enthousiasme, le rêve, l'espoir, d'oser descendre dans la rue, changer les choses, défier le pouvoir. Ceux-là, comme ceux qui s'accommodaient du régime en place, ont perdu. Tout le monde a perdu. On peut, en réalité, difficilement parler de printemps.

Encore une fois, sans tout mettre sur le dos de l'extérieur, pourquoi la Syrie est devenue à un moment donné le champ de bataille de centaines de nationalités ? Tchéchènes, Tunisiens, Belges, tous se dirigent vers cet épice. Ce n'est plus seulement une question de mécontentement entre Assad et ses gouvernés, mais quelque chose de plus vaste. La Russie, l'Iran, l'Occident, chacun joue ses cartes. La situation échappe aux internes. Au début il s'agissait de levée des citoyens face à la répression du régime et avec l'espoir d'un avenir meilleur, mais finalement la situation se complique avec l'ingérence de l'extérieur.

POÉSIE SYRIENNE, ART D'EXPRESSION DE L'HOMME ARABE

La poésie arabe occupe une place importante et manifeste dans la culture syrienne voire dans la culture arabe en général. C'est ainsi que l'on a surnommé la civilisation arabe depuis les temps les plus reculés : « La nation de la poésie ». La poésie a accompagné l'Homme arabe depuis la naissance de sa civilisation. C'est à travers l'art de la poésie que l'arabe exprimait son bouillonnement intérieur ; tendresse, amour, tout sentiment, et tout ce qui vagabonde dans son imaginaire ; pensées, problèmes et problématiques.

La poésie a joué un rôle impressionnant au sein de la scène culturelle syrienne. La Syrie est un des états qui a accouché de nombreuses célébrités de la poésie et ce non seulement chez les arabes mais également au niveau international. La poésie a dominé la scène culturelle syrienne durant le 20ème siècle. Dans sa forme la plus générale, la culture syrienne a été la culture de la poésie : la plupart de ses intellectuels sont issus du champ de la poésie. Dès lors, il n'est en rien étonnant de retrouver les racines de la poésie largement représentées dans la culture arabe.

HOSSAM SALAMEH

ORIENT/OCCIDENT, MARCHÉ, INTÉRÊTS ET PARADOXE EUROPÉEN

BICHARA KHADER
SPÉCIALISTE DU MONDE ARABE



Quand on parle de la relation Orient/Occident actuelle, on ne peut le faire sans évoquer le marché. Le marché est extrêmement important aujourd'hui. **Quand on voit que des sociétés comme Facebook font des recettes astronomiques qui dépassent le PIB multiplié de plusieurs pays...** La logique et les mouvements du marché sont extrêmement importants à analyser et approcher, c'est cela qui dirige le monde actuel. Sans évaluer les relations internationales en matière de marché on ne peut comprendre les évolutions et systèmes au niveau mondial.



Du côté méridional de la Méditerranée, la coopération avec le Nord est gage de développement économique et source de sécurité sur le plan militaire. Du côté européen, l'attitude est craintive. Le Sud est trop souvent perçu comme une menace, une bombe à retardement dont l'explosion mettrait en péril l'Europe. Se greffe sur ce scénario la vision apocalyptique de sociétés se désagrégant sous le poids du sous-développement, du chômage et de la guerre civile, et déversant leur trop plein démographique - peut-être porteur d'influences islamistes - sur les rives d'une Europe occidentale assiégée et se cramponnant désespérément à la défense de son niveau de vie.

Il va de soi que, dans cette perspective de cauchemar, le Sud et les problèmes qu'il doit résoudre n'ont plus d'existence propre : ils ne font surface qu'en fonction des besoins, soucis et hantises du Nord. Le monde industrialisé focalise en effet le problème (et ses solutions) davantage sur lui-même que sur les populations concernées. Le développement économique ou social, et les processus de démocratisation apparaissent dès lors

d'avantage en tant qu'instruments de prévention d'un conflit que comme solutions à des drames internes vécus par une majorité de l'humanité. De fait, le monde arabe n'est pas considéré comme un partenaire pour l'Europe, mais seulement comme un subordonné à exploiter.

Bien plus, l'Europe considère également la Syrie, et le monde arabe en général, comme un panier de crabes. Défiance, méfiance, hostilité même, sont les maîtres mots du regard que porte l'Occident sur l'Orient, cela est illustré dans le marché. L'Europe a une approche paternaliste envers le monde arabe. Aujourd'hui, d'autres régions du monde, d'autres pays, sont intéressés par le monde arabe (du Maghreb au Machrek). Les marchés de Chine et d'Inde s'ouvrent vers ces régions.

Ainsi, on constate, depuis quelques temps déjà, l'invasion du marché au Maroc par les produits chinois. La Chine a actuellement différents projets au Maroc : l'Institut Confucius, centre d'apprentissage de la langue chinoise, s'y est installé depuis quelques années, la langue arabe est enseignée au sein de 24 universités chinoises... Au-delà de la langue, l'objectif étant aussi de promouvoir et de favoriser les échanges culturels entre les deux pays.



La Chine et l'Inde considèrent le monde arabe comme un partenaire à part entière, d'égal à égal, et non comme un subordonné. Face à ce changement de donne, l'Europe a l'impression d'être prise de court. Au milieu de cette situation, les pays du Cham et la Syrie en particulier jouent un rôle prépondérant : ils sont le point central dans la « Route de la soie », tant attendue par le Maghreb, l'Inde et la Chine.

Le monde arabe, et l’Orient plus particulièrement, est un terrain fertile. C’est ainsi qu’il a subi différentes colonisations, depuis le Maghreb jusqu’au Machrek, des français, des britanniques, attirés par ses richesses, par les ressources pétrolifères. Le monde arabe aurait pu briller, mais on dirait que nous avons raté le coche : l’Arabie saoudite est bien trop occupée faire de Doha, de Dubai, des monuments éclatants d’orgueil et de gloire, et dilapide son argent au lieu de l’investir dans la prospérité de toute la région. Le monde arabe va dans le mur. De plus, ce monde arabe est un énorme consommateur mais un piètre producteur. Pourtant les terres sont agricoles.

Parallèlement à ces situations économiques complexes et peu porteuses d’espoir, l’instabilité de la région est notoire, du Maghreb au Machrek. Ainsi, au Maroc, selon un sondage, 80% de jeunes interrogés voudraient, dès que l’occasion se présente, quitter le pays. Partir... Tel l’ouvrage du même titre de Tahar Ben Jelloun. Plus à l’Est, les migrations s’intensifient, en interne comme en externe. L’Europe est intimement liée à cela.



D’une part, elle devra recevoir ces vagues de migrations. D’autre part, il faut bien appuyer sur le fait que les Etats européens ne sont pas absous de cette situation. Les intérêts des puissances étrangères ont divisé la région du monde arabe. Ainsi, grand nombre de pays européens ont suivi le mouvement de Bush à l’époque où les États-Unis encourageaient Saddam, lui fournissaient des armes... Actuellement, L’Europe a tout intérêt dans une stabilité du monde arabe, sur tous les plans : économiques, culturels, sociaux...

Dans sa position actuelle, l’Europe se fait beaucoup de tort. Par contre, les américains, eux, protègent leur marché d’armes d’une part, mais surtout,

RÉTROVISEUR SUR LE PRINTEMPS ARABE

Le printemps arabe est comparable au mouvement des Indignados, à celui des Gilets Jaunes, aux soulèvements récents des jeunes en Algérie face à leur dirigeant fantôme... Si souvent de tels mouvements ne remplissent pas les attentes formulées au départ, c’est principalement par un manque de structuration. Le succès d’une révolution pacifique doit reposer sur un mouvement de masse suprapartisan de jeunes instruits et connectés s’appuyant sur la solidarité de l’armée nationale.



À noter que le phénomène de « fuite des cerveaux » engendre un problème capital dans la reconstruction des pays qui ont subi des vagues d’exil importantes : leur société mettra une génération pour s’en remettre.

Il se dégage de cette approche que les soulèvements populaires du printemps arabe ne correspondent pas à la constitution de mouvements de type révolutionnaire. Ces pays n’affichent pas de sociétés civiles fortes, autonomes et représentatives des intérêts de la société, capables de mobiliser les masses. Les partis politiques sont insignifiants et incapables de proposer un modèle économique, de société ou même de justice supérieure à ce qui existe ailleurs dans le monde. Mais que faut-il retenir, quel bilan, du printemps arabe ? La démocratie n’est pas l’inverse de la dictature. Le renversement de la dictature ne mène pas naturellement vers la démocratie. Les révolutions demeurent inachevées. Dans ce contexte, le processus de changement repose encore sur la résilience et l’espoir d’une société civile organisée.

d’autre part, leur poulain Israël. Cette question qui est appelée communément « conflit israélo-palestinien » est un des nœuds du problème de la région.

Les puissances européennes ont joué un rôle considérable, de façon continue, dans le découpage de l'espace territorial, la formation des identités et l'équilibre des forces en Palestine. Les palestiniens constituent un peuple dont les israéliens, et leurs « alliés » nient la présence (et donc, implicitement l'existence).

Découvrant l'horreur du génocide juif, et pris par un profond sentiment de culpabilité, l'Occident – à quelques exceptions près- a soutenu la création de l'État d'Israël sur la terre palestinienne. Une manière de se décharger, à bon compte, d'un crime et d'en faire payer le prix exorbitant par le peuple palestinien qui n'est nullement responsable de la Shoah.

Ainsi la haine historique du juif se mue en soutien inconditionnel de l'État d'Israël, qui, pendant des décennies, a bénéficié du soutien diplomatique, économique, financier et militaire des pays occidentaux. Et à vrai dire, les dirigeants israéliens n'ont pas ménagé leurs efforts pour capitaliser sur cette nouvelle relation. L'État d'Israël, en définitive, a été attribué en guise de compensation des razzias contre les juifs sur un pays déjà créé qui n'avait rien à voir avec les conflits.

Actuellement, la focalisation du discours public sur la montée de l'antisémitisme en Europe occulte la dimension historique de ce fléau. En effet, l'antisémitisme d'aujourd'hui n'est pas né d'une sorte de « tabula rasa » : il se niche dans l'inconscient collectif occidental. Pendant des siècles, l'Occident chrétien a cultivé la haine des juifs, considérés tantôt comme un « peuple déicide », un « peuple perfide », une secte dangereuse », et tantôt comme une communauté « fermée, vivant à part dans des ghettos, ne s'intégrant guère, et de surcroît, avare, pratiquant l'usure, et suçant le sang des chrétiens ». Pour ajouter l'insulte à l'injure, les juifs étaient rendus responsables de la propagation de maladie. Cet antijudaïsme dégradant se transforme en antisémitisme au 19^e siècle où les juifs sont dépeints comme « voulant dominer le monde » et donc comme une menace à éliminer.

Cela est le propre de la théorie du complot qui est la quintessence même du discours nazi. Cela a conduit à l'Holocauste de la 2^e guerre mondiale : une horreur innommable née au cœur de la modernité occidentale. Pourtant, on voudrait nous faire croire que la haine du juif est inhérente à l'Islam. L'antisémitisme est européen, né et développé sur le Vieux Continent, mais on cherche à le montrer aujourd'hui comme l'apanage du monde islamique. Des faits : quand les juifs étaient persécutés ils ont trouvé le repos au Maroc, où ils ont été accueillis à bras ouverts. À Fès, ils ont créé des quartiers juifs, les Mellahs.

Actuellement, l'Islam est le bouc émissaire. Décidément nous n'apprenons rien de l'Histoire.



Attention donc au discours des extrêmes. Quand on parle d'extrême, il ne s'agit pas seulement de la traditionnelle droite. Les extrêmes se rejoignent, de gauche

comme de droite (cas de Salvini en Italie : coalition avec la gauche). L'Europe pointe les défaillances des états corrompus mais quelle démocratie y a-t-il en Europe ? Les extrêmes montent, indéniablement. Ainsi, à l'approche des élections européennes, mon pronostic est le suivant : 25% des voix iraient à l'extrême. De fait, il y a un paradoxe européen : ainsi, les britanniques encore en attente du Brexit participeront aux élections, et 1 parlementaire sur 4 est contre l'Europe mais y siège. Pourtant la division mène à la catastrophe : se replier sur ses frontières, sur l'état nation, nous avons vu où cela mène. Le nationalisme a créé ainsi la guerre mondiale. Les pays européens risquent d'entrer en conflit les uns contre les autres.

Les perspectives sont, si nous continuons à suivre la tendance actuelle, le chemin que nous avons tracé, sans considérer que « l'Autre est une dimension du Moi », malheureusement, assez sombres.

Bichara Khader, « Syrie, une tragédie sans fin », dans L'Echo, 22 février 2017

Bichara Khader, « L'antisémitisme des imbéciles », dans L'Echo, 13 mars 2019

Femmes syriennes, Liberté, modernité et tradition Regards croisés

Dans tout débat de société, et plus précisément quand il s'agit de faire dialoguer les cultures et les peuples, le féminin prend une place prépondérante. Ainsi, la femme peut devenir le critère, voire le baromètre, de toute civilisation et de toutes ses évolutions. Qu'en est-il de la femme syrienne ?

Depuis le premier âge de l'histoire, la femme a joué un rôle prépondérant au sein de la société syrienne voire dans la région du pays de Cham et du monde arabe. La femme syrienne s'est distinguée, dans les temps les plus anciens autant que dans les temps modernes, par sa participation active dans plusieurs domaines.

Elle a joué des rôles multiples et variés : nous la retrouvons poétesse, reine, théoricienne, artiste, jury consult, et, avant tout, une mère sur les épaules de laquelle pèsent toutes les responsabilités (l'éducation des générations, leur développement et leur préparation à la construction d'une société forte).



Depuis le mythe d'Ishtar, déesse de la fertilité et de la beauté, en passant par Zénobie, reine de la déconstruction, la femme en Syrie a constitué, à travers les époques et les civilisations, un élément moteur de la vie en société. Dans l'histoire moderne de la Syrie, la participation de la femme dans les affaires publiques, depuis la fin du 19^e siècle, sous l'influence du discours élevé par ce que l'on appelle

« la Renaissance arabe » mais aussi à travers des appels et des campagnes qui visent la libération féminine et des convictions qui ont accompagné les mouvements de libération contre l'occupation (des Ottomans d'abord, des français ensuite), est notoire.

Après l'indépendance de la Syrie, en 1946, la femme syrienne a conquis l'espace public et a obtenu le droit d'élection et de vote, (ce en 1949). C'est ainsi que l'on peut considérer la Syrie comme étant l'un



des États précurseurs, dans le monde arabe voire dans le monde entier, dans l'octroi des droits de vote, devançant de la sorte quelques pays européens en la matière.

Le début de la deuxième moitié du siècle passé, ère considérée comme âge d'or de la femme syrienne, a vu s'ouvrir l'accès à celle-ci au domaine public dans ses différentes sections (justice, éducation, partis politiques et mouvements féministes). En 1971, la femme syrienne a obtenu 4 mandats au Parlement, composé à l'époque de 173 sièges.

Ce nombre a connu développement et multiplication, jusqu'à atteindre 12 pourcents du total des sièges du Parlement syrien lors des élections législatives de 2010. Les législations ne font aucune différence de traitement entre femmes et hommes en ce qui concerne les droits et devoirs: les salaires, le temps de travail, les allocations, l'adhésion aux syndicats et organismes de sécurité sociale et de santé, ne connaissent aucune distinction de genre.

Dans le cas où subsisterait une discrimination légale, elle ne peut qu'être en faveur de la femme, et ce en considérant ses spécificités organiques et ses circonstances sociales.

Dès les années 70, en déans la révolution syrienne de 2011, la femme syrienne a connu un enfermement aigu qui a concerné toutes les catégories du peuple. Pour cause, l'isolement d'un parti unique qui a gouverné le pays. En 2011, avec la naissance du Printemps arabe et du mouvement révolutionnaire syrien pacifique, l'énergie de la femme syrienne a connu une explosion créative et culturelle et ces mouvements ont été l'occasion propice pour renforcer ses perceptions et ses rêves de liberté autour d'une participation active dans la vie politique du pays.

Ainsi, la femme syrienne a pu participer au dépassement de plusieurs freins et entraves pour donner sens à son rôle en l'activant dans des domaines divers (la communication, le secours, l'humain, le culturel...). Ce rôle n'est pas arrêté à ces limites, mais a contribué à la construction et l'élaboration de réseaux sociaux, civils et de



Razan Zeitouneh a été un des visages les plus connus de la révolution syrienne.

tribunes sociales pour soutenir cette révolution, et ce de manière pacifique. Avec l'escalade de violence des militaires, et la militarisation de la révolution avec laquelle les manifestants pacifiques n'avaient aucune relation, les femmes n'ont pas désespéré, au contraire elles ont toujours fait preuve d'inventivité pour lutter contre cette violence et riposter face à l'oppression.

Malgré les pressions psychologiques et les vagues continues de fuite et d'exil, la femme syrienne demeure apte à créer un changement positif dans sa société, à partir de sa vie quotidienne et des institutions qui cultivent les affaires féminines et les besoins, les nécessités, de la femme dans la crise actuelle. En définitive, je dis que vous, femmes syriennes, êtes nées pour la vie, pour l'être et pour le don. S'il n'en était pas ainsi, l'univers serait insipide et incolore. Vous êtes les Dames de la Création. Femmes syriennes, patientes et résistantes, vous avez tout le style, le respect, et j'ai l'orgueil d'être née de la matrice d'une terre syrienne, d'avoir éclos et fleuri sur son sol. Vive la femme syrienne, et gloire à toutes les femmes du monde.

SAWSAN KHALIFEH

Bien que la femme syrienne assure une présence effective dans l'espace public, avec des réalisations multiples et des positionnements dans les différentes facettes de la vie quotidienne, et, dans le même sens, même si le nombre de femmes qui ont suivi des études de l'enseignement supérieur représente une part importante, il existe, actuellement, un grand nombre de contraintes qui limitent sa liberté et sa participation.

Premièrement, l'inconscience de la femme elle-même, dans plusieurs domaines, de son rôle comme acteur de progrès et d'élévation de la société, est en cause. Ainsi, la femme syrienne se contente parfois dans des rôles et occupations secondaires, qui limitent le rôle axial et étendu qui devrait être le sien.

La femme syrienne se doit d'exiger sa propre libération, de mesurer le volume des responsabilités qui la concernent pour être propriétaire de ses décisions et revendiquer son rôle d'humain complet.

Deuxièmement, les us et coutumes dépassés, objets d'un héritage, qui reflètent bien souvent une image conventionnelle de la femme, persistent et contribuent à une image réductrice de la femme.

Troisièmement, la fausse compréhension des enseignements de l'Islam place la femme au centre de multiples incompréhensions et mauvaises interprétations.



Enfin, s'ajoute à cela l'ignorance de l'homme, concernant l'importance du rôle de la femme dans le processus de construction de la société et l'obligation de la considérer comme un être indépendant dans ses décisions, sans

aucune subordination, qui a la capacité de prendre toute responsabilité dans chaque décision.

DANIA ALOMAR

Lorsque l'on m'invite à faire des conférences, des études, des interventions, sur le sujet, je suis particulièrement vigilant sur un point : la femme syrienne, bien avant l'Europe, était émancipée. Trop souvent, on présente une image totalement faussée de cette Femme.

Il me tient à cœur de la déconstruire, de corriger cette image déformée. A mon époque, les femmes syriennes travaillaient déjà, et les Universités étaient

emplies d'hommes et de femmes à part égale. En remontant plus loin, j'ai des photos de Damas au début du 20^e siècle qui témoignent de leur participation à l'Indépendance, aux révolutions, et dans l'espace publique en général.

La femme syrienne a le droit de vote depuis l'Indépendance. Pourtant, de nos jours, on ne considère pas cela, on cantonne la femme dans un rôle très réducteur.

NAJI HABRA

BILAD EL-CHAM, TERRE DE RELIGIONS, AU CŒUR DU DIALOGUE ORIENT/OCCIDENT

SAWSAN KHALIFEH



On dit que l’Egypte s’est réveillée de sa profonde léthargie devant les canons de Napoléon Bonaparte quand son armée a marché sur son territoire et les historiens considèrent que l’année 1798 est le moment clé de la rencontre de l’Orient avec l’Occident. Depuis cette année, et jusqu’à nos jours, la relation Orient/Occident est entrée dans une confusion entre le flux et le reflux. Ainsi, la majorité des pays arabes a connu l’occupation étrangère, et par là même la pression des projets colonialistes amorcés par l’Occident à l’encontre de l’Orient. Un des objectifs principaux de cette colonisation est la domination et la mainmise sur les richesses de la nation et son exploitation de la manière la plus abjecte.

La relation Orient/Occident, depuis le 8^e siècle et jusqu’à aujourd’hui, reste une relation confuse et préoccupante : l’Occident se positionne comme plus élevé, plus avancé, en ce qui concerne la pensée, la culture et le développement. La cause de cette croyance réside dans le regard de l’Homme occidental sur l’Homme oriental, vision nourrie par la suffisance et la supériorité cultivées chez l’Occidental depuis son plus jeune âge à partir de l’éducation, la communication, et la catégorisation mondiale qui confrontent les pays développés à ceux qui sont « en développement ».

Dans la même lignée, les croyances de l’Occidental le poussent à considérer que l’Homme arabe est conditionné, qu’il n’a nullement le choix et qu’il est gouverné par des systèmes basés sur la répression et les dogmes religieux qui ne s’occupent guère de la liberté et de la vie. Cependant, la réalité est toute autre : l’Orient, au travers de son Homme, a constitué le centre du rayonnement civilisationnel,



rayonnement qui a traversé différents âges. Il est vrai que cette lumière s’est tamisée, s’est amoindrie, lors d’une époque bien précise durant laquelle l’Orient et ses nations ont été soumis à l’irrationnel et le peu d’intelligence du colonialisme, notamment celui des Ottomans qui a laissé des séquelles qui ont atteint tous les domaines et participé de ce fait à la régression et au déclin de l’Orient.

Néanmoins, la campagne de Napoléon en Egypte a eu des avantages considérables pour le pays : ce dernier, ainsi que le pays de Cham, ont ainsi connu un réveil qui a engendré l’initiative pour s’auto-développer, entrant ainsi dans l’âge de la Renaissance, ère qui a connu sa naissance avec le règne de Muhammad Ali Basha en Egypte, et qui s’est répandue par la suite sur l’ensemble des pays arabes.

Le sentiment de l’Occident pour le soi et l’indépendance est arrivé à son point culminant avec la fin du colonialisme et la naissance de l’État national indépendant. Avec l’indépendance de ces états et de leur gouvernement par les enfants de la nation, l’espoir pour une expérience démocratique a vu le jour et a connu ses premières manifestations. Malheureusement, cela n’a abouti à aucun résultat durant ces 60 dernières années. Les militaires ont pris le pouvoir dans la majorité des pays arabes, éliminant ainsi la vie politique et démocratique et laissant le pouvoir entre les mains de la dictature.

Dans la suite des événements, l’année 2011 est devenue, avec ses spécificités et particularités, l’année du Printemps Arabe.

La relation Orient/ Occident, depuis le 8^e siècle et jusqu’à aujourd’hui, reste une relation confuse et préoccupante.

Celui-ci a attiré l'attention et les regards du monde entier vers la région du Moyen-Orient. Ces révoltes et ces mouvements ont mis en question la vision classique de l'Occident envers le monde arabe, regard qui considérait les Orientaux inférieurs en expertises et réflexions dans différents domaines. Ainsi, l'orientation démocratique choisie par ces peuples et pour laquelle ils ont milité a participé dans la défiguration de cette image habituelle de l'Occident envers l'Orient, déconstruisant la vision de l'ignorance de ce dernier et montrant ainsi un Homme arabe avec des aspirations de liberté, de démocratie, militant pour l'obtention des droits fondamentaux et l'installation de la justice sociale.



Mais la pensée occidentale souffre encore d'une mauvaise compréhension vis-à-vis du changement politique et démocratique vécu par les peuples de l'Orient. La position dominante du discours entre les Arabes et l'Occident démontre avec clarté cette mauvaise compréhension dans l'approche de la connaissance de l'Autre et du soi, et ce avant tout dialogue additionnel. Chacune des parties pense comprendre l'autre, selon ses concepts et illusions propres, mais également selon ce qui représente un danger pour sa sécurité.

L'Occident a mis l'Islam, dans son intégralité, dans une position représentant un danger imminent pour la civilisation occidentale.

En définitive, il faut privilégier le dialogue, dans tout État et en toute circonstance, et poursuivre une communication entre l'Occident et l'Orient afin d'arriver à des points d'intersections mutuels, et à une fécondation continue, susceptible d'enrichir l'Humanité.

Dieu a glorifié l'Homme, et cette glorification ne peut avoir de valeur si l'Homme à qui elle est décernée n'est pas libre dans sa volonté, son choix et sa croyance. Cette liberté fait partie intégrante de la vie de l'être. Quiconque voudrait la limiter, l'entraver, la cadenasser, selon son désir et sa volonté, commettrait un crime dans le chef divin et dans celui de l'humanité. Une des plus grandes citations dans ce domaine est celle d'Omar Ibn Khattab : « Quand avez-vous soumis à l'esclavage les humains, alors même que leur mère les a engendrés libres ? »

Les disciples des prophètes des trois religions monothéistes ont vécu sur la même terre de Cham, d'El Hijaz et de l'Égypte. La Syrie se distingue par la diversité de ses religions et de ses communautés. Ces dernières constituent une mosaïque de religions, de croyances, qui vivent côte à côte, l'une avec l'autre, dans la paix depuis la nuit des temps. Ces religions ont enfanté des êtres qui ont vécu, tout au long des siècles passés, dans un rapport d'amitié, d'entraide et de respect de la coexistence. Ainsi, chacune religion a participé, dans une large part, à la construction de la civilisation syrienne et du pays de Cham.



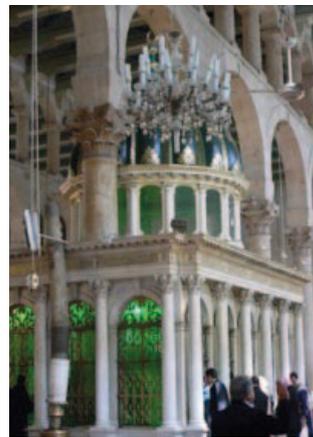
Plus que cela, il en est de même pour le monde entier : les religions y sont nées, les prophètes y ont marché pour éclairer et illuminer l'humanité. Si nous considérons, avec profondeur, cette belle mosaïque, nous découvrons les couleurs de sa diversité créative, nous retrouvons ainsi des musulmans chiites, des musulmans sunnites, des alaouites, des druzes, et des chrétiens avec leurs différentes communautés, de même que les Juifs avec les communautés qui les composent.

Selon ce qui a été précité, nous pouvons dire que la société syrienne connaît une grande diversification dans sa composition sociale et religieuse, état qui participe dans l'évolution de cette société selon les sources de sa culture et de ses références. Concernant les statuts personnels des différentes communautés (mariages, divorces...), chaque communauté se réfère aux statuts qui lui sont propres. Cependant, en dehors de cette problématique, tous les individus, communautés confondues, disposent des mêmes droits et sont soumis aux mêmes obligations, tous sont égaux devant le Droit. Le peuple syrien, malgré les différentes crises qui l'ont traversé et le traversent encore, reste conciliant face à son intérieur, en harmonie avec son histoire et sa société. Il n'y a donc aucune distinction de communauté, de race, d'ethnie, il existe seulement le citoyen arabe syrien. L'idée de la citoyenneté demeure le critère principal et déterminant qui rassemble les Syriens dans un état civil, les concitoyens veillant ainsi mutuellement les uns sur les autres.



Une illustration simple de cette coexistence représentative de la Syrie se retrouve dans la célébration des fêtes de Fitr et du Sacrifice : les chrétiens les honorent auprès des musulmans. Dans le même état d'esprit, les musulmans font honneur aux fêtes des chrétiens. Dans le même ordre d'idées, le croissant musulman et la croix chrétienne coexistent de manière habituelle, et les églises avoisinent les mosquées. Il est notoire que la Syrie, dans son histoire contemporaine, n'a

connu aucune guerre civile entre ses enfants, bien au contraire, un grand nombre de citoyens syriens issus de communautés non musulmanes ont accédé aux plus hautes sphères de l'État, de l'administration et de la justice. À titre d'exemple, de manière non exhaustive, monsieur Faris El Khouri a été élu président du Conseil des ministres et ministre des « Habous » en 1944. Les musulmans ont élevé une voix commune pour saluer cette désignation. Le droit syrien ne prend nullement en considération la communauté d'appartenance du citoyen syrien qui présente une candidature ou passe un concours d'entrée dans des institutions de l'État.



La coexistence des communautés est un modèle à suivre dans la région du Moyen-Orient. La coexistence entre les religions n'est pas basée exclusivement sur le principe des religions elles-mêmes mais plutôt sur une coexistence

qui valorise la culture et la civilisation et qui vise à construire des objectifs et des perspectives nobles, et suprêmes, qui placent l'humain au centre de ses préoccupations.

L'humain est l'enfant chéri de Dieu. Il serait obscur, et ignare, de voir des peuples s'entretuer, et que coule le sang d'innocentes victimes à cause de croyances imposées sur l'Autre.

La diversité, la confrontation d'idées et l'échange d'opinions, la compréhension et la vie en commun doivent être à l'origine de toute vie et de tout choix de société pour élever l'essence et la profondeur de l'Humain.

« Moïse a été envoyé avec la majesté, Jésus a été envoyé avec la beauté et Mohammed (sw) a été envoyé avec la perfection ultime. »

*« S'il n'y a pas de paix entre les religions, il ne peut y avoir de dialogue entre elles. »
Han Kung*

TRIBUNE

Un espace et une tribune qui permettent à la société civile organisée, et plus particulièrement au tissu associatif, dans sa diversité, de proposer, de situer les enjeux, par lui-même, et d'apporter des éléments de réponses au débat de société.

Cette tribune se veut une place libre de toute idéologie, et donne la place à une association pour s'exprimer, parler d'elle, de ses approches, ses projets, son plaidoyer, en somme de sa présence dans la sphère publique.

L'objectif est donc de mettre en mouvement l'associatif et de construire un espace d'échange, de confrontation, à même de favoriser une synergie active et d'élever des projets et des paroles communes.

Dans ce numéro, la parole est donnée au Centre culturel Omar Khayam. Entre la spécificité culturelle, l'interculturalité et la dimension sociale, cette association bruxelloise construit un projet qui plaide la diversité et un plaidoyer qui consacre le dialogue des peuples et des cultures.

L'association Omar Khayam

Approches, pratiques et plaidoyer

CENTRE SOCIOCULTUREL OMAR KHAYAM

*DE L'IMMIGRATION
AU DIALOGUE INTERCULTUREL*

*AHMAD AMINIAN
PRÉSIDENT DU CENTRE CULTUREL OMAR KHAYAM*



Omar Khayam a été créé en 1993, à partir du constat suivant : l'immigration, de manière générale, et celle issue de la civilisation musulmane en particulier, n'a pas un discours approprié pour entrer en dialogue.

Cette immigration ne pouvait, faute de discours adéquat, que se consacrer aux revendications de consommation : de travail, de bien-être... Il y avait dès lors impossibilité de construire un espace réservé à la situation anthropologique de l'immigration, sur le territoire européen, et en Belgique plus précisément.

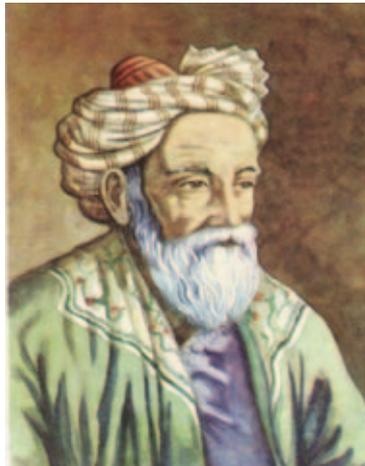
Le centre est né à l'initiative d'un groupe d'intellectuels iraniens, issus de l'ULB, arrivés en Belgique non pour des raisons économiques mais bien pour des raisons d'ordre politique. Leur questionnement était, dès lors, très différent de celui de l'immigration économique.

De prime abord, le centre n'appartenait pas à la sphère sociale, mais exclusivement à celle de la culture. Au fur et à mesure, nous avons évolué

dans une démarche socioculturelle (le terme doit être repris sans trait d'union, il s'agit là de relier, de manière compacte, le social et le culturel, l'un ne pouvant exister sans l'autre, mutuellement). C'est ainsi que le centre Omar Khayam est passé de communautaire à universaliste, ce qui a eu pour conséquence une grande restructuration : les Iraniens qui composaient le noyau de base se sont retirés, laissant place à une plus grande variété tant dans l'équipe qu'en terme de projets.

La ligne de conduite s'est de suite focalisée sur l'Interculturalité. « Interculturalité ? »

Le concept est à développer. L'interculturalité n'est pas égale à l'immigration, ce point est à souligner : l'interaction entre culture féminine et masculine, le rapport entre culture des patrons et celle des travailleurs, tous ces mouvements s'appréhendent dans une démarche interculturelle, le plus important étant la construction du dialogue.



DISCOURS ET CONCEPTUALISATIONS

L'ENTRE DEUX ET L'UNIVERSALITÉ DIFFÉRENTIELLE

Comment peut-on dialoguer ? Il s'agit avant tout de disposer d'un discours propre. Se retrouver sans cesse dans le discours de l'Autre enferme dans l'acculturation. Omar Khayam a pour visée de plaider pour la construction d'un discours.

Pour ce faire, nous usons d'un vocable pensé : nous avons innové ainsi le concept de l'Entre-deux, dans une perspective philosophique. L'individu se trouve toujours dans un espace « transionnel », à partir duquel il doit créer un troisième espace, un espace paradoxal. Il ne faut pas tomber dans le piège de la binarité, car celle-ci induit de choisir soit la représentation de l'Autre, soit celle de la culture propre elle-même. La création et l'entrée dans un espace paradoxal ne sont pas choses aisées, elles nécessitent de gérer le paradoxe, et par là même, de gérer un conflit, en dialoguant.

Pour appréhender la démarche et construire son dialogue, il faut d'abord, et cela est primordial, laisser l'opportunité à la connaissance, à travers les personnes qui la détiennent, qui ont ces savoirs empiriques et conceptuels. Quand on parle d'interculturalité, on ne peut y mettre n'importe quoi et n'importe comment : il faut être armé. On peut avoir une opinion, certes, c'est indéniable, mais l'expertise constitue tout autre chose, et est à respecter, à distinguer. Actuellement, le débat ouvre des portes où tout un chacun peut s'engouffrer, et cela détruit la connaissance.

Le deuxième concept qui sous-tend notre action est celui d'universalité différentielle. Le débat, dans le monde intellectuel, est houleux : le camp des empiriques se heurte à celui des rationalistes,

l'immanence est plébiscitée par certains, d'autres plaident la transcendance... Au centre Omar Khayam, nous avons décidé de ne pas choisir : ni l'un ni l'autre, mais bien l'un et l'autre. Nous considérons ainsi l'universalité en symbiose avec la multiplicité. Le rapport est interculturel entre la pensée universelle et la pensée de la multiplicité. Cela complexifie le débat, et il faut se doter d'outils pour le porter : nous avons organisé des colloques, des réflexions multiples pour développer la réflexion.

L'orientation du centre socioculturel Omar Khayam est guidée par ces deux concepts, et nous évoluons à partir de nos démarches réflexives, depuis 25 ans maintenant. Pourtant, du fait de la conjoncture, du développement de la société de consommation, le centre est devenu davantage social que culturel. Je suis navré de ce constat. On s'adapte, de force, mais si j'ai l'occasion d'aller à contre-courant, de transgresser, je le ferai avec une détermination et une volonté sans failles. Le social dans une



démarche intellectuelle et culturelle devient du prêt à porter, sans l'esprit qui doit soutenir notre action. Et nous devons, en tant que corps intermédiaires, à partir de notre plaidoyer, tâcher de faire évoluer la société, ne pas nous y conformer, sinon nous n'avons plus lieu d'exister. Ainsi, notre centre milite pour une immigration qui réfléchit, pense, se nourrit de connaissances pour alimenter et construire même le débat, une immigration critique et avisée, qui ouvre le dialogue en se positionnant dans cette double critique perpétuelle de soi et de l'Autre, dans un mouvement interculturel (l'interculturalité est une action, pas une position), avec une sincérité et une honnêteté intellectuelle.

MIGRATIONS ET RÉALITÉS

IMMIGRATION JUIVE ET ISLAMIQUE : INTELLIGENCE ET DÉCLIN

La montée des extrêmes est une réaction conjoncturelle. Depuis 1980, nous accueillons des réfugiés en Belgique. L'accueil était très positif, bienveillant, extraordinaire même. Mais la confiance a été trahie. La population s'est disloquée. Mon regard se porte sur le peuple, non sur le politique. Le dialogue s'est brisé, le mensonge a prédominé, et cela a développé la peur des uns et des autres.

Je ne peux parler de migration sans citer en exemple les Juifs. Un peuple errant, qui a gardé sa culture tout en s'adaptant, qui a donné naissance à des personnalités intemporelles, qui a enrichi le monde. Le peuple juif s'est focalisé sur la sauvegarde du fondement de la culture, de ce qui donne la personnalité à un peuple. Contrairement à d'autres immigrations, qui misent tout sur leurs apparences.

Nous avons besoin d'une démarche interculturelle, qui est une démarche critique. L'immigration issue du monde musulman, qui est la plus pointée actuellement, doit arriver à s'ouvrir à la connaissance: cette civilisation avait les plus

grands philosophes, les plus grands scientifiques. Le débat est faussé, on se focalise sur les apparences de la religion. Et quand les apparences tombent, on se retrouve avec une coquille vide. Comme le discours n'est pas propre, l'immigration s'accroche à des phénomènes de passage, éphémères. En tant qu'associations, nous nous devons d'amener



l'individu à se critiquer, et même à oser s'insulter. Rationaliser tout en considérant l'affectif, voilà une méthode inhérente au concept de l'Entre deux. Critiquer n'est pas démolir : il faut jeter ce qui doit l'être. Des sommités, tel Averroès, procédaient ainsi. Aujourd'hui quand on parle de l'Islam, c'est en termes sociologiques, la pensée n'est pas invitée dans le débat. Et nous n'avons plus de références. Pourquoi n'avons-nous pas quelqu'un du calibre de Spinoza ? Les Juifs se connaissent eux, et ne sont pas complexés malgré les antécédents de l'Histoire.

PERSPECTIVES

UN AVENIR EMPREINT DE PENSÉE(S)

Il s'agit de ne pas désespérer, et d'avoir la patience. Certes la démocratie autorise chacun à participer au débat, mais confondre opinion et expertise est néfaste. Chacun sait. Non, il faut remettre chaque intervention à la place qui lui est due. Je suis optimiste quant à la sauvegarde et la propagation de la connaissance, bien que cela me dépasse de temps à autre, je me

positionne en tant que constructeur. Lisez, provoquez, parlez !

En définitive, pour ne plus rester dans une position de produit du déclin, je plaide pour un avenir où la culture est comprise comme un élément dynamique, où les apparences sont destituées de leur sacralité, et où la pensée règne.

Les auteurs incontournables d'Ahmad Aminian

Abdennour
Bidar



Mohammed
Arkoun



REMERCIEMENTS

Ce numéro de PluriCité a rassemblé plusieurs femmes et hommes venant d'horizons différents pour apporter leur contribution et leur éclairage sur les différentes thématiques qui ont été mises en avant. Des corps intermédiaires, notamment les médias, aux urnes citoyen, nous avons veillé à la diversité d'approches comme un élément déterminant dans le choix des personnes ressources, une manière de faire de l'articulation des différentes interventions une complémentarité susceptible d'apporter une information censée faire l'objet de vos analyses et de vos critiques.

La rubrique Peuples et Cultures, dédiée à Bilal El-Cham, a veillé aussi à la singularité des intervenants et à la manière de conjuguer les différentes spécificités dans un pluriel qui nous offre une matière à apprécier.

Un grand merci à toutes ces personnes ressources qui nous ont consacré un espace temps pour élever ensemble , une fois de plus, une parole qui soulève un débat continu.

JE SOUTIENS L'ACTION DE CARREFOUR DES CULTURES

Seule l'action en commun peut apporter des transformations durables et adaptées à nos besoins individuels et collectifs.

Pour ce faire, je choisis de rejoindre Carrefour des Cultures et je souscris à sa Charte.

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Commune :

Centre d'intérêt :

.....
.....
.....
.....

Thématiques préférées : *(biffer la mention inutile)*

- Démocratie
- Diversité
- Citoyenneté
- Interculturalité

À renvoyer par poste ou par mail à :

Carrefour des Cultures ASBL
Avenue Cardinal Mercier, 40
5000 Namur
jeanmarie.delmotte@carrefourdescultures.org

CHARTRE DE CARREFOUR DES CULTURES

La Citoyenneté, la Diversité et la Démocratie constituent les trois piliers de Carrefour des Cultures qui promeut l'idéal d'une société à la construction de laquelle toutes les composantes, toutes les diversités participeraient – ce qui constitue pour nous une condition nécessaire de la Démocratie.

Ainsi, dans cette approche, Citoyenneté, Diversité et Démocratie s'alimentent et se renforcent les unes les autres.

- Considérant que l'associatif est un terrain fertile pour cultiver les débats de société et élever les discours et pratiques capables d'accompagner les transformations de la Société ;
- Considérant que CDC est une initiative volontaire visant à apporter des éléments de réponse à ce défi central de l'action associative ;
- Considérant que le triptyque Diversité-Citoyenneté-Démocratie suscite une réflexion et un débat de société et invite à une implication continue de tous les acteurs ;
- Considérant que l'intégration est un processus individuel, mutuel et collectif qui implique la participation à la vie économique, culturelle, sociale et politique ;
- Considérant que la politique de l'immigration doit s'écarter de toutes les visions réductrices qui mettraient l'accent sur la procédure d'admission /refoulement, sans se soucier des vrais problèmes des personnes venues d'ailleurs ;
- Considérant qu'on ne peut mesurer la Démocratie qu'à l'aune de l'interaction entre citoyens et Espace Public, dans un mouvement continu, et de la capacité d'impliquer toutes les composantes de la société et du respect de la voix des minorités ;
- Considérant que la Diversité culturelle se devrait d'être appréciée comme une source d'enrichissement et d'émancipation de l'individu, de la communauté et de la Société ;
- Considérant que l'égalité des genres doit se conjuguer avec celle des droits ;
- Considérant que le bien-être collectif est un idéal qui ne peut être concrétisé que par une justice sociale et par l'égalité des droits ;
- Considérant que la liberté d'expression est un droit inaliénable et une responsabilité des médias mais aussi des citoyens ;
- Considérant que le rôle prépondérant des médias dans nos sociétés modernes nécessite une vigilance, un contrôle, un esprit critique de l'ensemble des citoyens à leur égard ;
- Considérant que les relations entre les peuples et les cultures ne peuvent être bénéfiques que si elles reposent sur l'équité sans aucune hiérarchie ni domination ;
- Conscient de l'étendue de ces thématiques et enjeux, soucieux d'honorer son engagement associatif et citoyen, Carrefour des Cultures s'efforce de mettre ces objectifs en mouvement continu et invite femmes et hommes à le rejoindre pour ce faire.

Carrefour des Cultures se propose donc de :

- Contribuer au développement d'une mondialisation qui corresponde à un dépassement des nationalismes, au progrès vers un réel universalisme intégrant toutes les diversités et favorisant leur métissage et non à une simple généralisation des échanges de marchandises aux profits des plus favorisés.
- Favoriser la solidarité, la coopération internationale et un développement, notamment culturel, respectueux de l'homme et de l'environnement.
- Promouvoir le développement d'une citoyenneté créative intellectuellement et active socialement, condition nécessaire aux choix sociétaux cohérents.
- Stimuler la réflexion sur les alternatives ou sur les compléments à la Démocratie, en créant des espaces de débat favorisant l'intelligence collective rassemblant des participants de toutes origines, culturelles et/ou sociales.
- Mettre en avant les droits de la personne et des communautés. En particulier : le droit à la liberté de pensée et d'expression ; le droit à vivre sa culture et sa religiosité dans de bonnes conditions ; le droit à la satisfaction réelle des besoins matériels de chacun ; le droit de vivre dans un environnement à la fois sain et humain ; le droit de tous à voyager, notamment pour quitter des situations tragiques ; le droit des pays fragilisés à la justice dans les rapports économiques internationaux.
- Favoriser, accompagner, outiller la lecture critique des médias ; promouvoir l'introduction de davantage de diversité culturelle dans la sphère médiatique ; contribuer à l'investissement des citoyens dans le domaine des médias, notamment dans leur création.
- Favoriser la collaboration, la visibilité, l'échange et le débat au sein de la société civile organisée ; contribuer au développement de plaidoyers et à leur mise en valeur face aux décideurs ; promouvoir un contrôle du politique par les citoyens.



Avenue Cardinal Mercier, 40
5000 Namur

Tél : 081/41 27 51

E-mail : info@carrefourdescultures.org

Site internet : www.carrefourdescultures.org

